QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13186 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 21-LUNDI 22 JUIN 1987

# Quinze tués dans un attentat à Barcelone

# Madrid « ne reculera pas devant le terrorisme »

Le président du gouverne-ment espagnol, M. Felipe

Gonzalez, a interrompu sa

visite officielle au Brésil

pour regagner Madrid après

l'attentat qui a fait quinze morts et trente-cinq blessés

le vendredi 19 juin dans un supermarché de Barcelone.

Cet acte terroriste est attri-

« Nous allons continuer à

combattre le terrorisme par

tous les moyens à notre dis-

position dans un Etat de droit, a déclaré M. Gonza-

lez. Le gouvernement ne

reculera pas. » Le ministère de l'intérieur a annoncé

adoption de mesures

d'urgence ».

bué à l'ETA militaire.

# Le courage de choisir

Barcelone, acts de terrorisme aveugle contre la foule populaire d'un supermarché, est d'une telle monstruosité que l'on comprend les hésitations de ses auteurs à en revendiquer formel-lement la responsabilité. Et plus encore le lourd silence de la for-Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire et qui a fait campagne aux dernières élections régio-nales et européennes en soutenant:l'action de catte derrière avec ce siogan sans ambiguité : « C'est ce qui leur feit le plus mal. » Trois cent cinquente mille électeurs — dont un tiers hors du Pays basque — ful avaient alors donné leurs voix. Seraient-ils aussi nombreux aujourd'hui ?

Il paraît en tout cas exclu qu le carnage de vendrédi sois puisse avoir un effet déctabiliss rolidarité qui se menifeste à Madril, « L'ETA contre pous : tions coupre TETA », titre l'éditosant des militaires contre le pou-

c'est le problème posé aux institutions per un mouvement séparatiste engagé dans un processus de dégénérescence aux aboutissements imprévisibles, d'autent plus enclin à radicaliser son action qu'il a de moins en moins de prise sur le vie politique du pays.

Jusqu'au début de cette année, un espoir ténu d'éviter cette radicalisation avait été encouragé par les très discrets contacts coverts entre le gouvernement et des dirigeants indépendantieres exerçant une influence déterminante sur leur organisation. La mort en Algérie. au mois de février dernior, de « Txomin », le noméro un de l'ETA militaire, semble bien avoir interrompu ces tentatives de recherche d'une solution politique. Un peu comme en 1979, où certains éléments du mouvement s'étaient déjà livrée, dans des gares notamment, à des actes de terrorisme aveugle, une partie su moins des membres de l'ETA ne voient désormais d'autre perspective que celle. d'une criminelle fuite en avent.

Les combattre supposerait. comme y invite « El Pais », une action de toute la population pour rejeter de son sein les auteurs d'actes terroristes. C'est toutefois compter sans cette loi du silence qui - de la même manière que l'« omerta » en Corse — protège centr et dri ou sent eucoce soit des compatriotes et qui savent en outre se faire craindre. Chez les Basques comme chez les Corses, il faudra pourtant un jour, si l'on veut mettre fin au règne de la terreur, avoir le courage de choisir d'autres solida-

# Majorité et opposition s'associent pour l'opération « Corse, île morte »

Les obsèques de Jean-Paul Lafay

Les obsèques du docteur Jean-Paul Lafay, assassiné mardi à Ajaccio, devaient avoir lieu le samedi 20 juin dans l'après-midi à Corte (Haute-Corse). La population est invitée à cesser toute activité. Majorité et opposition se sont associées pour cette opération « Corse, île morte ».

et à faire de la Corse une - isola morta », une ile morte. C'est l'ensemble des élus qui ont demandé à la population à assister aux obsèques à l'issue d'une réa-nion organisée, vendredi après-midi, par M. Jean-Paul de Rocca Serra, président de l'assemblée régionale et député (RPR) de Corse-du-Sud. Le Parti communiste, qui n'était pas présent à tionner la récupération politique », a cependant appelé, hi aussi, à assister aux obsèques aux-

Hommage exceptionnel de la quelles M. Mitterrand devait être représenté par M. Michel Cha-à 16 heures, pendant les obsèques du docteur Lafay, les Corses ont été appelés à cesser toute activité premier ministre par M. Michel premier ministre par M. Michel Roussin, chef de son cabinet. Les nationalistes ont boycotté la réu-

> A Paris, le samedi 20 juin, le Journal officiel publie, sous la signature de M. Chirac et de M. Pasqua, la citation à l'ordre de la Nation du docteur Lafay qui « a confirmé par son exemple que la cause de l'unité de la République et du respect des droits de l'homme ne font qu'un ».

> > (Lire page 7 l'article de DANIELLE ROUARD.)

# La Nouvelle-Zélande a battu la France par 29 à 9

# Une leçon de rugby

ragby et de l'International Board, Albert Fer-rasse a remis le samedi 20 juin le trophée William Webb Ellis à David Kirk, le capitaine des All Blacks. Le Quinze néo-zélandais a en effet très largement dominé la finale de la pre-

Park d'Anckland: 29-9, avec trois essais contre un seul aux Français dans les dernières secondes. M. Mitterrand et M. Chirac ont envoyé des messages de réconfort à l'équipe de

AUCKLAND de notre envoyé spécial

 Ces All Blacks sont patients. ils savent que la victoire va arriver. Il y a dans leur jeu quelque chose d'inéluctable. - Ce jugode Jaco Fouroux s'est yérifié samedi de cuisante manière pour l'équipe de France,

battue 29-9. « Cest le triomphe du rugby réaliste », devait commenter l'entraîneur français. « Depuis trente aus les Néo-Zélandais

jouent le même rugby. C'est celui Lorieux, Garnet et Ondarts. Mais que j'aime. Celui dont personnellement je m'inspire. >

Or il l'avait dit quelques jours avant le match : « Pour les battre à leur propre jeu il faut être au moins leurs égaux sur leurs les joueurs français ont payé en seconde mi-temps une condition physique déclinante alors que les All Blacks en sont au début de leur saison. De plus leur préparation avait été perturbée toute la semaine par les enquis de santé de

c'est psychologiquement que la différence était la plus grande. La Nouvelle-Zélande est la seule équipe à avoir abordé la Coupe du monde en pensant que perdre la finale serait pour elle une contre-

· JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 8 ainsi que l'entretien avec ALBERT FERRASSE, président de l'International Board.)

# Coopération militaire entre Paris et Bonn

Le chancelier Kohl propose la création d'une unité franco-allemande. PAGE 4

## Le Rafale prêt pour 1996

M. Chirac se prononce en faveur du nouvel avion de combat pour l'armée française. PAGE 8

## La colère de M. Séguin



Le rejet de la loi sur la Sécurité sociale provoqué par l'absentéisme des députés de la majorité.

# Le rapport d'enquête sénatorial sur les manifestations étudiantes

La communication gouvernementale mise en cause. PAGES 6 et 7

## La Documenta de Kassel

La huitième édition de la manifestation d'art contemporain la plus prestigieuse ne tient pas toutes ses promesses. PAGE 10

## Retour à Nancy

300 hectares à reconquérir.

## Les Fidji en proie aux passions

# Mélanésiens et Indiens : la déchirure

#### Depuis le coup d'Etat du dit - que soit accepté le fait que totalité du secteur économique les Fidjiens autochtones doivent mais ne sont pas tous aussi opte autochtones et les populations d'origine indienne s'est aggravée aux îles Fidji. Canberra et Wellington s'inquiètent.

SUVA de notre envoyé spécial

Au centre de la capitale fidjienne, un grand négociant en textiles a lancé un concours récompensant d'un prix de 5 000 dollars la photographie qui montrera - le plus beau sourire d'un couple de races mixtes ». Le négociant risque d'être déçu dans ses efforts de réconciliation entre Fidilens d'origine océanienne et Indiens descendants d'une main-d'œuvre importée il y a un siècle par la Grande-Bretagne : de tels couples sont rares, et les événements. depuis le coup d'Etat du 14 mai, laissent prévoir une détérioration des relations entre les deux communantés.

L'ancien premier ministre, Sir Kamisese Mara, battu aux élections d'avril et revenu, à la faveur du putsch du lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka, à un poste de conseiller aux affaires étrangères, est catégorique, il faut, nous a-t-il nent effectivement la quasi-

dominer la sphère politique tandis que les populations non indigènes dominent la sphère économique ». C'est là le but de la réforme constitutionnelle que veut mettre en œuvre le gouverneur général, Sir Penaia Ganilau, qui a pris les pleins pouvoirs au nom de la reme d'Angleterre.

Cela reviendra, le cas échéant, à maintenir les Indiens, pourtant légèrement majoritaires parmi les sept cent mille habitants de l'archipel, dans le statut de citoyens de seconde zone que prévoyait déjà la Constitution de 1970. Cassant, Sir Mara, qui semble tirer les ficelles de cette administration provisoire, ne s'en cache pas : « Où donc au monde pouvez-vous trouver des Indiens qui vivent aussi bien qu'à Fidji? Je me moquerais bien d'être un citoyen de seconde zone avec une grande maison, deux voitures, les moyens de me rendre à l'étranger tous les six mois et d'y envoyer mes enfants faire leurs études... Pourquoi pas citoyen de troisième classe, si nécessaire... »

Chez les Indiens, qui détien-

mais ne sont pas tous aussi opulents que veut bien le dire Sir Mara, - le désespoir est total ; « Ce pays va au désastre », dit un des personnages en vue, de leur communauté, en ajoutant : « Je suis un immigré de troisième génération. Je n'ai aucun lien particulier avec l'Inde, je me considère comme Fidjlen, et on me propose de demeurer à vie un étranger. La pilule est difficile à avaler ... -

Il a suffi que le premier ministre du gouvernement travailliste, élu en avril, M. Timoci Bavadra, évoque, au cours de sa campagne électorale, avec maintes circonvolutions, le besoin de parvenir à une utilisation plus rationnelle et productive des terres, pour que les esprits s'enslamment. C'était là, en effet, toucher la corde sensible du monde océanien, la possession exclusive de la terre étant la clé de voûte du système coutumier des chesseries. Le mouvement des « Taukei » (littéralement : « euxmêmes -) nationalistes eut tôt fait de pousser le colonel Rabuka à l'action.

> FRANCIS DERON. (Lire la suite page 3.)

**HANNA SEGAL** Délire et créativité Publication en français des ESSAIS DE PSYCHANALYSE CLINIQUE ET THÉORIQUE Un événement dans la théorie psychanalytique des femmes.

PRIX DE YENTE À L'ETRANGER; Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dk.; Turisie, 700 m.; Alemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 S; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 175 pss.; G.-B., 55 p.; Grèce, 180 dz.; Intende, 85 p.; Italia, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 fr.; Norvège, 12,70 kr.; Psys-Bex, 2,50 ft.; Portugal, 130 esc.; Sánégal, 336 F CFA; Suèdie, 13,70 cs.; Suèsee, 1,80 ft.; USA, 1,50 S; USA (West Coast), 1,78 S.

#### **RENDEZ-VOUS**

Dimanche 21 juin. - Moscou : Elections aux Soviets

Lundi 22 juin. – Jérusalem : Reprise du procès de l'ancien SS Demjanjuk; - Samoa: Visite officielle du secrétaire d'Etat américain George Shultz; -Luxembourg: Conseil des ministre des affaires étrangères des Douze.

Mercredi 24 juin. – *Mos*cou : Visite du secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar.

Jeudi 23 juin. – Vienne Conférence de l'OPEP.

- Vatican: Visite du président autrichien: Kurt Wal-

Dimanche 28 juin. Bruxelles : Grande fête de l'Europe pour le trentième anniversaire du traité de Rome.

– *Tokyo :* visite du général

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : 11) 45-23-06-04 Tél: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Audré Laurens (1982-1985)

Danie de la société : cent ans à compter d 10 décembre 1944,

Capital social : 620.000 F Principaux associés de la société :

Société civile

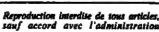
Les Rédacteurs du Monde »
Société anonyme
des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondate

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F





Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Taper LEMONDE

**ABONNEMENTS** Tél.: (1) 42-47-98-72

6 mais 9 mais 12 mais FRANCE 4 F 672 F 954 F 1 290 F TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANCER (par messageries) L - BELCOUE/LUXEMBOURG/PAYS-RAS 399 F 762 F 1089 F 1380 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1404 F 1880 F

Par vole aériesse: terif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abounds sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dermère bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 450 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th Street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, M.Y. postmester: send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.N.C., 45-45 39 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

# **Dates**

## Il y a cinquante ans

# La chute du premier gouvernement de Front populaire

après une longue délibération du conseil des ministres, Léon Blum, président du conseil, porte au président de la République, Albert Lebrun, la démission de son gouvernement. C'est, en apparence, et si l'on suit étroitement la chronologie des faits, l'épilogue d'une bataille parlementaire qui a vu le Sénat s'opposer avec intransigeance à une demande de pleins pouvoirs financiers formulée par le gouvernement dont le texte est rejeté à deux reprises par la Haute Assemblée. Mais c'est surtout, après une tentative qui a duré un an, l'échec de l'expérience originale du Front populaire, inaugurée dans l'enthousiasme, et qui s'achève dans l'amertume et le désenchantement. Formé le 4 juin 1936, après la victoire

électorale de la gauche aux élections des 26 avril-3 mai, le ministère Léon Blum, premier gouvernement français dirigé par un socialiste, comprend des ministres SFIO, radicaux et républicains-socialistes et peut compter, en outre, à la Chambre sur les voix des communistes. Il se veut un gouvernement social plus qu'un gouvernement socialiste et, à la veille de son installation à l'hôtel Matignon, le président du conseil définit ainsi la nature de son expérience: «... Nous agirons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons montré les contradictions et les iniquités au cours de notre campagne électorale... Le vrai problème que cette expérience va poser, c'est de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité de bien-être, d'ordre, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour la masse des travailleurs et des produc-

#### Une atmosphère de baine

Cette expérience d'exercice du pouvoir par un socialiste en régime capitaliste s'opère donc autour du triple slogan du Front populaire, «Le pain, la paix, la liberté », autrement dit la lutte contre la crise économique qui sévit depuis 1931, le refus de toute politique belliciste et l'opposition déterminée aux entreprises du fascisme en France. Programme qui soudont témoigne l'incontestable enthousiasme populaire de l'été 1936, mais qui entraîne, par contrecoup, la crainte des adversaires de la nouvelle majorité qui voient dans le gouvernement le fourrier de la révolution proche. Un an plus tard, avec la chute du gouvernement Blum, l'espoir a changé de camp ; la majorité victorieuse de juin 1936 est sur la défensive et les vaincus du suffrage universel discernent la fin du cauchemar. Comment s'explique ce retournement?

La première cause de l'échec du Front populaire tient à la violence des oppositions qu'il a suscitées. Sans doute le débat politique de l'entre-deux-guerres est-il naturellement marqué d'excès verbaux, mais, avec le Front populaire, c'est une atmosphère de guerre civile larvée qui s'installe, les hommes au pouvoir devenant un groupe à abattre et leurs adversaires faisant flèche de tout bois pour parvenir à ce résultat. C'est que la nouvelle majorité souffre d'un péché originel qui n'autorise aucune rédemption : la présence des communistes. De là à accuser les ministres socialistes et radicaux conduits par Blum et Daladier, personnages au demeurant rassurants, de n'être que des marionnettes dont les communistes tirent les ficelles, il n'y a qu'un pas que l'extrême droite, tou-jours à la recherche d'un complot, franchit allègrement.

Et dans cette voie de l'amalgame, toujours payante auprès de l'opinion publi-que, la droite libérale lui emboîte le pas, un homme comme Jacques Bardoux se distinguant dans la dénonciation de complots imaginaires (1). Or l'argumentation porte sur une grande partie de l'opinion publique, à droite, mais aussi dans les milieux du centre gauche et même de gauche. Bientôt, pour une bonne partie des Français, il fait peu de doute que Blum est le Kerensky français préparant le lit du

lisé, tous les moyens sont bons. La presse d'extrême droite se déchaîne, développant, dans l'Action française ou Gringoire, une haineuse campagne antisémite qui vise Léon Blum et les membres juifs des cabinets ministériels, menant contre le ministre de l'intérieur, Salengro, une offensive de calomnies qui le conduira au suicide, et dévoilant de pseudoconspirations. La violence n'est pas uniquement verbale. En juin 1936, c'est au

nom du risque d'une victoire communiste que Jacques Doriot crée avec le PPF (Parti populaire français) la première for-mation fasciste française. C'est pour chasser par la force le gouvernement qu'est monté par les milieux d'extrême droite, avec des appuis dans l'armée, le complot de la Cagoule qui prépare un putsch militaire, mais qui sera démantelé au prin-

Violence verbale, violence en actes : en 1937, le sang coule à Clichy lorsque la police tire sur des manifestants de gauche qui tentaient d'empêcher la tenue d'une réunion du Parti social français, le parti de droite du colonel de La Roque. La violence de ses adversaires est certes impuissante à abattre le gouvernement Blum, mais elle contribue à la détérioration du climat et pousse une partie de l'opinion à souhaiter la sin d'une expérience qui fait régner une atmosphère de tension et de

#### La déception de l'extrême ganche

En même temps qu'il suscite la haire de ses adversaires, le ministère Blum provoque la déception de ses plus chauds partisans par la modération dont il fait preuve. D'abord la déception des membres des minorités révolutionnaires des partis de gauche qui, à l'instar de Marceau Pivert s'écriant devant les grèves de juin 1936 : Tout est possible! », auraient souhaité que le président du conseil se serve de sa position pour transformer l'« exercice du pouvoir » en « conquête du pouvoir », fasse cette révolution sociale dont rêvent les hommes de l'extrême gauche. Jamais ils ne pardonneront à Blum, son respect de la légalité, cette « politique du juste » (Colette Audry) qui, pour eux, a consisté à satisfaire ses propres exigences morales aux dépens de sa mission de chef révolu-

Mais, plus grave est la déception du Parti communiste devant ce qu'il tient pour une trahison du pacte antifasciste

que éclate le 18 juillet 1936 la guerre civile d'Espagne, Blum, personnellement partisan de venir en aide à la République espagnole, se résout, la mort dans l'âme, à proposer la non-intervention, lorsqu'il constate le refus par une partie de sa majorité de toute action qui comporterait un risque de conflit et l'hostilité de la Grande-Bretagne à toute immixtion dans un combat qui, pour elle, oppose profascistes et pro-communistes.

Contre cette décision du gouvernement, le Parti communiste lance une campagne : « Des canons! Des avions pour l'Espagne ! . et s'abstient dans le débat de politique étrangère de décembre 1936. Mais si la déception de l'extrême gauche et des communistes affaibli la majorité, elle ne menace nullement de détruire le Front populaire, puisque, au contraire, révolutionnaires et communistes continuent à se réclamer de lui pour contraindre le pouvoir

#### L'échec économique

à infléchir sa politique.

Plus lourd de conséquences est l'échec économique du Front populaire. Pour lutter contre la crise, le gouvernement préconise une politique de e reflation », c'est-àdire de relance économique par injection de pouvoir d'achat, et, d'autre part, de lutte contre le chômage par diminution du temps de travail des salariés (qui aurait en outre l'avantage d'améliorer la condition des travailleurs). Cette politien juin-juillet 1936 par les Accords Matignon du 7 juin qui, outre l'établissement de conventions collectives, la liberté syndicale et l'élection de délégués du personnel, prévoient une augmentation générale des salaires de 7 à 15 %,

et, d'autre part, par les lois instaurant la semaine de quarante heures sans réduction de salaire et donnant aux salariés quinze jours de congés payés.

Ces mesures provoquent l'enthousiasme des bénéficiaires et expliquent l'euphorie de l'été 1936, mais l'ensemble du dispositif est générateur d'échec économique. La loi de quarante heures, appliquée de façon rigide et insuffisamment étudiée dans ses effets, débouche sur une diministion de la production, faute, en particulier de pouvoir faire travailler plus longtemps des machines que l'absence d'investissements depuis 1931 n'a pas permis de renouveler. La diminution de la production, jointe à l'accroissement de la circulation monétaire due aux hausses de salaire, provoque la flambée des prix dès l'automne 1936.

Ce phénomène, coîncidant avec la fuite des capitaux, contraint le gouvernement à dévaluer le 29 septembre 1936. Dès la fin de l'année, Blum doit faire machine en arrière sur sa politique économique. En février 1937, il annonce la « pause » dans les réformes, provoquant l'amertume de ses partisans, sans pour autant se concilier les milieux d'affaires, qui ne voient dans cette décision qu'une preuve de son affaiblissement et se montrent plus que jamais résolus à se débarrasser de lui.

C'est ce problème économique qui servira de prétexte au renversement du gouvernement, puisque c'est sur un projet de pleins pouvoirs financiers que le Sénat met le gouvernement en minorité le 22 juin. Mais, dès juin 1936, le Sénat est hostile au gouvernement, et seule sa crainte d'entrer en conflit avec le suffrage universel qui vient de se prononcer l'empêche d'interdire la formation d'un ministère

qui ne lui plait guère. S'il franchit le pas en juin 1937, c'est qu'il possède la certitude d'un retournement de l'opinion à l'égard du gouvernement.

La cause fondamentale de la chute du premier gouvernement du Front populaire est en effet la défection des classes moyennes. Ce groupe composite, constitué à la fois de petits patrons de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, de propriétaires-exploitants agricoles, de membres des professions libérales, de salariés des entreprises privées et de fonction-naires, est bien représenté par le parti radical. A la suite de celui-ci, nombre de ses membres ont voté pour le Front populaire qui leur promettait de défendre la République et de résoudre la crise.

Mais Léon Blum, adepte convaincu du marxisme, n'envisage de solution de la crise que favorable an monde ouvrier et n'a rien à proposer aux classes moyennes, en lesquelles il voit un groupe promis à une disparition rapide en raison du processus de concentration capitaliste. Si bien que les classes moyennes, et plus particulièrement le groupe (majoritaire) du petit patronat ne tarde pas à éprouver devant la politique de Léon Blum inquiétude et déception. Inquiétude devant les grèves avec occupation d'usines de juin 1936 qui lui apparaissent comme le début de la révolution, lui semblem menacer le droit de propriété, et que le gouvernement combet trop mollement à ses yeux. Inquiétude encore devant la propagande pour l'aide à la République espagnole, conduite par les communistes et dont il redoute qu'elles ne précipitent la France dans la guerre. Déception devant la politique sociale de Léost Blum qui a pour effet d'accroître d'environ 30 % les charges des entreprises et mettent en difficulté un petit patronat déjà atteint par la crise économique.

#### Le Parti radical suit sa base

Dès l'été 1936, cette classe moyenne se montre attentive aux accusations portées par les adversaires du Front populaire : les communistes préparent la guerre et la défaite de la France en l'affaiblissant par des grèves ; les socialistes, en accablant le petit patronat sous les charges, préparent son expropriation légale. L'audience de cette lecture de la politique du Front populaire est telle que le Parti radical ne peut ignorer le mécontentement de sa base. A partir de l'automne 1936, Edouard Daladier, président de ce parti, multiplie les réserves, puis les critiques à l'égard de la politique de Blum. Au printemps 1937, de grandes manifestations sont organisées dans le Sud-Ouest par les adversaires radicaux du Front populaire. Présent à celle de Saint-Gaudens, le 6 juin 1937, Daladier y émet des réserves sur la politique gouvernementale qui le font apparaître comme solidaire de l'aile droite de son parti qu'il s'est jusqu'alors efforcé

in terms (w)

- -,-

tues par l

the States

THE PERSON A SHARE THE STATE OF THE STATE

李5 李江 河北

1 172

Moquent de nou

Désormais, le sort du gouvernement est scellé : entraîné par sa base, le parti radical est prêt à accepter sa chute. Lorsque, le 10 juin, le gouvernement demande au Parlement les pleins pouvoirs financiers, les députés radicaux – dont la plupart ont été élus grâce à des désistements à gauche - n'osent se déjuger en renversant le gouvernement. Mais ils font savoir à leurs collègues sénateurs (qui constituent le groupe dominant de la Haute Assemblée) qu'ils verraient sans déplaisir la chute du ministère. C'est donc forts de l'appui de leur parti, sûr, d'interpréter les vœux d'une part croissante de l'opinion, que les sénateurs radicaux joignent le 22 juin leurs voix à celles de la droite pour mettre fin à l'expérience Blum.

> SERGE BERSTEIN. (Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.).

(1) Voir sur ce point Jean-Jacques Becker, Serge . Berstein, Histoire de l'anticommunisme en France, TI (1917-1940). Paris, Olivier Orban, 1987.



A PER NAME

# Etranger

URSS: l'anniversaire de la révolution d'Octobre

# Certains prisonniers politiques pourraient bénéficier d'une amnistie partielle

Une amnistie partielle, dont sont notamment exclus les auteurs de « délits particulièrement dangerenx contre l'Etat » et les responsables de physieurs grandes catastrophes, a été décrétée en URSS par le présidium du Soviet suprême à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, à qui l'on demandait si cette amnistie exclusit les prisouriers politiques, a répondu : « Je pense que ce n'est pas exactement correct. Cela dépend de la gravité des crimes commis. » - [AFP, AP.]

MOSCOU

Dans les milieux dissidents, on s'accorde à voir dans le décret du Soviet suprême une mesure plus large que celles qui l'ont précédée, notamment l'amnistie du 28 avril à l'occasion du trentième anniversaire de la victoire. Mais personne ne s'avance à fournir de chiffres et, surtout, nul ne sait encore si des prisonniers politiques sont concernés.

Le décret, caractéristique de la angue administrative soviétique, est à la fois minutieux dans sa formulation et flou sur les points essentiels. Il indique que l'amnistie est guidée par · les principes humanistes

ries qui en bénéficient. Il s'agit tout d'abord des anciens combattants, des titulaires de décoration, des hommes âgés de plus de soixante ans et des femmes de plus de cinquantecinq ans. Sont également libérés les femmes condamnées à une peine de moins de cinq ans ayant purgé au moins un tiers de leur peine ainsi que les minens ayant de cinq ans ayant purgé au moins un tiers de leur peine ainsi que les minens ayant des avects de leur peine ainsi que les minens ayant des avects de la constant de l que les mineurs ayant déjà accompli une année de détention.

Le décret interrompt, d'autre part, les poursuites qui n'ont pas encore abouti à un jugement par un tribunal. De « nombreuses » peines d'assignation à résidence sont également levées. « Certains condamnés», enfin, qui n'entrent pas dans les catégories mentionnées plus hant « voient leur peine rac-

Il est cependant un paragraphe restrictif qui constitue un véritable casse-tête. On comprend que, comme dans n'importe quel autre pays, sont exclus de l'annistie les personnes condamnées pour « homicide volontaire », sinsi que « les récidivistes particulièrement dangereux et ceux qui ont été condamnée plus de deux fois pour des crimes commis avec préméditation ». Cette exclusion s'applique également aux responsables par négligence de catastrophes majeures, tel le capi-taine du paquebot Amiral-Nakhimov, dont le naufrage en mer Noire, en août dernier, aveit entraîné la mort de quatre cents personnes. Mais on reste perplexe sur l'exclusion qui frappe, sans autre précision, les auteurs de - crimes

d'Etat particulièrement graves », ainsi que « certaines autres calégo-

La plupart des dissidents sont condamnés pour « agitation et pro-pagande antisoviétique ». Ce délit semble bien devoir être considéré comme un - crime d'Etat particulièrement grave ». Mais les oppo-sants emprisonnés en vertu d'un autre article du code qui punit la « calomnie » contre l'Etat soviétique, ainsi que ceux qui ont violé les reglements concernant la pratique religieuse pourraient bénéficier de l'amnistie. La même remarque s'applique aux dissidents contre les-quels on a retenu, surtout ces der-nières années, des charges souvent fantaisistes de « vandalisme » ou de

trafic de drogue ». M. Serguei Grigoriams, un ancien dissident libéré en l'évrier, qui estime à un millier le nombre actuel de prisonniers politiques en URSS, croît qu'un certain nombre d'entre eux vont en bénéficier.

eux vont en bénéficier.

Il s'agit, en tout cas, d'une procédure complètement différente de celle qui a permis, depuis le début de l'année, la libération d'environ cent quarante dissidents. Ces derniers ont du - à quelques rares exceptions près - rédiger un recours en grâce devant le Soviet suprême - ou du moins une lettre assimilée par les autorités à une demande de grâce - et ont fait l'objet de grâce - et ont fait l'objet de esures de grâce individuelles.

D'autre part, M. Iouli Edelstein, comment libéré, a annoncé vendredi au cours d'une réunion d'anciens détenus juis qu'il avait reçu un visa d'émigration pour Israël. Les participants à la réunion out appelé à la libération de deux autres prisonniers candidats à l'émigration en lessel ACA. gration en Israël, MM. Jossif Zissels et Alexis Magarik

DOMINIQUE DHOMBRES.

ESPAGNE: quinze morts, trente-cinq blessés

# Terrorisme aveugle dans un supermarché de Barcelone

MADRID

de notre correspondant

Quinze morts, parmi lesquels deux enfants : trente-cinq blessés, dont dix-huit dans un état grave : c'est un véritable carnage qu'a pro-voqué, le vendredi 19 juin, l'explo-sion d'une voiture piégée dans le sous-sol d'un supermarché de Barcesous-sol d'un stipermarché de Barcelone. Un massacre pratiquement
sans précédent dans l'histoire, pourtant sanglante, du terrorisme en
Espagne, si l'on excepte l'attentat
anti-américain coutre un restaurant
proche de Madrid, qui avait fait dixhuit morts en avril 1985.

Il était 16 h 10, et le grand maga-sin Hipercor, situé à la sortie nord de Barcelone, dans un quartier populaire, propriété de la grande chaîne espagnole de supermarchés El Corte Ingles, était plein de clients ca corte ingles, etait piem de chems faisant leurs emplettes en prévision du weed-end. Tout à coup, une formidable détonation fit trembler l'édifice, qui compte quinze étages. Une bombe venait d'exploser dans une Ford Sierra située au parking du second cove sol second sous-sol

La déflagration, qui provoqua immédiatement un incendie, fut tel-lement violente qu'elle ouvrit une brèche de 2 mètres de diamètre dans le plafond, pourtant bétonné, du par-king. Les flammes et la fumée s'y engouffrèrent, étendant le feu au rayon d'alimentation de l'étage supérieur. Au milieu de la panique générale, les familles se piétinent, entre les produits épars des rayons, pour tenter de gagner la sortie.

La situation semblait plus dramatique encore au parking, submergé par une épaisse fumée noire et où une vingtaine de voitures avaient pris feu. Il fallut plus d'une heure aux pompiers pour réussir à pénétrer au sous-sol, où ils découvrirent les premières victimes, certaines carbonisées, d'autres asphyxiées. Ce n'est qu'au bout de trois heures que

l'incendie put être véritablement maîtrisé. Les blessés surent transportés dans les services de grands brûlés de plusieurs hôpitaux de Barcelone. Pendant ce temps, la police établissait à la hâte des contrôles à la sortie de la ville, où le chaos de la circulation allait être total durant

plusieurs heures. Trois quarts d'heure avant l'explosion, une personne affirmant parler au nom de l'ETA avait téléphoné au journal de Barcelone Avui pour annoncer l'imminente explosion d'une bombe au supermarché Hipercor. Les responsables du quotidien avaient immédiatement alerté la police autonome catalane, qui avait elle-même averti la police nationale Des témoins ont affirmé avoir vu, une demi-heure environ avant l'explosion, des gardiens du supermarché procéder, sans résultat, à un sommaire examen des lieux.

#### Voiture volée au Pays basque

Reconnaissant l'existence de cet appel au journal Avui, ainsi que d'un autre à la police de Barcelone, le gouverneur civil de la province, M. Cardenal, s'est contenté d'expli-quer dans la soirée que la police recevait régulièrement de nombreux appels de ce genre et qu'il était difficile d'en déterminer la crédibilité. Ce qui est sur, en tout cas, c'est qu'aucune mesure d'évacuation ne fut décidée par les responsables d'Hipercor ou des forces de l'ordre.

Quel est l'auteur de ce carnage ? Les autorités accordent apparem-ment crédit à la revendication antérieure à l'explosion effectuée par l'ETA. Certes, aucune certitude n'est encore possible à l'heure actuelle : les attentats des indépendantistes basques, pour sangiants qu'ils fussent, visaient toujours , jusqu'ici, des cibles précises, mili-taires ou forces de l'ordre dans la piupart des cas. En outre, la revendi-cation ne s'est apparemment pas produite par le « canal » habituel. D'autres responsabilités peuvent être envisagées, comme celle des groupes radicaux islamiques, parti-culièrement actifs ces dernières

années au sud des Pyrénées. Reste que la thèse d'une action de l'ETA semble acquellement la plus numéro d'immatriculation a été reconstitué, avait, semble-t-il, été volée au Pays basque, à Saint-Sébastien, en février dernier. En outre, depuis la désignation de Bar-celone comme ville organisatrice des Jeux olympiques de 1992, les séparatistes basques ont fait de la Cata-logne leur principal théâtre d'action. Depuis septembre, six attentats revendiqués par l'ETA se sont produits dans cette ville, la plupart avec des voitures piégées. Il y a une semaine à peine, la même organisation faisait exploser une bombe en plein milieu du complexe pétrochimique de Tarragone, à une centaine de kilomètres au sud de Barcelone.

Si la responsabilité de l'ETA-se confirmait, cet attentat, sans précédent dans l'histoire de la violence basque, confirmerait les appréhen-sions de ceux qui craignaient que les séparatistes ne basculent tôt ou tard dans le terrorisme le plus aveugle. Il s'agirait non plus de s'en prendre spécifiquement aux institutions qua-lifiées d' oppresseurs de la population basque comme les forces armées ou la garde civile, mais bien de terroriser la population civile en debors du Pays basque pour amener le gouvernement à capituler et à s'associer à la table de négociation. On attend, à cet égard, à Madrid la réaction de la coalition radicale basque Herri Batasuna, qui ne cache pas ses sympathies pour l'ETA et qui vient d'enregistrer une spectacu-laire poussée aux élections du

THIERRY MALINIAK

## Des lettres publiées à Moscou

# Quand Mikhail Boulgakov touchait le fond du désespoir

russe Mikhail Boulgakov, auteur du Maître et Marguerite, dont la plupart des œuvres furent inter-dites de son vivant, avait déses-pérément cherché à quitter l'URSS, selon des lettres inédites de l'auteur, dont l'une adressée à Staline, publiées cette seguine à

Le numéro de juin du mensuel Oktisbr, organe des écrivains de la Fédération de Russie, public une pièce inédite en URSS de Boulgalow, Adam et Eve, ainsi que la correspondance de l'écri-vein avec les aurorités « dans la période la plus difficile de sa vie lorsque toutes ses pièces étaient interdites et que pas une soule ligne de lui n'était publiée dans la presse». Ces lettres datant de 1929 et du début des années 30, précise la revue. Boulgakov était alors plongé

« Puisque la totale interdiction de mes cauvres en URSS me conduit à la perte, puisque me de mes couvres en URSS me conduit à la perte, puisque me perte en tant qu'écrivain e entrainé une catastrophe maté-rielle, permettez-moi, sinsi qu'é ma femme Lioubov, de partir

pour l'étranger », écrit-il le 3 septembre 1929 au gouverne-

A Maxime Gorki, it demande trois semaines plus tard : « Pourpays où ses œuvres ne peuvent exister? Je vous demande une solution humaine, laissez-moi partir. Toutes mes pièces sont terdites. Je n'ai aucun traveil, je ne touche pas un kopek de droits d'auteur. En un mot, tout ce que j'ai écrit en dix ens de travail en URSS est détruit, il ne me resta qu'à me détruire. Laisses

e On me conseille d'écrire une pièce « communiste » et une let-tra de repentir. Je n'ai pas suivi nes conseils », écrit-il encore. A l'intention de Staline, il ajoute : e Un écrivain qui se tait n'est pas On m'a conseillé de teindre ma is un loup te loup tondu ne ressemble jamais à un caniche. »

Les Fidji en proie aux passions

# Mélanésiens et Indiens : la déchirure

Plus d'un mois après les violeaces sporadiques et relativement limitées qui ont suivi le putsch, hui-même accompli sans effusion de sang, Suva n'est pas remise de ses émotions. Il flotte sur ce bourg colonial anglais, à peine défiguré par quelques bâtisses modernes, une ambiance d'incertitude. Le gouverneur général jure ses grands dieux que le pays n'est pas placé sous dictature militaire. Mais l'armée s'ingénie à montrer sa vigilance : soldats doublant la garde officielle du palais du gouvernement, tracasseries à l'encontre des journalistes et des organes de presse

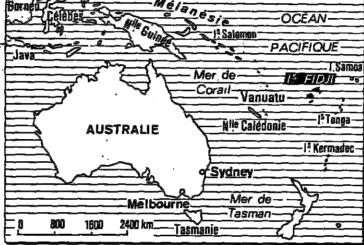
quelque peu insistantes pour les

personnalités liées au gouverne-

ment renversé... Ces mesures sont opérées avec politesse, parfois même gentillesse, mais fermeté, par des gaillards immenses, sûrs d'euxmêmes, ravis de rappeler à l'occasion leurs états de service dans la FINUL au Liban. Cela ne cadre guère, en tout cas, avec l'image de paradis tropical souriant que les Fidji arboraient jadis, non sans autosatisfaction. • Fidji – le monde entier devrait être fait ainsi », disait alors le

bureau du tourisme aux visiteurs. Le tourisme, qui venait juste, l'an dernier, de dépasser le sucre dans le revenu national, est en chute libre : depuis le coup d'Etat, un tiers seulement des prévisions hôtelières se sont réalisées. Les autorités prévoient que le marasme se poursuivra, quoi qu'il arrive, jusqu'à la fin de l'année. Certes, les boutiquiers indiens ont, pour la plupart, rouvert leurs commerces. Pourtant, plus d'un millier d'entre eux ont déjà gagné un antre pays d'adoption : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada. Certains sont candidats pour la Nouvelle-Calédonie, « et des milliers d'entre nous parti-raient s'ils le pouvaient », disent-

assurent les résidents. La circulation reste inhabituellement fluide. Les Indiens se plaignent d'une surveillance policière constante et mettent en garde le visiteur contre toute curiosité déplacée. Dans certaines îles, les Indiens refusent d'envoyer leurs enfants à l'école. Les transports publics également aux mains des Indiens - fonctionnent irrégulièrement. Plus grave, les planteurs indiens de canne à sucre rechignent à rentrer la récolte, pourtant urgente, par peur de représailles de la part d'extrémistes indiens. Ce secteur représente 15 % du PNB et 60 %



des exportations. Le pire se produirait si l'archipel ne parvenait pas à honorer ses engagements auprès de ses clients, dit-on au sein du gouvernement.

Sir Mara lui-même reconnaît que les dégâts économiques sont d'ores et déjà sérieux. La crise constitutionnelle pourrait bien, à l'en croire, être réglée d'ici un an, mais - il faudra vingt ans pour réparer les dommages économiques », estime cet homme qui a dirigé le pays depuis l'indépendance jusqu'en avril. Il admet aussi que les Fidjiens de souche ont une part de responsabilité dans la crise : faute d'avoir répondu aux appels et incitations visant à leur faire prendre part à la croissance économique, ils ont laisse les Indiens en situation de monopole dans tous les secteurs qui comptent. Il faut que cela change si Fidji veut revivre, a-t-il lancé dans une récente allocution radiodiffusée.

Dans ce contexte, les déclarations du premier ministre ren-versé, M. Bavadra, à Washington le 17 juin, mettant en cause la CIA dans le putsch du lieutenantcolonel Rabuka, paraissent bien éloignées des problèmes réels de ce petit pays traditionnellement très pro-occidental. L'ambassade américaine à Suva a opposé un démenti cinglant au dire de M. Bavadra. Sir Mara reprend des termes identiques : • Comment peut-il...? Ridicule... Pas la moindre ombre d'une preuve ».

Les Etats-Unis n'ont guère d'intérêts aux Fidji. Même la menace de M. Bavadra, avant de parvenir au pouvoir, d'interdire l'archipel aux navires à équipements nucléaires, à l'instar de la Nouvelle-Zélande, ne les aurait guère affectés, leurs propres bases navales n'étant pas si lointaines. En revanche ni les Etats-Unis ni

les autres pays du camp occidental dans le Pacifique sud n'ont intérêt à ce que la situation se détériore aux Fidji. Sur les quelques dizaines d'Indiens musulmans de l'archipel, plusieurs auraient déjà effectué des séjours à caractère religieux en Libye à l'invitation du colonel Kadhafi, disent des membres de la communauté indienne des affaires. Voilà qui vient s'ajouter aux « menées libvennes » dans la région, dont s'inquiètent Canberra et Welling-

Envers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, c'est l'amertume qui prévant à Suva. Les deux pays ont condamné le putsch, sans s'embarrasser d'égards envers les Fidjiens, et ont, un temps, repris à leur compte l'accusation de M. Bavadra envers Sir Mara l'impliquant dans le complot. Ce dernier s'en défend vivement. « Qu'ils retirent ce qu'ils ont dit », lance-t-il, le regard dur. Au reste, il affirme désormais vouloir prendre sa retraite, dès que la réforme constitutionnelle aura été mise en route.

Le plus inquiétant dans l'immé-

diat est le semi-blocus économique dont Fidji fait l'objet en Australie et en Nouvelle-Zélande. Nos voisins les plus proches ne sont plus nos alliés », déclare Sir Mara. . Nous ne pouvons maintenir des relations amicales dans ces conditions. Nous voulons savoir où sont nos vrais amis à présent, ne serait-ce que pour trouver de nouveaux partenaires commerciaux », ajoute-t-il. Autant de raisons pour que l'ancien - phare de la décolonisation » dans le Pacifique sud soit à la recherche désespérée d'une solution, même si l'équation qu'il doit résoudre tient de la quadrature du cercle. Quant à savoir s'il est encore temps...

FRANCIS DERON.

#### **GRANDE-BRETAGNE** Le miroir d'Ascot

LONDRES

de notre correspondant

née, et particulièrement la Gold Cup, l'un des sommets de la saison, ont été remportées par des chevaux... Cela vaut d'être noté sans plus de précisions, quand manifestement les grands vainqueurs se trouvent de l'autre côté de la baiustrade, dans l'∢ enclos royal ». Ce sont eux que l'on est venu voir, par milliers. Ce sont eux qui, par milliers, sont venus se voir.

La semaine d'Ascot, notamment le leudi « lour des dames ». est plus que jamais un événebritannique. Il faut y être, dans le saint des saints of course : la tribune d'honneur et son fameux enclas vers lequel sont tournées toutes les caméras de télévision. Il faut savourer sens retenue ce privilège. C'est la réussite.

## Champagne

Pour les messieurs, queue de pie et haut-de-forme sont de rigueur. Pour les dames, surtout pas de rigueur, concours d'élégance oblige, et un ladies day extravagance est de règle. Les chapeaux les plus fous, Champagne. Au goulot pour une favorite.

Pour se rendre à Ascot, à moins d'avoir une Rolls ou une Daimler, le fin du fin est d'emprunter le chemin de fer. Tellement amusant une fois par an. La fête commence en care de Waterloo. Avant même le départ, on sable déjà le champaone dans certains compartiments. Sur le quai en face, des passagers étrangement habillés comme des gens ordinaires embarquent dans un train à destination de Manchester et du Nord, cette autre partie d'un pays que l'on dit de plus en plus coupé en deux.

En fin de journés, aux portes de l'hippodrome, les crieurs de journaux brandissent les éditions du soir. Gros titre à la une : € Moins de trois millions de chômeurs », la nouvelle tant attendue et promise par le gouverne-ment Thatcher. Excellent pronostic. La dame semble décisième victoire. Chapeau. Cham-

FRANCIS CORNU.

● RECTIFICATIF. - M. Karoly Nemeth est secrétaire général adjoint du Parti socialiste ouvrier hongrois, et non pas premier ministre de Hongrie, comme nous l'avons écrit par erreur dans l'article « Les charmes fanés du modèle hongrois » Le Monde du 19 juin).

## Les obsèques de trois des militants tués par la police provoquent de nombreux incidents

CHILI: après la mort de douze jeunes gens

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Les obsèques de trois des douze jennes gens unés par la police le 16 juin ont donné lien, le jendi 18 juin, à de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Celles-ci ont fini par s'emparer du cercuell de l'économiste Igna-cio Valenzuela — recouvert d'un drapeau du front Manuel Rodriguez - et l'ont conduit rapidement an cimetière afin d'empêcher le cortège de le suivre à pied. Lors de la mise en terre, plusieurs dirigeants du Parti communiste ont pris la parole devant une foule nombreuse.

Le soir, des manifestations out en lieu dans les quartiers populaires de la capitale. Une patronille de l'armée et un véhicule de la police

COLOMBIE : trente-deux morts dans une embuscade. -Dens la province de Caquets, une embuscade de guérilleros contre l'armée a fait trente-deux morts et vingt-huit blessés dans la nuit du 16 au 17 juin. C'est l'attaque la plus meurtrière survenue en Colombie contre des militaires depuis la trêve conclue il y a trois ans entre le gouvernement et les guérilleros de gauche. Elle est attribuée a une fraction dissidente des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC.) -(AFP, Reuter).

ont essuyé plusieurs coups de feu. Deux policiers ont été blessés.

Les étudiants de la faculté de pharmacie qui suivaient le cercueil de leur condisciple Ricardo Silva n'ont caché de leur côté ni leur tris-tesse ni leur exaspération. Les militents des Jennesses communistes et du MIR (gauche révolutionnaire) ont donné le ton à grand renfort de slogans hostiles au régime et en faveur de la lutte armée. « On verra bien qui aura le dernier mot, le peu ple en armes ou le fils de p... . Vendredi, une centaine de per-sonnes se sont réunies devant

la Moneda, le palais présidentiel, pour exiger « la fin des crimes, de la torture et de la dictature ». Les manifestants répondaient à l'appel du mouvement Sebastian Accredo, d'inspiration chrétienne, qui porte le nom d'un ouvrier qui s'est donné la mort par le feu en 1983 après la détention de ses deux enfants par la Centrale nationale d'information (la police politique du régime). A la différence de ce qui s'était passé il y a deux jours an même endroit, les opposants ont été matraqués par la police, qui a procédé à plusieurs arrestations. Dans la nuit, un carabinier et plusieurs civils ont été blessés lors d'une attaque menée par des inconnus à bord d'une voiture.

D'après le gouvernement, deux des jeunes gens rués mardi auraient participé à l'attentat contre le géné-

rai Pinochet en septembre dernier. GILLES BAUDIN

## Le chancelier Kohl propose de créer une brigade franco-allemande

de notre correspondant

Répondant au débat public engagé en France sur la nécessité de renforcer la coopération avec la renforcer la coopération avec la RFA en matière de sécurité, le chancelier Kohl a suggéré, le vendredi 19 juin, à Bonn, la création d'une unité franco-allemande totalement intégrée, au niveau par exemple d'une brigade. Dans l'esprit du chancelier, une telle décision s'inscrirait dans la logique de l'engagement pris par Paris et Bonn de réacment pris par Paris et Bonn de réac-tiver le traité de l'Elysée. Il a rappelé les mesures déjà prises pour développer la coopération entre les domaine opérationnel (manœuvres communes) que dans celui de la for-mation commune des états-majors.

Le chancelier, qui tenait une conférence de presse à l'issue d'une réunion du comité directeur du Partidémocrate-chrétien, a réaffirmé que la politique de sécurité de la RFA reposait à la fois sur sa fidélité à l'alliance atlantique et sa conviction de devoir renforcer la coopération européenne. La coopération avec la France offre précisément de bonnes possibilités de développement », a-t-il souligné.

Interrogé sur une éventuelle extension de la protection nucléaire française à la RFA, le chancelier Kohl s'est prudemment retranché derrière son refus de s'immiscer dans un débat intérieur français. Il s'est déclaré satisfait de la déclaration faite au début de 1986 par M. Mitterrand, qui avait offert, en cas de crise, de tenir les Allemands de l'Ouest informés des plans de mise en œuvre de la force de frappe

De même a-t-il jugé prématuré d'aborder l'idée lancée par M. Schmidt, son prédécesseur social-démocrate, de placer les forces européennes de l'OTAN sous un commandement français. • On ne peut commencer de parler de commandement avant de savoir quelles forces il faut commander », 2-i-il

Ce concept développé par M. Schmidt ne concerne que les forces conventionnelles. Sans remetdissussion autonomes française el britannique, l'ancien chancelier, qui ne cache pas son scepticisme à l'égard de la dissuasion nucléaire,

#### Le premier ministre tunisien en visite en France

Tunis. - Le premier ministre tunisien, M. Rachid Sfar, était attendu le dimanche 21 juin à Paris pour une visite de travail de quarante-huit heures au cours de laquelle il s'entretiendra avec M. Jacques Chirac.

Cette visite sera l'occasion de faire le point des relations francoretard apporté à la solution définitive du problème des comptes bancaires français encore bloqués. Autre sujet - sinon le principal, - qui doit être abordé: le cas de l'ancien premier ministre, M. Moha-

Dans les milieux politiques de Tunis on se montre en effet extrêmement irrité par la multiplication des déclarations de M. Mzali lors de ses séjours de plus en plus longs et fréquents sur le territoire français. Les mêmes milieux, qui jugent « diffa-matoire » son dernier livre, Lettre ouverte à M. Habib Bourguiba, se sont étonnés qu'il ait pu être édité (1) et mis en vente en France.

(1) Chez Alain Moreau.

#### M. Marcel Rey ambassadeur au Malawi

M. Marcel Rey a été nommé en remplacement de M. Paul Faure, a annoncé, le vendredi 19 juin, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Né en 1928, breveté de l'Ecole natiorale de la France d'outre-mer, M. Rey a été en poste à Tananarive (1961-1962) puis à Alger (1969-1972). Après un passage à l'administration centrale (direction Afrique du Nord-Levant), il a été deuxième conseiller à Helsinki (1975-1977), puis premier conseiller à Bamako (1980-1983). Depuis décembre 1983, il était premier conseiller à

 Trois Kurdes irakiens hospitalisés à Lyon. - Trois Kurdes irakiens – dont un enfant de huit ans – brûlés par des armes chimiques lors du bombardement irakien de leur village de la province d'Erbil, au Kurdistan d'Irak, le 27 mai demier, om été admis à la clinique Saint-Luc de Lyon pour y être soignés.

mettrait de rééquilibrer le rapport des forces avec l'Est et de diminuer la dépendance à l'égard des armes

Le président du groupe parlemen-taire chrétien-démocrate au Bundestag, M. Alfred Dregger, a, à son tour, estimé que la France devait assumer un rôle moteur pour une politique européenae de sécurité. Contrairement aux sociaux-démocrates, M. Dregger attribue cependant un rôle essentiel aux forces de dissuasion française et bri-tannique qui, il n'y a pas si long-temps encore, étaient considérées dans ces mêmes milieux comme quantité négligeable.

«La France et la République fédérale d'Allemagne forment pour des raisons géographiques, une unité stratégique, a-t-il déclaré à l'occasion de la réunion des instances dirigeantes de la CDU. Il faut en tirer les conséquences aussi bien dans les domaines conventionnel que nucléaire. (...) Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider à ce que, dans le cadre de l'alliance, émerge une union euro-péenne en matière de sécurité dans laquelle la France soit pleinement partie prenante et assume un rôle

M. Dregger, qui a estimé que l'on devait trouver pour l'emploi des armes prestratégiques françaises une solution prenant en compte les intérêts du peuple allemand, a égale-ment indiqué que cette évolution vers l'union en matière de sécurité devait être accompagnée de progrès parallèles vers l'union économique

HENRI DE BRESSON.

Selon le Vatican

## Le pape recevra M. Kurt Waldheim « à la demande répétée de l'Autriche »

L'audience que le pape Jean-Paul II doit accorder, le jeudi 25 juin, au Vatican au président autrichien, M. Kurt Waldheim, répond à une demande répétée » de la part de l'Autriche, a indiqué vendredi le porte-parole du Saint-Siège, M. Josquin Navarro-Valls, devant les journalistes autrichiens au Vatican, annonce Pasence catholique autrichienne Kathpress à

La visite de M. Waldheim, qui a suscité de violentes protestations de la part des organisations juives en raison des soupçons qui pèsent sur le passé du président autrichien, « cor-respond » en outre aux « traditions diplomatiques d'une visite de retour », a précisé M. Navarro, selon Kathpress, ainsi qu'à un usage selon lequel le pape ne refuse pratiquement jamais de recevoir un chef d'Etat qui en fait la demande.

Pour sa part, le ministre autri-chien des affaires étrangères, M. Alois Mock, s'est déclaré, ven-dredi à Vienne, « attristé et boule-versé par la haine » contenue dans de nombreuses réactions. « Je ne m'estendale » c. 2.11 à 2.21 m'attendals pas, s-t-il dit à la radio, au fait qu'une campagne de diffa-mation = contre l'Autriche « se poursuive avec tant de détermina-

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU et successeur de M. Waldheim - qu'il vient de rencontrer lors d'un passage à Vienne, — a été interrogé sur cette affaire lors d'une conférence de presse qu'il donnait vendredi à Genève. Con le rapporte notre correspondante Isabelle Vichniac, M. Perez de Cuellar a dit en substance que M. Waldheim est le président d'un-

LE PAPE NE POUVAIT QU'ACCEPTER: IL ÉTAIT SUR DE L'EXCLUSIVITE!



pays hôte de l'ONU (plusieurs aces de l'ONU ont leur siège à

Vienne) qu'il n'avait rien contre lui et qu'il n'avait rien lu concernant les

# Asie

Les affrontements en Corée du Sud

# Appel de M. Reagan à la modération

L'ambassadeur des Etats-Unis à Séoul a remis an président Chun Doo Hwan, le vendredi 19 juin, une lettre personnelle du présideut Reagau dans laquelle, selon la presse américaine, il ferait part de son inquiétude devant la dégradation du climat politique en Corée du Sad et appellerait les autorités locales à faire preuve de modération. De sou côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, tout en souhaitant l'ouverture de négociations entre le gouvernement et l'opposition, a exclu toute sanction à l'égard de Séoul en cas de nation de la loi martiale.

Entre-temps, selon le Times de Londres, l'opposition radicale étudiante aurait menacé de s'en prendre aux ressortissants américains en Corée du Sud au cas où serait décrétée la loi martiale. Enfin, le président du Comité olympique américain a déclaré que son pays pourrait se retirer des Jeux olympiques, prévus à Séoul en 1988, si la situation présentait alors un « hant risque » pour les

SÉOUL

de notre anvoyé spécial

La mort d'un policier tué dans la mit du vendredi 19 au samedi 20 juin à Taejon, ville située au sud de Séoul, a aggravé la tension qui règne en Corée du Sud et pourrait marquer un tournant dans la politique du gouvernement Chun à l'égard de l'opposition.

Le policier a été tué par un étu-diant qui s'est emparé d'un autobus et a foncé sur les forces de l'ordre. Trois autres policiers ont été griève-ment blessés. L'incident a en lieu au cours d'une manifestation, peu avant minuit, quelques heures après un appel au calme doublé d'un avertissement du premier ministre, M. Lee Han Key. M. Lee a notamment déclaré, au cours d'un message télévisé, que, faute d'un rétablissement de l'ordre, le gouvernement serait contraint de prendre une décision extraordinaire. En d'autres termes, décréter des mesures d'urgence qui, selon la Constitution, permettent au gouvernement de « suspendre temporairement les libertés et les droits des individus », voire imposer la loi mar-

Une telle réaction du gouvernement paraît d'autant plus prévisible que les manifestations se sont poursuivies vendredi. A Séoul, des affrontements violents entre policiers et étudiants ont eu lieu aux alentours de plusieurs universités. Ce samedi, elles continuaient à Pusan, et un grand rassemblement était prévu en milieu de journée au temple Chogye-Sa à Séoul. Les étu-diants bouddhistes et les jeunes moines ne voulant apparemment pas être de reste quand les chrétiens jouent un rôle important parmi les

La déclaration du premier minis tre a été interprétée, à Séonl, comme un souhait afin d'éviter le pire, d'aboutir à un compromis avant que la situation ne se dégrade davantage. Le premier ministre mentionne dans son appel au calme non seulement les étudiants, mais aussi les religieux et les - ouvriers qui doivent retourner à leur traque l'agitation s'est étendue à d'autres catégories sociales que les étudiants, traditionnellement contes-



# **IMMOBILIER**

Pour trouver un logement 30 000 affaires Paris-Province. Garantie FNAIM.



Les perspectives de règlement an Cambodge

M. Shultz « plutôt découragé » par les nominations à Hanoï

Singapour (AFP). - La nomina-tion des nouveaux dirigeants du Vietnam (le Monde du 19 juin) signifie la « mise en veilleuse » à Hanoi de toute volonté de compromis dans la crise cambodgienne. a déclaré, le vendredi 19 juin, à Singapour le secrétaire d'État américain, M. George Shultz. L'annonce, ieudi, de la nomination de M. Pham Hung, considéré comme un « dur » par des observateurs, au poste de premier ministre du Vietnam, et de M. Vo Chi Cong, réputé « relativement modéré », au poste de président du Conseil d'Etat vietnamien, est « plutôt décourageante », a estimé M. Shultz au cours d'une conférence de presse.

Les Etats-Unis et les membres de PASEAN Association des nations du Sud-Est asiatique (Brunci, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thatlende et Singapour), s'en tiendront à leur stratégie commune, qui « tôt ou tard marchera », a poursuivi le secrétaire d'Etat, précisant que cette stratégie consistait « à soute-nir la résistance non communiste au Cambodge, à faire tout ce qui était camotage, à jaire tout ce qui etait possible pour isoler diplomatique-ment et économiquement le Viet-nam », et à être disposé à discuter le jour où le Vietnam décidera de retirer ses troupes du Cam-

Arrivé mercredi à Singapour, où il a eu des entretiens avec ses homo-logues de l'ASEAN, M. Shultz rejoint Sydney samedi.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

(non vendu daza les kiospus

# COMMUNICATION POLITIQUE

Avec notamment des articles de : . A. SINCLAFI R.-G. SCHWARTZENBERG
 B. DELANGE

. M. GALLO

Envoyer 33 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce manéro. La sécurité dans le Golfe

## Trois officiers de la frégate américaine « Stark » - attaquée le 17 mai par un avion irakien sont relevés de leurs fonctions

Golfe par un avion traicien, et deux de ses principaux officiers ont été relevés de lours fonctions le vendredi 19 juin en raison d'un « manque de confiance » à leur égard, a annoncé le Pentagone.

Selon des sources proche du département de la défense, le rap-port de la commission officielle d'enquêt sur l'attaque contre le Stark, remis vendredi aux chefs des forces armées américaines, recom-mande que les trois officiers soient traduits en cour martiale. Actuello-ment à Bahrein, ils seront remplacés immédiatement et rapatriés aux Etats-Unis, a précisé le Pentagone.

Sur le problème de la sécurité dans le Golfe, le Pentagone, en réponse aux avertissements de la CIA, a, d'autre part, annoncé au Congrès, vendredi, qu'il allait revoir les plans dans la région afin d'être pertain que les bâtiments américains pouvraient faire face à des attaques pourraient faire face à des attaques terroristes. « il est clair, en effet, 2 estimé le sénateur démocrate du Tenessee, James Sasser, que les risques sont plus importants que le gouvernement n'est actuellement orêt à le reconnaître. » Ces derniers jours, des divergences d'appréciation étaient apparues entre le Penta-gone et la CIA sur la menace ira-nicane dans la région.

La marine de guerre américaine : dépêché dans la région du Golfe des experts pour évaluer le danger qu'un éventuel minage par l'Iran des caux proches de ports koweitiens ferait courir à la navigation. Le départe-ment d'Etat avait indiqué jeudi qu'il ment d'Etat avait indiqué jeudi qu'il prenaît « au sérieux » les informations selon lesquelles l'Iran aurait miné les approches de ports koweitiens pour répliquer à la décision des Etats-Unis de protéger des pétroliers le cet émirat, tout en qualifiant cette éventualité de « faible à modé-

Selon un responsable américain iné par le Washington Post, des mines iraniennes ont été localisées ians la partie nord du Golfe, près de Mina-el-Ahmadi, le principal port pétrolier du Kowelt. Un superpétro-lier libérien, le Stena-Explorer, a l'ailleurs été légèrement endommagé en heurtant une mine vendredi oir à 44 kilomètres du terminal koweitien de Mina-el-Ahmadi. Le pétrolier a du rebrousser chemin par nesure de précantion.

Le gouvernement américain s'est, en revanche, déclaré optimiste à propos de la conclusion avec l'Ara-bie saoudite d'un accord portant sur l'extension de la surveillance aérienne dans le sud du Golfe.

A Téhéran, le Conseil supérieur de défense a examiné jeudi soir les plans de défense des forces navales raniennes dans le Golfe. A l'issue de cette réunion, l'hodjatoleslam Raf-

Le capitaine Glenn Brizdel, com-mandant de la frégate américaine Stark, attaquée le 17 mai dans le l'URSS avait modifié sa politique l'URSS avait modifié sa politique an sujet du Goife après la récente visite à Téhéran du premier viceministre des affaires étrangères soviétique, M. Iouli Vorontzov, sjou-tent que les antorités de Moscou avaient « explicitement indiqué à Téhéran qu'elles étaient hostiles à la présence des Etats-Unis dans ces eaux et ne la toléreraient pas ».

M. Vorontsov, qui a quitté jeudi Bagdad pour Moscou après une visite de deux jours en Irak, a affirmé que les vues de l'URSS et de l'Irak sur l'arrêt de la guerre étaient « concordantes ». Il a indiqué, dans une déclaration publiée par le quotidien irakien Al Goumhouriva, qu'il avait constaté, lors de ses récents entretiens à Téhéran, que les responsables traniens « maintenaient toujours leurs mêmes mots d'ordre au sujet de la guerre », malgré le fait que le peuple tranien est « très soucieux d'une paix entre l'Irak et l'Iran et demeure très préoccupé par la stabilité dans la région ». — (AFP, Reuter, UPI.)

Garage Carlo

5 - 1 / Tab

200

TO BELLEVIA

ា សាស្ត្រី 👬

Salah Andrews

Company of

Acres 6

11 **3** 41 1 41 1

Section 1

Parameter State

Barrer a partie a se

The term of the second statement

The second second

Con The Marks I

20 M 100 M

The same of the sa

A - - -

\* \*\* 2514

-

Latter Brief

T A BATTE, AND

 $\chi^{-c/2+\beta^{\prime\prime} 5r}$ 

#### M. Hissène Habré est recu par M. Ronald Reagan

visite officielle anx Etats-Unis, le président tchadien, M. Hissène Habré, a été reçu, le vendredi 19 juin, par le président Ronald Reagan. Les deux chels d'Etat se sont entretents des succès enregis-trés par les soldats tehadiens sur l'armée libyenne dans le nord du Tchad. « Nous sommes très contents de recompatire ce qu'il a coments de recomptire ce qu'il a accompli, qui n'est rien de moins qu'époustouflant », a indiqué un haut responsable du département d'Etat, en précisant : « Nous sommes ravis de le recevoir à la Maison Blanche. »

Selou un haut fouctionnaire, Washington ne s'attend pas à ce que M. Habré présente une quelconque son séjour de cinq jours, ni à ce que le gouvernement américain annonce une nouvelle assistance an Tchad. Les Etats-Unis ont fourni cette année une assistance militaire d'urgence de 25 millions de dollars à N'Djamena. A cela s'ajoute une aide militaire régulière de 7 millions de dollars pour l'exercice fiscal en cours et une aide économique de l'ordre de 35 millions de dollars au cours des deux dernières années.

Avant de quitter Washington, mardi, M. Habré doit également s'entretenir avec le socrétaire d'Etat à la défense par intérim, M. William Taft. Ce dernier devrait faire part au président tchadien de l'intérêt des spécialistes américains pour le matériel soviétique capturé dans le nord du Tchad. – (AFP, Reuter.)

# **Proche-Orient**

## Arrestation en Cisjordanie de plusieurs membres d'un réseau terroriste affilié au FPLP

JÉRUSALEM!

de notre correspondant

Les autorités militaires israéliennes ont annoncé, le vendredi 19 juin, l'arrestation récente en Cis-jordanie de plusieurs membres d'un réseau terroriste affilié au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et responsable, entre autres attentats, de l'assassinat, le 2 mars 1986, du maire de Naplouse, M. Zafer Al Masri.

An cours d'une conférence de presse, le général Adam Mitzna, commandant de la région centre, a attribué à ce réseau la responsabilité de trois meurtres - ceux de M. Masri, d'un civil et d'un gardefrontière israéliens. - d'une tenta-tive de meurtre contre le maire arabe de Jenine en mai dernier et de deux autres attaques contre des

Selon le général Mitzua, ce réseau était l'« un des plus dangereux - ayant opéré en Cisjordanie ces darmères années. Ses membres, tous résidents de la frances. tous résidents de la région de Naplouse, « étaient hautement pro-fessionnels, très motivés idéologiquement et entièrement voués à leur mission ». Ils exécutaient les ordres donnés par le QG du FPLP à Damas. L'un d'eux avait suivi un entraînement dans une base palestienne proche de la capitale ment reintegre le giron du l'OLP.

Héritier du plus puissant clan de Napiouse, ville dont il présidait la chambre de commerce, M. Masri était l'archétype d'une nouvelle génération de Palestiniens, pragmatiques et lucides. Fort du soutien de la grande majorité des habitants de Naplouse et de l'accord tacite de M. Arafat, il avait accepté par réa-lisme, en aovembre 1985, de remplacer à la mairie un fonctionnaire israélien. Il exerça ses fonctions pen-dant deux mois avant d'être assassiné dans la rue à l'âge de quarante-quatre ans, le 2 mars 1986, de trois bailes dans le dos.

Le FPLP de M. George Habache avait aussitôt revendiqué l'assassinat en affirmant avoir réservé à M. Massi le sort de « quiconque devient un partenaire de la conspi-ration jordano-sioniste visant à créer une alternative à l'OLP dans les territoires occupés ». Il y a quel-ques semaines, le général Sneh, chef de l'administration « civile » en Cis-jordanie, nous avait confirmé que les pistes des enquêteurs conduissient au FPLP. La disparition de M. Masri avait provoqué un choc en Cisjordanie. L'OLP avait condamné le meurtre et transformé les obsèques du maire en une manifestation de nationalisme. Reste à savoir si la centrale de M. Arafat réagira à l'arrestation des assassins mainte-nant que l'organisation, qui avait commandité l'attentat, a officielle-

JEAN-PIERRE LANGELLIER.



# Politique

A l'Assemblée nationale

# Le projet du gouvernement sur le financement de la Sécurité sociale repoussé... par erreur!

Au perchoir du Palais-Bourbon, le président de séance. le député socialiste de la Somme, M. Jacques Fleury, écarquille les yeux. Il hésite, se reprend. Mais les chiffres sont les chiffres. Les mots fatidiques sortent enfin de sa bouche : «L'Assemblée nationale n'a pas adopté...» A 1 h 30, le samedi 20 juin, le projet de loi de MM. Philippe Séguin et Alain Juppé sur le financement de la 'Sécurité sociale n'a été approuvé que par 283 députés (RPR et UDF), alors que 284 (PS, PC, FN) votaient contre. Deux voix ont manqué et le projet gouver-semental a été repoussé.

La majorité, pourtant, ne s'est pas divisée. Malgré quelques états d'âme, tous ses membres étaient décidés à apporter leur soutien au nouveau plan de sauvetage de la Sécurité sociale. Malheureusement pour elle, une fois encore, elle était physiquement minoritaire dans l'hémicycle : huit élus RPR et UDF devaient faire face à trois du PS, quatre du PC et trois du FN. Le gouvernement, une fois de plus, devait demander un scrutin public. Les quelques présents courageux en étaient réduits à tourner les clefs de leurs collègnes absents. La fatigne

Un sujet

L'incident ne doit pas faire

de consensus

oublier le qualité du débat qui l'a précédé. Sa première leçon est

une confirmation : il faut ranger la Sécurité sociale parmi les sujets de consensus politiques. Seul le Front national a contessé

le système de protection acciele hérité de la Libération.

Mais si M. Séguin n'e cassé de répéter que le mécanisme mis au point il y a quarante ans deveir restar fidèle à l'esprit de ses origines, cartains de ses alliés n'ont pas caché leurs désire d'évolutions sensibles, Ca.

désirs d'évolutions sensibles, Ca-fut le cas de M. Edmond-Alphandéry (UDF, Maine et-Loire), qui demende au gouver-nement de ne pas toucher « aux dogmes » et « aux tabous ». Ca-fut ausal calui de M. Jacques Barrot (UDF, Hauts-Loire) qui distingue ce qui relève de la « solidarité », donc de l'Etnt, et ce qui relève de l'« assurance ».

e solidarité », donc de l'Etat, et ce qui relève de l'« assurance », donc de la responsabilité des parteneires sociaux. M. Jean Bonhomme (RPR, Tarm-et-Garonne) s'est plaint, pour sa part, d'« abus » camounés sous le « droit à la santé », et a critiqué « une médecine livre de trachitique et qui de olur en

us, se prive de bon sens ».

Cela a aidé la gauche à crain-

majorité. « Par votre caustro-phisme qui veut faire croire que le Sécurité sociale est sur une

pente fatale, a dit M. Charles Pietre (PS, Tam) à M. Séguin,

vous voulez préparer les Fran-çais à une diminution de leur

de Hauta-Provence) a ajouté : « Vous diminuez des recettes en

vous accroiesez les charges au

samé, et sujourd'hui vous vou-

lez augmenter les cotisations. »

Dans la même ligne, M. Georges Hage (PC, Nord), s'en prit à « un dispositif inégalitaire qui trappe plus les salaires que les autres

reverus, alors que la droite a déjà fair des cadeeux fiscaux au capital »,

M. Séguin n'attendait pas autre

chose. Trouver quelques

recettes supplémentaires ne peut suffire à résoudre les diffi-

cultés de la Sécurité sociele, affirma « il, car « s'il ne faut pas

faire peur aux Français, il ne faut pas leur cacher la vérité ». Or améliorer la gestion de la Sécu-rité sociale ne peut suffire, a-t-li

ajouté, contrairement à ce que disent les socialistes... et quel-

· La réunion du comité central

du RPR. - M. Jacques Chirac, devant le comité central du RPR,

réuni le vendredi 19 juin à Paris, a

reun le vendrech 19 juin à rains, it souligné « l'action de radressement économique engagée par le gouvernement » et demandé à ses amis d'avoir des « raisons d'optimisme pour conduirs la France à le viotoire ». M. Jacques Toubon à appelé « au rassemblement autour de l'idée

de 1992 ». Pour lui, « la majorité est

toujours la majorité ». La secrétaire général du RPR a évoqué les soixante-huit élections partielles qui se sont déroulées depuis le 16 mars se sont déroulées depuis le 16 mars

1986 pour montrer la « formida

Th. B.

M. André Bellon (PS, Alpes-

aidant, M. Robert-André Vivien, qui grande pour les socialistes et les communistes... pupitres de quatre de ses amis qui avoisinent ceux du Front national et coux-ci furent comptés non votants. Un de ses amis, lui, se trompa complètement de touche et fit voter «contre» deux autres membres du RPR. Sur les bancs UDF, deux «clefs» furent anssi oubliées.

Un vote est un vote, et il est impossible de revenir dessus. Pour-tant les autres articles du projet avaient été, eux, adoptés, grâce à la non-participation pour trois d'entre eux des députés du PS et pour Pantre de cons du PS Présuren de l'antre de ceux du PC. Prévenu de ces intentions, M. Alain Juppé avait pu se contenter de lamer voter à

Le gouvernement va devoir main-Le gouvernement va devoir main-tenant jouer avec la procédure pour ratitaper cette bévue. Le texte va être envoyé au Sénat. Quand celui-ci l'aura voté, une commission mixte paritaire pourra être réunie, puis le projet revenir en deuxième lecture devant l'Assemblée nationale, qui pourra alors corriger son erreur.

La majorité sénatoriale est, toutefois, privée de la seule arme dont elle dispose pour faire face à une éventuelle opération d'obstruction forte de la gauche : la question préa-lable. Car, alors repoussé par les deux Chambres, le projet scrait enterré. La tentation peut être

La fureur de M. Séguin était d'autant plus grande que, grâce au secours du Front national, la propo-aition de M. d'Ornano sur le contrôle aition de M. d'Ornano sur le contrôle par le Parlement des finances de la Sécurité sociale, que le ministre des affaires sociales n'apprécie que fort modérement, fut, elle, votée sans difficulté. Mis largement à contribution, tout au long de cette session, pour faire adopter des projets difficiles, M. Séguin a eu, chaque fois, la tâche compliquée par l'absentéisme chronique de ses amis. On l'envoie au charbon, mais on ne descend que fort peu avec lui dans la mine, Dans fort peu avec lui dans la mine. Dans les couloirs du Palais-Bourbou, cette uit, sa colère était d'autant plus forte qu'elle n'éclatait pas. Mais M. Pierre Messmer, le président du groupe RPR, peut s'attendre à une sérieuse volée de bois vert. D'autant que M. Séguin n'a pas oablié les leçous abondamment distillée par ce grand aucien sur a ces ieunes arisia. grand ancien sur - ces jeunes ministres qui manquent d'expérience...»

Nous quand nous étions députés aous étions présents dans l'hémicy-cle», faisait remarquer avec une ameriune douloureuse l'homme auquel ses amis venaient de faire

subir un nouveau camouflet dont il

rappelé à un constat mathématique qu'il avait tendance à oublier ; se majorité au Paleis Bourbon est fort diroite et ne peut se permetire la moindre défailiance. Et pour éviter ce genre de « farce », il aurait besoin,

L'e accident » de la nuit demière va fournir, en outre, de nouveaux arguments à tous ceux qui réclament una sériouse remise en ordre. D'autant que, per ses remontrances aux jeunes ministres faites au nom de son expérience personnelle, M. Messmer ne s'est pas fait que des amis. Le génération de l'avant 1974, qui continue à tenir les rênes du groupe, va avoir plus de mal à main-

d'homme d'autorité et de décisio

Pour le ministre des affaires sociales, l'impact est encore plus malencontreux, car il peut contribuer à faire passer au second plan ce qui pour lui, était l'enjeu principal du débat qu'il a angagé sur la Sécurité

M. Séguin charche avant tout à détruire l'image de bon gestionnaire du système de protection sociale que M. Pierre Bérégovoy a réussi à se donner. Car pour justifier l'appel de fonds qu'il lance pour la Sécurité e, et son souhait de mise à plat de son dossier qu'il présente comme catastrophique, il lui faut d'abord démontrer que l'équilibre des comptes, à la fin du gouvernement socialiste, n'était qu'apparence trompeuse. Pour l'aider à apporter cette preuve, il compte sur les partenaires sociaux. C'est le résultat « politicien » qu'il attend des états généraux devait servir à amorcer sa pompe. Le reiet, fortuit, de son texte risque de faire oublier les arguments qu'il s développés alors même que l'initia-tive de M. Michel d'Omano avait sérieusement bisisé le plan du minis-

celle-ci a entraîné la discussion sur un thème non souhaité par M. Séguin : celui des rapports entre gouvernement et Parlement, Et ajors qu'il voulait laisser émerger un débat sur les responsabilités respectives des hommes politiques et des organi-sations syndicales dans la gestion du système de protection sociale si c'est contre sa volonté - a semblé montrer que le choix de la majorité était déjà fait, puisqu'il justifie le pouvoir de contrôle qu'il demande pour le Parlement par le rôle réal que joue

Ses amis et ses alliés ont ainsi

#### En Polynésie française

# Jeu de massacre à la tahitienne

de notre envoyé spécial

La scène politique polynésienne est devenue un vrai jeu de massacre mais la cible principale est toujours la même : M. Gaston Flosse. Bien qu'il ait renoncé, le 7 février, sous la pression conjuguée de ses adversaires locaux (qui l'accusent d'affairisme, d'ingérence et de corruption), des organisations syndicales (qui s'opposent à son ultra-libéralisme) et... de M. Jacques Chirac (qui le considère pourtant comme « un frère »), le secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud demeure en permanence sur la sellette.

On ne compte plus les plaintes portées contre lui, à propos de tout et de rien, tant par les partis d'extrême gauche que par ses anciens alliés, qui ont désormais juré sa perte. La dernière en date a été désortée instrument de manuel de la les des des de la les de l déposée, justement, comme dix-huit des précédentes, par M. Eurique Braun-Ortega, dit Quito, un sémillant homme d'affaires qui vient de créer sa propre formation et mêne coutre M. Flosse – son ancien instituteur. tuteur — une guerre totale depuis que le parti de ce dernier, le Tahoe-raa Huiraatira — le Rassemblement du peuple, - majoritaire à l'assem-blée territoriale, a officiellement recommandé à ses membres, il y a deux ans, de le « démolir », en l'attaquant jusque dans ses affaires.

Le prétexte de cette dernière plainte est la construction d'une bro-telle routière réalisée avec l'argent du territoire, afin de desservir une propriété de 4,5 hectares achetée par la famille de M. Flosse sur les hanteurs d'Arue, près de Papeete. Une fois de plus M. Braun-Ortega accuse M. Flosse de trafic

Coincidence ou précaution? Tou-jours est-il que M. Plosse vient de se faire nommer à la présidence de la société - la SETIL - chargée de gérer ce chantier. Il explique que son objectif est de la dynamiser au bénéfice de l'habitat social.

Les délateurs sont légion. Ici, c'est un conseiller du gouvernement territorial en exercice qui tient, à condition de conserver l'anonymat, à attirer l'attention sur des faits troublants : « Je sais de quoi je parle puisque moi-même, dans mon ancien emploi de fonctionnaire, j'ai du subtr pendant longtemps, de la part de gens comme lui, près d'une tentative de corruption par semaine... Lui, M. Flosse, il n'a pas eu les mêmes scrupules. »

Là, c'est un syndicaliste très influent, M. Hiro Tefaarere, secrétaire général de l'Atia I Mus, poli-cier de son état, qui raconte, le 5 juin, au cours d'une conférence de - assure-t-il - de l'- acheter - au moment des grèves de l'hiver der-nier : « Il a d'abord essayé le bâton en demandant ma révocation, puis il a essayé la carotte en me disant : -Si tu viens travailler pour moi tu gagnes le double de ce que tu gagnes aujourd'hui ». Il m'a fixé trois rendez-vous et je n'y suis pas

M. Flosse n'a pas, toutefois, l'exclusivité de ces assants. L'affaire qui défraye actuellement la chronique concerne le président de la chambre de commerce et d'industrie de Papecte, M. Charles Porol, qui a été inculpé de détournement de fonds publics, faux en écritures privées ou de commerce et placé sous contrôle judicisire à la suite d'une plainte contre X déposée également par M. Braun-Ortega, en 1985.

Le successeur de M. Flosse à la présidence du gouvernement territorial, M. Jacques Tenira, est huimême visé par une plainte qui l'accuse, lui aussi, de détournement de fonds.

## < Le SIDA

Les dirigeants de l'opposition locale s'en donnent évidemment à cœur joie. Le principal compère de M. Braun-Ortega, M. Emile Ver-naudon, conseiller territorial, maire de Mahina, bouillant président du Ai'A Api, dénonçait, le 9 mai, devant le congrès de son parti, « le SIDA moral qui atteint les élus de la majorité: à force de vivre au milieu de cette apprende vivre au milieu de vivre au milieu de cette apprende vivre au milieu de cette de vivre au milieu de cette apprende vivre au milieu de cette de vivre au milieu de vivre au milieu de cette de vivre au milieu milieu de cette gangrène on finit par s'habituer à son odeur nauséabonde et c'est ce qui est grave, car le mal peut alors se propager sans qu'on y prenne garde, et il devient vite incu-rable ». M. Vernaudon ajoutait : « Il n'est évidemment pas question que Flosse revienne au pouvoir: les Polynésiens n'en voulant plus ce serait aussitôt la révolution. »

MM. Braun-Ortega et Vernaudon sont conseillés dans leur travail de sape de la majorité territoriale par un juriste incisif, M. Henri Renaud de La Faverie, qui avait présidé le tribunal de première instance de Papeete avant de devenir le directeur de cabinet de M. Flosse, puis de régler des comptes personnels avec celui-ci en passant à l'ennemi avec

valu d'être exclu du RPR.

Ces polémiques à répétition com-mencent toutefois à laisser indifférents la plupart des Polynésiens, comme si les excentricités en tout genre étaient devenues dans ce territoire trop banales pour émouvoir.

Un partisan de M. Flosse, M. Lucas Pacamara, maire des Gambier, résumait un sentiment très répandu en écrivant, en décembre dernier, à M. Vernaudon : « Si Gaston Flosse vous a battu au Monopoly c'est qu'il est plus malin

M. Flosse, lui, fait mine d'ignorer ses détracteurs. Il mise sur son charisme et sur son savoir-faire clientéliste pour conserver les positions électorales qui lui ont donné en Polynésie un pouvoir absolu grâce à un découpage privilégiant les archipels éloignés par rapport à Tahiti II espère aussi tirer un profit politique personnel de l'efficace travail de relations publiques et de promotion de l'image de la France qu'il effec-tue, dans sa mission de secrétaire d'Etat, anprès de tous les pays de la

Mais l'assurance personnelle de M. Flosse n'empêche pas son parti de connaître des tiraillements internes: . C'est vrai, nous avons eu tort de nous en remettre à un seul homme parce qu'il avait bien mené motre barque jusque là, admet M. Heari Marera, maire de Rangi-ros, doyen des conseillers territo-riaux du Tahoeraa Huiraatira. Il a eu la tête un peu gonflée mais main-tenant il a tendance à revenir à la normale et nous alions tout faire pour regagner la constance des gens. Cet élu des Tuamotu insiste, toutefois, sur la nécessité d'une trêve politique : « L'opposition doit être bien considérée. Là aussi le gouvernement territorial a fait des erreurs. Il faut pratiquer une politique d'ouverture pour le bien commun.

L'onverture ? Le nouveau chef de s'y emploie discrètement, avec la bénédiction du haut-commissaire de la République, M. Pierre Angeli. Il a déjeuné chez M. Vernaudon, rencontré le maire de Papeste, M. Jean Juventin, leader du Here Al'A. Mais jusqu'à présent ces contacts ne débouchent sur aucun changement de majorité ni de politique. Aux yeux de l'opposition, M. Tenira demeure l'homme lige de M. Flosse tant qu'il n'osc pas prendre son auto-nomie vis-à-vis de ceiui-ci.

## Une régionalisation?

C'est surtout M. Chirac qui risque, au niveau national, de faire les frais de cette situation. Les chefs de l'opposition polynésienne out déjà dit qu'ils soutiendraient de préfé rence M. François Mitterrand ou M. Raymond Barre plutôt que M. Chirac à l'élection présidentielle : « Il nous est impossible de Chirac c'est voter pour son • frère • Gaston Flosse », affirme M. Vernaudon. Une défaite de M. Chirac pourrait, en outre, provoquer l'éclatement du Taboeras Huirsatira.

Le malaise qui règne ainsi en sie met également en cause le fonctionnement du statut d'autonomie interne entré en vigeur en 1984. avec la bénédiction des socialistes L'expérience de la concentration des pouvoirs entre les mains de M. Flosse, et les effets pervers qu'elle a provoqués, conduisent opposition locale à préconiser un rééquilibrage du partage de ces pos-voirs, au moment même où les dirigeants de la majorité territoriale preseent, au contraire, le gouverné-ment central d'élargir encore davantage les compétences du territoire, en particulier dans le domaine écode la réunion du comité Etatterritoire qui a cu lieu jeudi 18 et vendredì 19 à Paris.

Alors que M. Flosse se réfère per-Cook, proche du concept de dance-association, ses principaux adversaires centristes, MM. Braun-Ortega et Vernaudon, trouvent un autre modèle... en Nonvelle-Calédonie. Ils plaident, en effet, pour l'instauration en Polynédans chacun des archipels un conseil de région doté d'un pouvoir exécutif en matière de développement économinus et social.

Le délégué de gouvernement, M. Angeli, homme d'expérience, n'apparaît pas insensible à cette perspective dans la mesure où me telle réforme institutionnelle réduirait l'emprise du détenteur de ponvoir exécutif territorial, donc les risques de dérive, et pourrait rendre pleinement à l'Etat le rôle d'arbitre qu'il a parfois donné l'impression d'abdiquer, au profit d'un monve-ment indépendantiste à l'affit. Car la première conséquence de la foire d'empoigne actuelle, et non la moindre, est d'avoir jeté un discrédit considérable sur l'Etat et altéré l'image de la mère patrie aux yeux de beaucoup de Polynésies

ALAIN ROLLAT.

# Un « accident » fâcheux

A u-delà de cet e accident que devait arriver un jour ou l'autre; l'absentéenne étant ce qu'il set a, selon l'expression désabusé, de M. Séguin, le gouvernement est pour sa part, de l'appui de groupes politiques sérieusement structurés et fortement organisés. Or oa n'est le cas ni à l'UDF ni au RPR.

veeu. Les élus de droite sont rétifs à toute discipline. Mais depuis long-temps le mauvais fonctionnement pour ne pas dire le nonfonctionnement - du groupe chiraquien de l'Assemblée nationale est contesté par ceux-là mêmes des siens qui ont compris que les méthodes acceptables à l'époque du dorénevant. Ces députés avaient espéré que le remplacement à la présidence du groupe, en mars 1986, de M. Claude Labbé par M. Pierre Messmer atleit arranger les choees.

tenir son autorité.

En vérité, ce vote snecdotique ne pouvait survenir à un plus mauvais effet n'est guère heureux, à l'instant même où le premier ministre s'efforce de redonner une image qui réuseit à faire marcher une majo-rité aux tendences contrifuges.

stabilité » du corps électoral, puis-que, selon lui, l'opposition demeure à 44,5 % et la majorité à 54,8 %.

compliqué la tâche, déjà bien ardue, du ministre des affaires acciales.

THIERRY BRÉHIER.

# LIVRES POLITIQUES, par André Laurens -

NIVERSITAIRE, jurista et homme politique connu, Léo Hamon a utilisé sa double expérience pour étudier le la loi, il rappelle comment l'idée de ce contrôle est apparue dans le cheminement vers la démocratie de la société française. Lancée per Sieyès, reprise - mais pas vraiment respectée - sous le Premier et le Second Empire, elle ne pervint pas à s'imposer spontanément dans notre pava, comme début du système fédéral, et pas davantage après la seconde guerre mondiale, à le différence de plusieurs pays européens.

La raison en est que la prépondérance pertementaire ne s'est pes accommodée, chez nous, d'une quelconque mise sous surment - tous ceux qui ont étudié notre histoire l'ont constaté des partis de gauche, et pas seulement de ces partis, mais de ceux qui ont été les artisans les plus actifs de la république [...]. Catte conception a dominé ĵusqu'à l'avènement de la

Après avoir rappelé, dans la perspective de son étude, les débats constitutionnels de la IVª République — auxquels il a perticipé, — Léo Hamon en vient tionnel, véritable objet de son propos qui est, précies-t-il dans le sous-titre de son ouvrage, de diction a donné naissance à un

L'auteur décrit dans le détail ce qu'il appelle « la première naissance » du Conseil, en 1958, avant de relater sa « seconde naissance » qui s'accomplit, salon lui, en deux temps et en procé-dant de deux initiatives.

La première, d'ordre jurispru-dentiel, est la décision du 16 juillet 1971 per laquelle le Conseil déclara non conforme à la Consti-tution une loi touchant à la liberté d'association. La haute juridiction nom de la défense des libertés

fondamentales, son rôle de COULTE-DOWNOR.

L'autre initiative consista, sur la proposition de M. Giscard République, à étendre le droit de saisine du Conseil aux membres des deux assemblées. Elle connut - et connaît encore - la plus

Les juges de la loi

L'enteur se réfère souvent aux ugements portés par d'éminents uristas mais, au fil de son sneyse, il nous livre les siens, sous lesquela perce le politique. Ainsi, écrit-il, entre « une société devenue centripète » et un Parlement tournis « aux tentations centrifuges d'une alternance des extrêmes », le Conseil constitutionnel apparaît comme « un matière de législation, ou, encore, comme « un amortisaeur de l'alternance ». En effet, « il munque le poids du centre contre l'emballement des axtrêmes, la résistance de la société à une politisation excessive ». Le mode de désignation de ses membres lui semble le pire... à l'exception

Le gaulliste resurgit pour conclure que si le contrôle de constitutionnalité des lois s'est imposé aux dépens de la souveraineté parlementaire, c'est parce qu'il correspond avec d'autres évolutions, telle l'affirmation s du rôle véritable du chef de l'Etat. à une conception des rapports de la politique et de la société, « une

UCIEN SÈVE, membre du comité central du Parti communiste, l'un des coauteurs de l'ouvrage Je, évoqué dans le Monde daté 7-8 juin, nous tion, critiquée per l'Humanité, que loin d'opposer « au rôle d'avantdésormais « dépassé », la généra-lisation de l'individualité autogestionnaire », il a. au contraira, souligné que « dans la question si fondamentale de savoir ce qui va l'emporter de la tendance à l'individualisme sauvege ou de la ten-dance vers l'individualité autogestionneire, beaucoup va dépendre, comme il l'écrivait dans sa contribution, de la capacité des forces les plus conscientes et les plus avancées ». « Ce n'est pas, ajoute-t-il, une évolution sponta-née mais un ensemble de luttes organisées qui tranchers en fin de

Lucien Sève poursuit : «Le problème que j'ai posé n'est pas, donc, de savoir si un parti révolutionnaire a encore un rôle d'avent-garde à jouer - la néces-sité de ce rôle ne me peraît pas per la stratégie autogestionnaire qu'a adopté le PCF, - il est de prendre juaqu'eu bout la mesure théorique et pratique des transformations opportunes dans le manière d'assumer ce rôle d'avant-garde, compte tenu. entre autres, du développement lité. C'est une vraie question que je n'entends pas laisser recouvrir par un faux problème. x

Maurica Lemaître, écrivain et artiste, figure de proue du mouvement lettriste, nous rappelle, à consacrée à l'Etat et à la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme et le collectivisme, (le Monde daté 14-15 juin), ses traveux et ceux de ses amis, laidore Isou notamment, dans ce domaine. On peut se procurer les plaquettes du Centre de créativité en écrivant aux Editions lettristes, BP 237-02, 75063 Paris

\* Les Juges de la loi, par Léo Hamon, Fayard, 300 pages, 98 F.

# Société

## Le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les manifestations étudiantes

# La communication gouvernementale mise en cause

Cinq cents pages : le rapport fait par M. Paul Masson, sénateur RPR du Loiret, au som de la commission d'enquête chargée « de recueillir des éléments d'informations sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986 », est certes volumineux... mais il pourrait faire aussi un excelleut bestseller. Il sera d'ailleurs prochainement publié par Hachette.

Au risque de décevoir ceux qui s'attendaient à une défense et illustration du gouvernement par des parlementaires de sa majorité et à un procès en règle de la presse, la commission tire « un bilan globalement positif » malgré des « déviations localisées » du rôle des médias et soulique les défaillances du gouvernement. Quant à la police, « bouc émissaire » pour d'autres, elle a su, écrit M. Masa autres, ene a su, ecrit M. Mas-son préserver « l'esprit de sa mission du service public à la seule disposition de l'ordre répu-

Un « Terrain miné » un « Projet orphelin », ainsi intitulés, les deux premiers chapitres du rapport de la commission d'enquête sénatoriale fixent le cadre à partir duquel le mouvement de contestation du projet de loi Devaquet, s'est développé. Cette démarche s'explique d'autant mieux que le rapporteur, M. Masson recommaît que les défilés de novembre et décembre 1986 « n'ont pas d'équivalent dans notre histoire ». Situant « le cerure de gravité de la protestation » à la « charnière » entre les cycles secondaire et universitaire, il souligne la « large sympa-thie » dont le mouvement a bénéfi-cié dans l'opinion alors que le gouvernement apparaissait déraison-nablement « entété ».

Tentative d'explication psycholo-gique : pour outrancière qu'ait été la propagande contre le projet de réforme universitaire, son contenu a été accepté dans la mesure où le ter-rain était « favorable », affirme le rapporteur qui assimile le mouve-ment de contestation à « un impoteurs d'écoles ».

Sur ce point, « la nature de la tension interne au lycée et au pre-mier cycle de l'enseignement supérieur » apparaît claire à ses yeux ; « Une demande d'éducation accrue, ndée sur la crainte du chômage et le désir de promotion rencontre la réalité d'un système d'enseignement dominé par l'orientation négative et la relégation d'une partie des jeunes vers des voies offrant des perspectives limitées. >

Cet état de fait ne pouvait que donner du crédit « aux bruits alar-mistes abondamment répandus contre le projet Devaquet », ajoute-

Sans contester, bien au contraire, la nécessité d'une réforme, M. Masson observe que son élaboration a certes donné lieu à des consultations mais sans concertation et que cela a constitué un « lourd hai d'autant que les arbitrages difficiles entre les vues « relativement diver-geantes » de M. Devaquet et de M. Durand, conseiller du premier M. Durand, conseiller du premier ministre chargé de l'enseignement, ont abouti à des formules - quelque-fois ambigues ». L'analyse du projet lui-même, permet ensuite à M. Mas-son de souligner combien l'ampleur du mouvement d'hostilité, n'a pu s'expliquer que par une « présenta-tion erronée » qui en a été faite aux lycéens et aux étudiants, que ce soit au cours de réunions ou par voie de

M. Masson n'incrimine pas la projet « blen silencieux » et les non presse dans ces « défaillances » grévistes plutôt oubliés. mais bien le gouvernement et surtout la manière dont le texte a été rendu public qui ne remplissait aucune des trois exigences qui font l'efficacité d'une communication gouvernementale : la volonté du gouremement n'a pas été « nette affirmée », son message n'a été « ni simple ni complet » et l'intérêt de la réforme n'a pas été suffisamment perçu pendant les événements, cette nunication a. en outre, en le

défaut de prendre « un caractère uniquement défensif ».

Le « succès total » de la contestation s'explique par l'organisation du mouvement en « techniques d'actions qui ont parfaitement fonc-tionné», note M. Masson. Quant aux médias, il observe la montée en puissance des événements dans l'actualité, un intérêt croissant du public pour un - feuilleton -, somme toute « populaire ». Un petit coup de patte est donné à la télévision : pas de spécialiste de l'éducation à TF 1 un des deux d'Antenne 2 en congé de longue durée. Force est de constater que face à des « personnalités très médiatiques » comme Philippe Darriulat et Isabelle Thomas, les ministers contractés ann la les ministres sont restés sur la

C'est ensuite en détail que le rapport consigne les événements sur-venus entre les 27 novembre et le 4 décembre, dates des deux grandes manifestations. Pour la seconde, M. Masson évoque les aides financières apportées par des municipalités de gauche aux manifestants.

#### Double méprise

Le rapporteur ne tranche pas Fune des questions posées par la radicalisation de l'opposition au pro-jet Devaquet. L'attitude de l'UNEF-ID est-elle un leurre à l'usage du ID est-elle un leurre à l'usage du gouvernement ou bien l'expression d'une volonté sincère d'examiner les ouvertures multipliées par le gouvernement, à commencer par le premier ministre, dès le 28 novembre? Il n'empêche que d'assemblée générale en assemblée générale, la « stratégie extrémiste » l'emporte et la Coordination pationale des étudiants. Coordination nationale des étudiants et lycéens n'a d'autre finalité que d'aboutir au « retrait préalable et total » du projet de loi.

Quant à l'échec de la négociation organisée au soir du 4 décembre entre M. René Monory et une déléle rapporteur l'explique par une dou-ble méprise : « un gouvernement qui croît pouvoir négocier alors que la négociation est exclue par ses interlocuteurs, les « politiques » de l'UNEF-ID qui croient encore diriger le mouvement alors que celui-ci leur échappe ».

Se penchant sur le déroulement de la manifestation du 4 décembre, le rapporteur relève que « la recher-che de la vérité est particulièrement difficile. Pourtant quelques faits s'imposent : la coopération entre les organisateurs et les forces de l'ordre a été petente, ainsi que les « tenta-tives répétées et courageuses » du service d'ordre étudiant pour s'interisateurs et les forces de l'ordre poser entre les provocateurs et les unités du maintien de l'ordre; l'agression « incontestable, prémédi-tée, dangereuse... et réussie » contre les forces de l'ordre. Un point reste non tranché: « La commission, indi-que le rapport, ne peut ni confirmer ni exclure la réalité des tirs

« Tous les événements du 5 décembre s'effacent devant le drame de la rue Monsieur-le-Prince - : en effet, la mort de Malik Oussekine a tout fait «basculer» relève le rapporteur. La commission s'est gardée d'enquêter sur les cir-constances de ce décès, en raison des poursuites judiciaires engagées.

Quant à la soirée du lendemain, celle où des «casseurs» sont inter-venus au quartier Latin, la commission se montre très prudente.

# à tirer

العائبة برويرين

1 4 . M. 16 .

---

The second second

The second of the second

Dans un ultime chapitre, la commission tire des enseignements de son enquête. Elle préconise une adaptation des processes de décision en insistent sur la nécessité du dialogue et insiste sur le besoin d'une meilleure préparation des débats parlementaires : « Légières rapidement pour ae pas dire dans la précipitation, sur les sujets dits « de société » n'est pas de bonne methode. » La commission souhaite aussi que soient revus les problèmes du maintien de l'ordre, notamment ceux liés aux interpellations. Elle note aussi les défaillances des Renseignements généraux. Quant aux scignements généraux. Quant aux techniques utilisées lors des manifestations, elle insiste sur un impératif : éviter le contact physique. Faut-il en outre aménager le droit

moins, la commission souhsite des décisions concrètes, en particulier la mise au point d'une méthode de comptage des manifestants ainsi qu'une publicité faite aux techni-ques de sommation, afin que les manifestants ne soient pas tenus dans la méconnaissance de ce sys-

Que le mariage entre le pouvoir et les médias soit difficile, le commis-sion le reconnaît, mais elle ne met pas la balle du côté de la presse. Cri-tique à l'égard des insuffisances « constantes, périodiquement souli-gnées depuis quelques aunées » de la communication sonvernementale. la gnées depuis quelques aunées » de la communication gouvernementale, la communication souhaite que l'information soit giobale, étalée dans le temps, immédiatement disponible, adaptée anx nouvelles techniques. Elle constate que les journalistes « matrisent mal les contraintes de l'ordre public » et souhaite donc que leur travail soit facilité, notamment par une publicité donnée aux grandes lignes des préparatifs de manifestation.

L'exploitation exclusion de con-

L'exploitation exclusive de cer-taines images assorties d'un com-mentaire approprié, peut impréguer la mémoire collective, note enfin M. Masson qui souhaite que les sources de référence soient diversifiées, la concurrence entre les images étans à ses yeux, la meilleure réponse possible qui paisse être don-née pour « l'expression de la

ANNE CHAUSSEBOURG.

# Mais d'où venaient les provocations?

A moins d'imaginer qu'une manifestation de rue ne rasser toujours que de gentils jeunes gens, il était dans l'ordre des choses qu'un cortège entraînant plusieurs dizzines de milliers de personnes puisse charrier en son sein — comme le disent, en un lan-gage inhabituel au Palais du Luxembourg, les rédacteurs du rapport — quelques individus décidés à « cogner sur les ffics » ou à « aller au baston ». Aussi plu-sieurs chapitres du rapport sénato-rial sont-lis consacrés à l'analyse des épisodes qui ont vu opérer les « casseurs », notamment à l'issue de la manifestation du 4 décembre sur le place des invalides, où les affrontements firent plusieurs

établir minutieusement la chronologie. La démonstration se veut comète avec le détail des projectiles lancés contre les forces de

l'ordre, le compte rendu des échanges radios qui accompagnent la progression des événements, la description de la collaboration parfaite entre le service d'ordre étudiant et le service d'ordre policier qui tentent d'amener à la raison quelques centaines d'« incontrôlés ». Conclusion : ce sont les forces de l'ordre qui ont eu à subir les premières agressions, et la thèse de la provocation posicière ne résiste pas à l'examen. Pour être nette et apparemment

fondée, cette conclusion laisse pourtant subsister une pointe de déception. Si les sénateurs, comme tous les observateurs présents, ont pu en effet constater premiers incidents - ils agis faisaient à l'abri d'une foule dont la densité autant que la jeunesse

sous peine de graves conséquences, de charger pour se déga-ger, — la commission d'enquête n'a pas réussi à désigner avec pré-cision ces « trublions » qui ont entraîné derrière eux plusieurs mil-liers de jeunes. « Qu'écrire, sinon qu'il est décidément difficile de se prononcer avec certitude » est-il affirmé dans le rapport. Mais quelques autres lignes, moins rigou-reuses, démentent aussitôt cette prudence et montrant que les souppons du rapporteur se porteraient volontiers sur... les organisa-tions d'extrême gauche.

Lors des manifestations suivantes, les contraintes subies la 4 décembre n'étaient plus les mêmes. Cette fois, ni l'importance les « casseurs » de s'y protéger ne s'opposaient aux interventions .

D'autant plus regrettable est l'attitude de le commission qui n'e pes cherché à expliquer avec la même minutie que dans l'example précé-dent la quasi-impunité avec laquelle ont pu opérer les « incontrôlés ». La mort de Malik Oussekine a

cartes conduit les responsables de la police à y regerder à deux fois avant d'engager leurs troupes. Mais elle n'explique pas tout : ni, ce soir tragique, la passivité des unités attendent sans ordres que se forment les conditions qui allaient conduire à l'intervention du peloton-voltigeur motocycliste; ni, le lendemain, ces CRS dispersant mollement quelques poignées d'irréductibles ; ni ces voitures trop ni... ce ministre de l'intérieur agi-

GEORGES MARION.

# DU JEUDI 18 JUIN AU JEUDI 2 JUILLET

par mois

RENAULT 5

FIVE COACH

RENAULT 11 TC COACH par mois

**RENAULT 21 TL** par mois **RENAULT 25TS** 

VENEZ, COMPAREZ, CALCULEZ.

Pour faire une honne apération, il faut comparer et calcules. Sur l'ensemble de la gamme, RENALIUT vous propose un bail avec apilion d'action sur 60 mais.
Offre valable jusqu'au02/07/87 sous réserve d'acceptation du dossier par RENALIUT Buil - S.A. au appliel de 150000000 E - 51-53, Champs-Élysius - 75008 Paris.
RCB Paris B 702002221.

REPARELT precouise CIF

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT, LES 15 JOURS LES MOINS CHERS DE L'ANNÉE





# Société

# de l'hiver dernier

# Un sérieux travail d'investigation mais une analyse contestable

ES principaux responsables étudiants ont immédiatemment réagi au rapport de la commission d'enquête sénatoriale. Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID (indépendant et démocratique), le qualifie de l'apport pulitibles champage à de « rapport politicien cherchant à dédouaner le gouvernement en faisant un procès politique au mouve-ment étudiant ». Pour David Assou-line, porte-parole de la coordination

évaluer l'état d'asprit qui était celui de la masse des étudients en grève. S'il y a eu, et personne ne le nie, une volonté des groupes d'extrême gau-che de peser le plus possible sur l'évolution des événements, la radicalisation progressive du mouvement a resulté tout autant, sinon plus, de se logique même, de la sensation quotidienne de sa force croissante et de la possibilité de faire rapidement



nier, « les sénateurs présentent une vision policière de l'histoire ». Enfin l'UNEF-SE (solidarité étudiante) l'UNEF-SE (solidarité etudiante) accuse le rapport d'être « au sarvice d'idéas préconçues » et de constituer « une provocation de plus alors que toute la lumière sur les violences policières reste à faire ».

Belle unanimité retrouvée ! Les étudiants sont d'autant plus à l'aise pour critiquer le travail des sénateurs qu'il a toute chance de prendre à rebrousse-poil les participants aux trois folles semaines de novembre-décembre. M. Masson, l'auteur du rapport a pourtant une définition très pertinente lorsqu'il évoque « la dynamique du mouvement, cette nuée qui porte en elle se propre force, exploitée par ceux qui veulent radicaliser l'action ». Mais l'essentiel de son analyse se concentre, de façon per-fois caricaturale, sur la seconde par-tie de la définition : l'exploitation du mouvement par des « mouvements gauchistes », se « confecation » per des groupes trotskysten tels que le PCI (Parti communiste internationa-liste) et la LCR (Ligue communiste

Rien de vraiment étorment à cela. A l'image de la majorité parlementaire, qui avait astucieusement inversé l'objet de la commission d'enquête initialement proposée par l'opposition, le rapport s'emploie à renverser la charge de la preuve : à l'idée d'une sorte de « conspiration » politique et policière déclarichée le 4 décembre contre le mouvement idiant, il oppose une conspiration de l'extrême gauche pour déstabiliser le gouvernement. L'application de cette grille de lecture globale permet cohérent.

5 6 5 1 1 1 1 5 7 8 7 8 7 5 T

Mais elle fausse l'analyse. Pour lie : fauta. de l'avoir observée sur le terrain et au fil des journées de novembremanifestement qualques difficultés à

monter les enchères. Bref, à la fois d'une prise de conscience et d'une griserie collectives. Mais au-delà de ce bisis général dans l'analyse des sénateurs, ceux-ci ont réalisé un travail d'investigation souvent passionnant et sérieusement débrousaillé le terrain pour les historiens. Du côté des étudiants, le récit des hésita-tions - légitimes - de plusieurs res-ponsables de l'UNEF-ID apporte des confirmations et quelque révélations. Ainsi l'entratien en tâte à tête de M. Philippe Darriulat avec M. Rané Monory, le 1<sup>et</sup> décembre, au cours duquel chacun s'efforce de sonder l'autre sans prendre aucun engagement. Ou encore la rencontre, le 3 décembre, entre Mie Isabelle Thomas et M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui abou-tit à la rédaction de sept amende-ments pouvant servir de base à un accord honorable. Enfin, le dimenche 7 décembrs, la veille du retrait du projet Devaquet, le rendez-vous entre Ma leabelle Thomas et M. Jaoques Toubon à nouveau, la responsa-ble étudiente plaidant vigoureusement pour le retrait du texte.

Mais côté gouvernemental, que d'éclairages éclairants ! On n'en retiendra qu'un : le récit de la rencon-tre, le 4 décembre au terme de la grande manifestation des Invalides, entre MM. Monory et Devaquet et une délégation étudiarns et lycéenne. Le manque de préparation de cette réunion est stupéliant : les ministres ne semblent connaître « ni le composition de la délégation ni la stratégie envisagée ». Et M. Devaquet gardera au fond de sa serviette le texte des sept amendements transmie le matin même par M. Jacques Toubon. On et parfois cruellement, la part de responsabilité du gouvernement dans les cafouillages de ces quelques jour-Et l'on est là très join de la conspira-

GÉRARD COURTOIS.

## Le procès de Klaus Barbie

# Lectures cruelles sur la France vichyssoise

LYON de notre envoyé spécial

Au terme de la sixième semaine du procès Barbie, quatorze avocats des parties civiles ont été entendus. Il reste à en écouter vingt-cinq, qui occuperont la semaine à venir. On ne sait ce qu'il faut le plus admirer de ces orateurs aux moyens inévitablement divers, conscients d'être attelés à une tâche fastidieuse et répétitive avec des jurés astreints à l'attention mais co droit de penser, en leur for intérieur, qu'ils ont maintenant compris ce que l'on voulsit leur faire comprendre. Les journalistes, eux, se sont faits rares. A ce stade de l'audience, le sensationnel ne sera surement pas au rendezvous... En revanche, le public et, bien sûr, les parties civiles elles-mêmes, rescapés ou parents de victimes dispurues, demeurent et écon-

Ceux qu'ils écontaient vendredi 19 juin avaient à parler plus particu-lièrement de la rafle du 9 février 1943 à l'Union générale des israélites de France (UGIF), rue Sainte-Catherine à Lyon (c'étaient M= Michel Zaoui, Sylvia Zimmermann, Alain Lévy et Didier Showichi) et du professeur Marcel Skornicki), et du professeur Marcel Gompel, juif et résistant dont M. André Frossard avait dit le 25 mai en termes émouvants quel fut le martyre dans la « baraque aux juifs » de la prison Montluc (c'étaient Mª Alain Feder et Chris-tian Charnière-Bournazel).

# ct l'hérétique

Pour tous, il s'agissait, comme pour leurs prédécesseurs et comme, la semaine prochaine, pour leurs successeurs, de réfuter à l'avance certains des arguments de la défense de Klaus Barbie. Cette défense, pour l'affaire de l'UGIF, est fondée sur deux affirmations. D'une part, l'ancien SS affirme qu'il n'a jamais mis les pieds rue Sainte-Catherine le 9 février 1943. D'autre part, il assure avoir tout ignoré du sort promis aux juifs arrêtés et envoyés à Drancy pour être ensuite déportés à Auschwitz ou dans d'autres camps. Sans croire que Klaus Barbie n'était pas présent, Me Zaoni estime que la question n'est pas primordiale puisqu'en tout état de cause sa com-plicité est démontrée par deux rap-ports et un télex qu'il signa pour rendre compte de l'opération à ses supérieurs à Paris, ces documents faisant bien apparaître que la rafie fut le résultat d'une initiative locale

Mais pour lui comme pour Me Sylvia Zimmermann et Alain Lévy, l'évocation de la rafle de la rue Sainte-Catherine fut l'occasion de montrer quelle était alors la situa-tion des juifs en France, déjà désignés aux nazis par les lois prises dès octobre 1940 par le gouvernement de Vichy. « En les isolant, en décidant l'internement dans des camps des juifs étrangers sans ressources, l'assignation à résidence des autres, en les excluant de toutes les fonotions administratives, des profes-

prise à Lyon et non le conséquence d'un ordre reçu de Berlin ou de

sions libérales, du cinéma, du com-merce et même de tout emploi supposant un contact avec le public, en leur imposant des papiers d'identité tamponnés du mot - juif -, dit M\* Zaoui, on permettait aux Alle-mands de les recenser avec plus de facilité et de constituer le premier fichier mécanographique dans lequel il n'y aurait plus qu'à puiser

nme dans un vivier. » C'est dans ce climat hostile, conscients du danger, qu'ils ont cherché à survivre, à s'organiser au sein de ces Unions générales des

çaise de la collaboration : «Le juif n'est pas un homme, c'est une bête puante. On se désend contre le mal, le problème juif. .

contre la mort, c'est donc que l'on doit se défendre contre le juif ». El Robert Brasillach dans Je suis partout voulait lui aussi que · soit reglé

#### L'antisémitisme français

Après que Me Didier Skornicki eut particulièrement opposé celui qu'il représentait, M. Marcel

Les lois antisémites de Vichy ont facilité la politique allemande du génocide et la presse française de la collaboration militait pour que «soit réglé le problème juif»

israélites de France effectivement créées par Vichy sur la demande de l'occupant mais qui, pour autant, cherchèrent à assurer leur autonomie et à organiser en priorité le sau-vetage des enfants. C'est donc ià, à Lyon, que fut monté le guet-apens. Me Zaoui a lu une réponse donnée par Barbie pendant l'instruction : Lorsque quelque chose avait été fait, déclarait-il alors, c'était fait. Les exactions qui avalent pu être accomplies, je ne pouvais pas les remettre en cause, et les arrestations, il fallait bien les maintenir.

Pouvait-il ignorer ce qui devait suivre? Me Zaoui et Me Zimmermann ont donné leurs réponses. Le premier l'a concrétisée par une forpremier i a concreusee pur une comme : « Qu'un nazi avéré comme l'était Klaus Barbie puisse dire que les juifs ne l'intéressaient pas, c'est comme si un homme de l'Inquisition avait pu dire que l'hérétique ne

l'intéressait pas. » Quant à Mª Sylvia Zimmermann, Cann a na Sylvaz Zammerinami, elle entreprit de montrer, texte à l'appui, que, bien avant la guerre, ce qui se passait en Allemagne au temps où Barbie était SS après avoir appartenu aux Jeunesses hitlériennes ne pouvait laisser aucun Déjà avaient été promulguées les lois dites de Nuremberg qui allaient jusqu'à interdire aux agriculteurs juis le droit de conduire leurs vaches et leurs génisses à la saillie du taureau communal. Elle rappela aussi ce que fut la « Nuit de cristal » du 9 au 10 novembre 1938, « véritable pogrom soldé par des pillages, des incendies de magasins et de synagogues, de nombreux morts et 30 000 internements ...

C'est encore des lois de Vichy qui om facilité la politique allemande du génocide » que devait parler Mª Alain Lévy, représentant M= Gilberte Jacob, arrêtée rue Sainte-Catherine, déportée à Bergen-Belsen et qui, au moment de sa déposition, avait relevé toutes les horreurs et toutes les abominations

« C'est pourquoi, dit Me Lévy, on est en droit de demander que ceux des Français qui ont collaboré à cette politique soient aussi pour-suivis et condamnés pour crimes contre l'humonité.

Lui aussi fi: des lectures cruelles. Il cita ce qu'ecrivait la presse franStourdzen e croyant en Dieu avant son épreuve, crovant toujours en Dieu après parce qu'il croit en l'homme - et Klaus Barbie, - nazi avant, nazi après - Mª Charrière-Bournazel allait revenir, lui aussi,

sur l'antisémitisme français. Il est, avec Me Alain Feder, l'avocat de

M™ Nicole Gompel, dont le père . le

professeur Marcel Gompel, fut tor-turé par Barbie et mourut les chairs

déchirées par les coups, la peau

ébouillantée après les tortures subies dans la - baraque aux julfs . - M. Chaban-Delmas, dans sa déposition, rappela Me Charrière-Bournazel, vous a dressé un tableau de la France occupée peut-être un peu trop unitaire et trop idyllique, privilégiant les héros et les martyrs. Mais cette France, ce fut aussi celle de Vichy et de ses hauts fonctionnaires. Lorsque furent prises les lois contre les juifs, on n'a pas vu les Français descendre dans la rue comme le roi et la reine de Danemark, pour porter, eux aussi. l'étoile jaune imposée aux juls. Cette France, nous devons le savoir,

mite. Mais tout cela n'est pas arrivé par hasard. Depuis l'affaire Dreyfus il existait un antisémitisme français fondé sur la proclamation d'un peuple décidé. »

Il lut alors des textes de Maurice Barrès : - Que Dreyfus est capable de trahison, je le conclus de sa race. Il cita Drumont, l'auteur de la France juive, pamphlet d'une violence extraordinaire; Léon Blay, l'écrivain estholique qui, lui aussi, n'avait pas la plume légère « parce que, dit-il, il faut aller jusqu'au bout de ce que fut notre abaissement .. Il devait ajouter : . Ces hysteries ont une postérité. Certes, on ne s'avoue plus ouvertement antisémite mais on distribue et l'on affiche, pas très loin même de ce palais de justice, des tracts pour nier ce qui s'est passe. Et d'autres dénon-cent les immigrés, veulent isoler les sidaques. Cela a le même visage et le même nom. Marcel Gompel, lui, représentait une autre tradition française, celle de la prééminence de l'esprit. -

C'est ce qu'avait montré M' Alain Feder en évoquant le souvenir de · cet homme d'exception, humaniste et poète, ami d'Einstein, qui disait de lui : - Il est en France un des rares hommes capables de me comprendre .. Et Me Feder n'avait pas manqué de rappeler qu'il fallut l'arrêt de la Cour de cassation du 20 décembre 1985 pour que la fille du professeur Gompel, revenue des camps, « puisse, ici, faire revivre ce père chéri », car le juge d'instruction de Lyon puis la chambre d'accusation de cette ville, qui entendaient limiter la notion de crime contre l'humanité au seul génocide des julfs, avaient rejeté la constitution de partie civile de Nicole Gompel en disant qu'on ne pouvait savoir si arrêté un juif ou un résistar

JEAN-MARC THÉOLLEYRE,

#### Après les incidents au cours de la visite de M. Pasqua

## Six nationalistes corses sont condamnés

**AJACCIO** de notre envoyée spéciale.

Il pleut sur la ville. En cercle autour du catafalque, place des Pal-miers, le vendredi 19 juin à 15 heures, quelques centaines de personnes rendent hommage à la dépouille mortelle de Jean-Paul Lafay, assassiné mardi. L'Assem-blée de Corse lui a décerné, à titre posthume, le titre de citoyen d'hon-

ican-Paul Laiay a. d'autre part. été cité à l'ordre de la Nation par M. Jacques Chirac, sur proposition du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua. Publiée samedi an Journal officiel, la citation précise: - Jean-Paul Lafay a prouvé son courage en s'opposant ferme-ment aux tentatives d'intimidation et d'extorsion dont il a été l'objet des 1982 -. 11 - a voulu malgré des agressions graves et répétées, s'engager aux côtés des victimes du terrorisme séparatiste - et il « a confirmé par son exemple que la cause de l'unité de la République et le respect des droits de l'homme ne font qu'un ».

Vers 15 heures également, devant les grilles du paisis de justice, quel-ques dizaines de nationalistes atten-dent, silencieux, le verdict du tribunal. Comparaissent, vendredi, en flagrant délit, six des onze personnes interpellées au cours des incidents survenus mardi, pendant le discours de M. Pasqua. Cette audience a un air de « première » : à Ajaccio, en effet, depuis l'abrogation de la loi anti-casseurs, les inculpations de manifestants étaient relativement rares. Autre originalité : quatre des onze manifestants sont poursuivis pour participation au maintien ou à a reconstitution de ligue dissoute. Il leur est reproché d'avoir crié · FLN ., référence à l'ex-FLNC, organisation dissoute.

Le tribunal, présidé par M. Bertrand Darolle, après une délibération d'une heure, ne retient pas ce motif, considérant que les cris entendus ce jour-là ne sont pas des preuves suffisantes. Il prononce, en revanche, six condamnations : Paul Buresi, vingt-quatre ans : un an de prison ferme pour rébellion, coups et violence à agents de la force publi-que: Jesn-Baptiste Rotily-Forcioli, trente-six ans, un des porte-parole de l'autodétermination), inculpé des mêmes chefs et d'outrage à magistrats: huit mois de prison ferme; l'abbé Jean-Claude Mondolini, quarante-huit ans, curé de Morosaglia (Haute-Corse), poursuivi pour les mêmes chefs d'inculpation : un

an de prison dont six mois avec sursis ; Jean-Pierre Gilquin. quarante-trois ans (rébellion et coups et violence à agents) : six mois de prison dont trois avec sursis; Jean-Pierre Arrighi, trentequatre ans (outrages à magistrats) : six mois avec sursis et 3 000 francs d'amende : Franck Fois, vingt-six ans (rébellion à agents) : 1 000 francs d'amende.

Dans la salle d'audience comm aux abords du palais, l'annonce de ces condamnations suscite peu de réactions. Toute la ville baigne dans une tension inquiète. Depuis longtemps, même au moment des fortes secousses. I'lle n'avait pas connu ce sentiment de scepticisme teinté de désarroi. Tout ou presque, soulignet-on en ville, a été tenté pour développer la Corse et arrêter les attentats. Mais sans grand résultat. Va-t-on baisser les bras? « Les continentaux finiront par partir... ». disent les plus pessimistes.

L'assassinat de Jean-Paul Lafay plus que d'autres drames, frappé l'opinion. Par son absurdité, sa froi-deur. L'autopsie révèle que, d'abord touché par une balle à la tête, le vétérinaire a été achevé à terre par une balle dans la poitrine.

DANIELLE ROUARD.

#### Tueurs à gages pour un héritage

Un jeune bomme de vingt-cinq aus, Thierry Cominassi, qui voulait «éliminer» ses parents » pour des motifs financiers » a été interpellé le 17 juin dans la région parisienne, ainsi que les deux tueurs à gages présumés qu'il avait embauchés pour réaliseser le contrat. Les trois hommes ont été déférés au parquet vendredi 19 juin.

La mère de Thierry Cominassi vit à Paris, elle est divorcée de son mari, entrepreneur de travaux publics à Fontoy (Moselle), dont la société emploie plusieurs centaines

Leur fils s'était endetté pour se lancer dans le cinéma et comptait sur l'héritage afin de mener à bien sur l'heritage afin de mener a bien ses projets. C'est dans ce dessein qu'il avait recruté Jean-Philippe Saché, vingt-cinq ans, et Jean Las-trajoli, vingt-six ans. Au cours des perquisitions au domicile de ces der-niers, rue de Chine, à Paris (20°), les policiers ont retrouvé des photos de leurs • cibles • et des plans de leurs résidences ainsi que les clefs rour « néoétrer. D'autre part, les pour y pénêtrer. D'autre part, les policiers ont retrouvé 75 louis d'or représentant, selon eux, l'acompte versé par Cominassi pour le - con-



# Aéronautique

# Le Rafale devra être prêt pour 1996

annonce M. Chirac

· Le gouvernement assigne aux services techniques comme aux industriels une mise en service du Rafale en 1996. Dans cette perspective, il convient que le prototype puisse voler dès 1990. »

puisse voler dès 1990. 
C'est ce que devait annoncer, samedi 20 juin, au déjeuner officiel du Salon du Bourget, le premier ministre. M. Jacques Chirac, à propos du programme Rafale d'un avion de combat qui est prévu pour les armées françaises et qui sera proposé à l'exportation. A ce jour, le Rafale existe en un seul exemplaire de démonstration qui a été présenté en vol au Bourget. Il s'agit d'un appareil biréacteur et pesant à vide \$3.5 tonnes. Le « démonstrateur » vole, pour l'instant, avec deux réacvole, pour l'instant, avec deux réac-teurs F-404 américains mais l'avion de série dérivé sera doté de deux réacteurs M-88 de la SNECMA française. L'avion sera rendu dis-cret, c'est-à-dire difficilement détectable par les radars adverses, grâce à l'emploi de matériaux spéciaux, de contre-mesures électroniques, ainsi qu'à un dessin particulier du fuselage et de la voilure définitifs.

L'abjectif est clair, devait déclarer M. Chirac. A partir du démonstrateur Rafale, dont les qualités impressionnent tous ceux qui l'ont vu voier, il s'agit de déve-lopper un avion de combat de nou-velle génération capable d'affronter une menace multiforme dans un environnement tactique complexe (...). La concertation qui a eu lieu entre les industriels et les services du ministère de la défense a permis de fixer le cheminement qui permet de tenir la date de 1996 : elle

plan financier (...). Les besoins sont clairement définis : le Rafale doit répondre aux nécessités du renou-vellement des flottes de l'armée de l'armée de l'armée de l'air et de la marine nationale. Il doit, en outre, être exportable. .

« La qualité que nous attendons du Rafale, devait-il ajouter, nous permet d'espérer l'association de permei d'espérer l'association de partenaires étrangers (...). C'est pourquoi le gouvernement a tenu à ce que le groupe d'intérêt économique ACE (avion de combat européen) soit une structure ouverte à des industriels étrangers qui, aux côtés d'industriels français, viendraient apporter leurs compétences (...) Il souhaite qu'à l'instarde ce qui a été réalisé pour Airbus le groupe d'intérêt économique ACE puisse être le vecteur d'une nouveilte et exemplaire coopération militaire.»

 Pourquoi, puisqu'il existe deux projets d'avion de combat en Europe, comme il en existe d'ailleurs aux Etats-Unis, ne pourraiton trouver, au niveau des composants, des coopérations fructueuses? >

Avant de parler du Rafale, M. Chirac devait évoquer le lancement en collaboration européenne de divers programmes aéronautiques et spatiaux, comme les Airbus A-330 et A-340, la nouvelle fusée Ariane-5 après 1995, l'avion orbital Hermès qui emportera des astronautes ves la station Columbus ou comme le projet d'un nouvel héli-coptère militaire, le NH-90 : « Il faut aller plus loin, devait conclure le premier ministre, en engageant une réflexion imaginative sur des modes de coopération nouveaux.

# **Sports**

La victoire des All Blacks

# Une leçon de rugby



Kirk (64° minute) aboutissement d'un mouvement continu. depuis un regroupement jusqu'à l'en-luit avec les relais de l'ouvreur Fox et du troine ligne Jones et le soutien de l'ailier Kirwan. Lagisquet ne peut arrêtes

C'est en deuxième mi-temps que l'intense bataille d'avants tourna pen à peu à l'avantage des All Blacks. Leurs immenses carcasses dissimulant la balle aux veux des défenseurs français, ils se mirent à enrouler d'impeccables mouvements. Un écran noir pour une dernière demi-heure de cauchemar. La déconcertante aisance des avants néo-zélandais à enchaîner allait réduire à néant le merveilleux travail français dans les mêlées fermées.

Le défi entre les deux packs avait commencé bien avant le coup d'envoi. La fanfare et le dernier escadron de majorettes venaient de plier bagage. Au centre du terrain, Wayne Shelford, avec son masque de guerrier maori, orchestrait le traditionnel Haka. A cina mètres de lui, se cilrasant, les avants français attendaient, marmoréens.

L'affaire s'engagea vraiment australien Kerry Fitzgerald convisit les deux packs à un affrontement exempt de tout folklore. La première mêlée frissonna puis dériva légèrement du

côté néo-zélandais. Sur la deuxième, les Ali Blacks reculèrent plus nettement. Garnet, en brave grognard, avait gagné son bras de fer contre le terrible McDowel. Ondarts contenait énergiquement l'autre pilier, John Drake. Conduite par les deux bras d'airain de Laurent Rodriguez, la mêlée française faillit même enfoncer son homologue à deux mètres de la ligne néo-zélandaise et marquer sinsi un essai dans la plus pure tradition des All Blacks.

L'agressivité de la défense néo-zélandaise n'autorisa pas les Francais à développer cet avantage qui, contre d'autres adversaires, eut été décisif. La mélée devait d'ailleurs rester la senie arme du XV de France. Sur les tonches, le vent a empêché Berbizier d'utiliser les lancers profonds, une des meilleures garanties pour gagner des balles d'attanne.

. L'impuissance française à percer les rideaux défensifs adverses se trouva confirmée par les rares ballons exploités par les lignes dès la première minute : l'arbitre arrière. La plupart furent gaspillés en combinaisons tarabisco-tées entre Franck Mesnel, Philippe Sella et Denis Charvet. Les centres français firent prenve d'un coupable entétement à reve-

nir se frotter à la troisième ligne des All Blacks au lieu d'ouvrir en première main. La triste école écossaise ferait-elle des émules ? Cet acharnement à vouloir fixer le paquet d'avants adverses ent sur-tout pour effet d'émousser les

L'a inéluctable » tant redouté par Jacques Fouroux se profilait à l'horizon. Après deux pénalités de Fox concédées par une défense française aux abois (15-3), David Kirk allait profiter du relâche-ment de la troisième ligne. A la 62º minute, le capitaine néozélandais extirpait une balle d'un regroupement aux 22 mètres français puis, après deux relais de Fox et de Jones, marquait un essai fatal aux derniers espoirs des trois cents supporters français noyés dans le bonheur des cinquante mille Néo-Zélandais (19-3).

C'est encore lui, rapide et malicieux, qui arma le coup de grâce alors que les Français jouaient dans le camp des All Blacks. S'échappent furtivement au ras on pack, il déchira le rideau français. Rattrapé par Mesnel, il laissa la balle à Shelford, qui envoya Kirwan à l'essai (23-3). Le score monte encore à 26-3 grâce à une nouvelle pénalité de Fox (70°), mais la justice exige de préciser que les Français jouaient depuis longtemps toutes leurs pénsités à la main, alors que la botte de Cambérabéro aurait pu en convertir certaines.

Le match, il est vrai, était fini depuis quelque temps déjà. Les mouettes du port d'Anckland ne s'y étaient d'ailleurs pas trom-pées, s'installant dans les 22 mètres néo-zélandais pour un pique-nique improvisé. Leur repas ne fut troublé qu'une dernière fois par Pierre Berbizier, aplatissant à l'ultime minute au pied des potesux un essai qui récompensait, sous les applaudissements d'un public bon enfant, le panache des joueurs français.

#### à plaquer, illustrée par Pierre Beropérationnelle de l'avion dérivé. Qu'il bizier s'agrippent courageusement à Wayne Shelford, a permis

Un rendez-vous ambitieux

'AVION de combat dérivé du « démonstrateur » Rafale et l'air et à l'aéronavale françaises devra entrer en service opérationnel en 1996. C'est la date que le gouvernement a fixée et qu'il assigne de especter aux services techniques et aux industriels. Sur ce point particuller du programme Rafale, où il était traditionnel déjeuner officiel en l'honneur des quatre mille invités du Salon international de l'aéronautique au

Bourget, M. Chirac est catégorique. En arrêtant cette date de 1996 et en déclarant que ca nouvel avion de combat doit satisfaire aussi bien l'armée de l'air que l'aéronavale, M. Chirac réaffirme solennellement ce qu'il avait indiqué, au début de l'année, à Toulouse lorsqu'il était venu faire le point, avec les industriels, des différents dossiers, civils et militaires, qui concernent l'activité aréronautique en France. Mais cette réaffirmation de la politique française en la matière revêt une grande importance, aujourd'hui, tant les constructeurs du Rafale s'inquiètaient, depuis, des tergiversations observées au ministère de la défense sur le sort du projet.

Avant de se prononcer sur un programme de développement, jusqu'à l'industrialisation, qui représente une dépense estimée à 35 milliards de francs, le ministre de la défense M. André Giraud. a voulu s'assure que le Rafale ne serait pas le modèle le plus perfectionné d'une gamme d'avions de combat de l'actuelle génération mais qu'il serait, au contraire, le premier modèle d'une série d'avions relevant de la génération du troisième millénaire. Cette carantie était d'autant plus nécessaire que la technologie, en ce domaine de l'aviation de combat, avance plus vite que tous les budgets militaires. La construction en série de trois cents à trois cent-vingt Rafale, pour l'armée de l'air et pour l'aérona vale, est évaluée à environ 140 milfiards de francs, qui s'ajoutent aux dépenses dites de développement.

On comprend dès lors que le ministère de la défense ait voulu avoir toutes les garanties que les techniques nouvelles, requises par le Rafale, soient au rendez-vous avant de fixer une date de mise en service

Attentat contre un parc de loisirs dans le Var. - Trois charges d'explosif, dont certaines évaluées à 5 kilos, ont provoqué, vendredi matin 19 juin, d'importants dégâts dans le parc de loisirs en construction Aqualand à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), Deux autres charges n'ont pas fait explo-

Une piscine a été détruite ainsi que des locaux administratifs, mais les dégâts, en cours d'évaluation, ne devraient pas empêcher l'ouverture

s'agisse du radar, des systèmes d'armes, des contre-mesures et des réacteurs, tout devra donc être prêt, avec la cellule du Rafale, pour une date somme toute assez rapprochée. Ce n'est pas une mince affaire que de mener à bien la réalisatin d'un programme d'avion aussi ambitieux dans moins d'une décennie.

#### Le contentieux de la marine

Le premier ministre, cependant, demeure silencieux sur un autre aspect du problème qui continue d'être un contentieux entre Giraud et les industriels. M. Chirso, en effet, n'a fait aucune allusion à la succession des avions d'interception de l'aéronavale, les Crusader, dont le remplacement devrait intervenir en 1993, soit trois ans avant la mise en service du Rafale dans sa version destinée aux porte-avions. Avion polyvalent, le Rafale est prévu pour prendre la suite des appareils d'attaque Étendard et Super-Etendard, comme celle du Crusader.

A la différence du remplacement des Etendard et des Super-Etendard qui est attendu pour la fin du millénaire, la succession du Crusader ne souffre aucun retard. C'est la raison pour laquelle la marine, constatant que le Rafale ne serait pas prêt avant 1996, a conçu le projet d'acquérir, entre seize et vinot avions F-18 de construction américaine. Au grand dam, bien sûr, des constructeurs du Rafale qui estiment que cette acquisition serait un camouflet pour l'ensemble de l'industrie aéronautique française contrainte, d'autre part, de se battre contre les Américains à l'exportation.

La question est à l'étude, se contente-t-on de dire au ministère de la défense. M. Chirac ne tranche pas davantage, à l'instar du président de la République qui avait, lui aussi, rappelé la nécessité de respecter la date de 1996, lors de l'inauguration du salon du Bourget, la semaine dernière, sans entrer dans le détail du remplacement des avions Crusader

On notera, enfin, que le premier ministre lance un vibrant appel en faveur de la coopération européenne sur le Rafale. Cet hymne à la collabo-Pays-Bas, la Norvège et le Danemark qui ne sont pas engagés, pour l'instant, dans le programme Eurofighter concurrent où sont associés le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne fédérale. Là aussi, M. Chirac rejoint M. Mitterrand qui avait, précédemment, proposé que des pièces communes aux deux avions, notamment l'électronique, scient produites en totale coopéra-

JACQUES ISNARD.

LEMONDE • diplomatique

DOSSIER

LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LE MONDE

NUMERO DE JUIN - EN VENTE PARTOUT

# Un entretien avec le président de l'International Board

# Albert Ferrasse: et maintenant l'Afrique du Sud

Le jeu inventé en 1823 par William Webb Ellis sur les pelouses du collège de Rugby évolue lentement. Il a fallu plus d'un siècle et demi pour que soit organisée la première Coupe du monde d'ovale à XV. En dépit des résistances traditionnelles de l'International Board - club à l'anglosaxonne plutôt que fédération sportive – son actuel président, le Français Albert Ferrasse s'appuie sur les résultats de la première démonstration aux antipodes pour proposer un programme, dans un entretien avec notre envoyé spécial : tournée européenne en Afrique du Sud, interdite de Coupe du monde pour cause d'apartheid; paiement d'un manque à gagner aux joueurs...

- La Nouvelle-Zélande, c'est la

référence », avait coutume de dire

Opiniâtre

Menés 9-0 seulement à la mi-

temps, les joueurs français ont-ils

pu croire un seul instant à la pos-

sibilité d'une victoire? Même

lorsqu'ils revinrent au score (9-3)

grâce à une pénalité réussie de

Didier Camberabero à la

Ils avaient perdu beaucoup de force à défendre en première mi-

temps, consignés dans leurs vingt-

deux mètres par les coups de pied

techniques de Grant Fox et le

déferiement des avants néo-

zélandais. L'opiniâtreté tricolore

de maintenir un semblant d'équi-

Bien que confortablement

dossés au vent, les All Blacks

n'avaient en effet marqué leurs

premiers points qu'à la faveur

d'erreurs françaises. Un coup franc joué par David Kirk avait

permis à Fox d'inscrire un drop à

la 14º minute. Trois minutes plus

tard. l'ouvreur néo-zélandais ten-

tait un autre drop. Contrée par

Eric Champ, la balle était man-

quée par Patrice Lagisquet sur la

ligne d'en-but. Une aubaine pour

Michael Jones, qui surgissait et

marquait un essai transformé par

libre au tableau d'affichage.

l'entraîneur français.

44º minute?

AUCKLAND de notre envoyé spécial

« En tant que président de l'International Board, quel bilan tirez-vous de cette première Coupe du monde ?

- C'est une réussite totale pour le rugby. Il est bon que les petits pays rencontrent les grands. C'est un facteur de progrès. Notamment dans les pays où le rugby ne reçoit aucune aide pour son développement sous prétexte que ce n'est pas un sport olympique.

» Pour le tournoi final, en revanche, je militerai pour une compétition restreinte entre huit équipes. Une compétition de six semaines c'est trop long.

- L'Afrique du Sud a été le grand absent de cette première édi-tion sur invitation. La Coupe du monde peut-elle conserver sa crédi-bilité en continuent d'ignorer l'une des plus grandes nations du rugby, bre du Board de surcroît ?

– Je suis scandalisé par l'absence de l'Afrique du Sud. Les sportifs en général, et les rugbymen en particulier, ne sont pas responsables de la politique des États. Quand l'ai noué des relations sportives avec l'URSS et Israël, je ne suis pas devenu communiste ou sioniste pour autant. Le sport est un moyen de rapprocher les gens. Il est minable qu'on ne veuille

» Les mouvements anti-apartheid sont nécessaires. Mais quand je les rencontre je leur dis de ne pas aller trop loin, de ne pas oublier qu'il y a une évolution en Afrique du Sud. Quand j'ai rencontré Pik Botha je lui ai dit ce que je pensais. Je crois qu'il fant lutter contre leurs excès mais il faut aussi chercher à les aider. C'est ce que j'ai fait à mon niveau en incluant Bourgarel, un joueur de couleur, dans une tournée de l'équipe de France. Puis en exigeant de jouer contre des équipes

» Lors de notre dernière tournée à Bloemfontain dans la province la plus raciste du pays, cela nous a valu de jouer devant 5 000 spectateurs au lieu des 50 000 lors de notre précédente venue. Les Blancs avaient boycotté le match. En revanche, au Cap, où les mentalités ont davantage évolué, tout s'était bien passé.

multiraciales

- Au début de la Coupe du monde on a parié d'une possible tournée pirate en Afrique du Sad. Des joueurs français auraient été contactés. Quelle est votre réac-

- C'est bidon. En tout cas les

Français n'y seraient pas allés sous peine de ne plus pouvoir jouer à leur retour en France. Nous sommes une fédération amateur et nous respectons les règles de l'amateurisme. » Mais je souhaite personnellement qu'une tournée soit officiellement mise sur pied, composée de joueurs, tous volontaires bien sûr,

venant des nations britanniques et de France. Ce serait mieux qu'une » La succession de mon ami Danie Craven, l'actuel président de la Fédération sud-africaine,

m'inquiète. Son successeur aura-t-il

sa sagesse? Quand on est isolé, le

dos en mur, on est tenté de faire des folies. Or les Sud-Africains ont de Pargent. Ils pourraient faire sauter

A propos de l'argent et du rugby, certains prétendaient que rien ne serait plus pareil après la Coupe du monde.

An contraire, le déronlement de la Coupe a apporté des arguments à ceux qui, comme moi, pen-sent que le rugby doit rester un jeu et qu'il ne faut pas en faire un spectacle. J'ai vu la finale du jeu à XIII à la télévision australienne. Elle s'est jouée en quatre parties à cause des écrans publicitaires. Il y avait des majorettes, et des projecteurs sui-vaient chaque joueur à son entrée sur le terrain. Mais la qualité du jeu était nulle. A la réflexion je crois que le Tournei des circu entiers luique le Tournoi des cinq nations Inimême y aura gagné une saveur nou-

» En ce qui concerne le profes-sionnalisme, les joueurs en France ne sont pas payés. En revanche, je suis favorable au paiement de leur manque à gagner. Le rugby ne doit pas faire gagner d'argent aux quenrs mais il faut que ceux qui n'en ont pas puissent y jouer. Pendant cette Coupe du monde, j'ai eu des soucis. Dubroca et Tolot sont. agriculteurs : comment faire tourner 'exploitation pendant leur absence? Haget est représentant : qui va démarcher ses clients lorsqu'il est en Nouvelle-Zélande?

- Quand je leur parle du manque gagner, les Britanniques croient que la foudre leur tombe sur la tête. Je me battrai pour que cette notion de dédommagement soit acceptée et j'y arriverai. Par le passé, outre mon lmission au sein du Board, j'ai déjà obtenu que les arbitres internationaux soient neutres, puis que les joueurs blessés soient remplacés. Cela m'a pris chaque fois plusieurs années mais la ténacité à payé. Si je veux que le projet passe je peux le proposer, mais je sais qu'il faut le er mijoter. >

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BOZONNET.

# Frustrant

Battu, le XV de France l'était sens doute avant d'entrer sur la pelouse de l'Eden Park. Car il avait à expier aux antipodes une vilénie commise à Nantes, catte victoire honteuse férocement arrachée aux All Blacks en tournée, qui avait laissé un arrière-goût de sang. Et une volonté immodérée de revenche chez les Néo-Zélandais. La punition est donc tombée. Lourde. Sans pardon. Il n'y avait qu'à subir.

Et les Français ont fini par accepter la défaite quand Pierre Berbizier a fait jouer une pénalité à la main. Le score était de 19-3 en feveur des Néo-Zélandais. Il ne restait plus aux bleus qu'un petit quart d'heure pour faire le spectacle. C'était bien la meilleure manière de tirer leur révérence, de partir avec les hon-neurs, de couler avec penache. De mettre une note de couleur

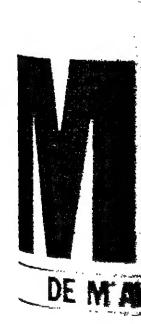
Car les All Blacks ont confisqué le ballon, ont exproprié les Français de catte finale. Les hommes de David Kirk ont conquis le trophée William Welb Ellis comme les premiers colons anglo sexons ont conquis leur terre. Avec obstination. Avec

Ce rugby-là n'a pas de gén particulier. C'est un jeu de défricheurs qui gegnent mêtre per mêtre sur une neture hostile. C'est un jeu de conquérants qui ne craignent rien ni personne. Il set l'efficacité à l'état brut.

Mais cela n'était pas une surprise. La confirmation piutôt de l'extraordinaire collection de talents individuels réunis par Brian Lochore, mise au service d'un système de jeu très sûr. L'aboutissement d'une implacable logique dans un sport qui

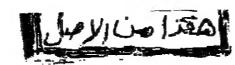
Et contre cela, Jacques Fourroux n'avait pas grand-chose à opposer puisque le seul fait d'être en finale avait comblé tous les vœux de son équipe. Si bien que ce fut un règlement de comptes à sens unique, une démonstration unilatérale. Trop pour que ce match entre les deux mellieures équipes présumées sur terre n'ait pas été finalement frustrant. Décidement, les All Blacks ont trop fait main basse avec trop de facilité sur cette première Coupe du monde.

ALAIN GIRAUDO.



The Park of the





# Le Monde

# Retour à Nancy

Le Monde a publié le 2 mai dernier un supplément de seize pages consacré à « Nancy, ville au futur ». Des lecteurs nous ont signalé des initiatives intéressantes et nous ont fait part de leurs réactions.

300 hectares à reconquérir

# L'avenir est sur le canal

S I le technopôle de Nancy-Brabois est l'image même du dynamisme retrouvé de résultats dans une campagne la ville vers l'extérieur, une énorme opération de reconquête de la cité sur elle-même est en train de débu- sa vieille ville. Un type d'action ter à quelques centaines de mètres qui est commun à de nombrenses de la fameuse place Stanislas, grandes agglomérations. Mais, « Entourée de collines, Nancy ne dispose en effet que d'un territoire relativement exigu, environ 1 500 hectares presque entièrement urbanisés », résume André Rossinot, maire de la ville.

La chambre des métiers de

Mourthe-et-Mosaile vient d'inno-ver en matière de création d'entraprises puisqu'il auffit à n'importe quel candidat potentiel de prendre son ministel et de pla-

noter le 3615 suivi du code d'accès ACCT (Artisan, créataur, conseil, télématique). Réalisé

avec l'aide du conseil général de Mourthe et Moselle, ce serveur

est orique en France. Il donne immédiatement réponse au créa-teur d'entreprise potentiel qu'il

2000

and the second

Section 1997

-47.5

45

..... \$ .<sup>4</sup>.

Minitel pour artisans

patiente de ravalement de façades et de rénovation des logements de compte tem de son enclavement, Nancy devait voir plus grand avec tous les risques politiques que cela comporte. Une opération d'enver-gure vient ainsi de démarrer entre le canal de la Marne au Rhin et la

s'agisse de choisir la forme juridi-

que de sa future entreprise, le remboursement d'emprunt ou le

Invité par Gérard Degron, le

nouveau président de la chambre

des métiers, le ministre Georges Chavannes, chargé du com-

merce, de l'artisanat et des ser-

vicas, est venu inaugurar ce sar-

veur crée à Nancy mais qui, per

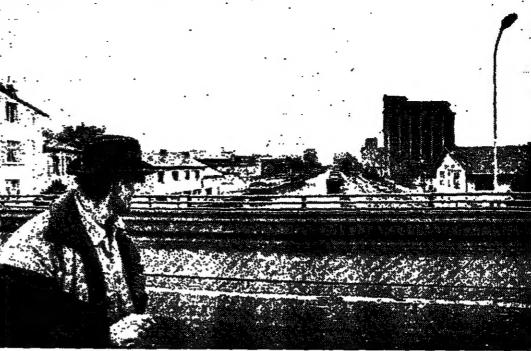
le biais du minitel, est désc

calcul des charges sociales.

Aussi Nancy s'est-elle lancée Meurthe, partie intégrante mais avec pugnacité et désormais avec semi désertique du centre de la

Près de 300 hectares, qui consti-tuèrent pendant des décennies la plus grande zone d'activité nan-céieme. Il faut toutefois remouter au siècle dernier pour comprendre cette prospérité. C'est là que se construisit en 1870 le canal, puis peu après la voie ferrée. Nancy trouve là un axe de communication d'importance. De nombreuses industries s'y installèrent. Entre les entrepèts et les industries, à la manière des corons, de petites mai-sons d'ouvriers bouchèrent les interstices. Massif, fruit d'une urbanisation anarchique tributaire de la naissance des industries du début du siècle, le quartier devint progressivement une sorte de zone-bouchon interdisant l'expansion de la ville vers l'est. Mais l'activité du quartier déclina progressivement. Il constitue désormais un cinquième de la superficie de la ville et n'abrite plus qu'un vingtième de la

Devant l'énormité de la tâche de rénovation à accomplir, une sorte d'inertie toucha le secteur. Aucun investissement municipal n'y fut



fait entre 1914 et 1970. Au contraire, le district urbain en s'étendant a «enkisté» cette partie de la ville vouée en grande partie aux friches industrielles. Enfin, tout comme la place Stanislas proche sonstruite un nilotis le zone che, construite sur pilotis, la zone était marécageuse. La portion de la Meurthe la traversant n'étant pas « domestiquée », les petites inondations y étaient fréquentes. Les Nancéiens gardent toutefois en mémoire les grandes crues de 1983, qui ont plongé certains quar-tiers de la ville sous plus de deux

#### « Léthargie active >

« Il était indispensable d'avoir une stratégie globale, mais de ne une strategie giovale, mais ae ne pas tout figer dans un grand pro-jet déstnitis, donc de progresser par étapes », commente Claude Gaillard, président du district urbaia de Nancy qui regroupe les 306 000 habitants des dix-sept communes constituant l'agglomération nanchienne

Commencée il y a quelques mois, la première étape consistait tout logiquement à remodeler le trajet de la Meurthe qui, dans cette partie, balafre Nancy sans que la ville en tire d'autres bénéfices que les inondations. «Nancy doit mointanent c'autries unes l'actuelles mointanent c'autries unes l'actuelles que les inondations el la comment de la commen doit maintenant s'ouvrir vers l'eau et en cultiver le charme », explique André Rossinot en commentant l'aménagement des abords du canal en promenade et la mise en forme d'un port de plaisance.

Pour revivisier le quartier, de grosses infrastructures doivent s'implanter sur l'espace dit « Stanislas-Meurthe », premier Bot rénové. Le futur hôtel du conseil général de Meurthe-et-Moselle et vraisemblablement la reconstruc-tion de l'école d'architecture trouveront là leur place. Enfin une salle polyvalente de spectacle de 3 500 places complétera l'ensemble sur l'espace dit . Sébastion-Lepege ». « Mal emmanché admi-nistrativement », pour reprendre l'expression de certains élus, le pro-jet de la salle (esthétiquement discuté par ailleurs) confié au célèbre

L'accord entre la Fédération des villes jumelées et le district urbain

actuellement en « léthargle active ». « Même si nous devons reprendre la procédure au point de départ, Nancy aura sa salle de 3 500 places, résume le maire. Ce n'est d'ailleurs qu'un élément parmi tant d'autres de l'opération « Meurthe-Canal » qui, à bien des égards, est beaucoup plus com-plexe. Nous voulons faire d'une cone en cours de désertification un trait d'union entre le centre-ville et l'extension de l'agglomération vers

Aidée par les deux mille emplois générés par Nordon, CGEE Ais-thom et les Moulins Vilgrain (Moulins de Paris), cette zone cri-tique devrait bénéficier d'un pre-mier ballon d'oxygène avant 1990 avec la concrétisation du premier îlot de rénovation. Mais le méca-nisme enclenché continue sur les 300 hectares de l'espace «Meurthe-Canal» jusqu'à l'horizon 2000. Un programme de mille à deux mille logements, des zones à vocation tertiaires, voire indusce programme de fin de siècle.

JEAN-LOUIS BÉMER.

# DE M'AVOIR INVENTE LE FUTUR



**L**u 3º millénaire, cet enfant sera homme de décision. Et pour satisfaire à ses projets d'Avenir, chaque jour nous anticipons et nous lui inventons le Futur. Chaque jour, nous innovons et nous perfectionnons nos approches, nos produits, nos services et nos équipes. Notre objectif: consacrer notre temps au conseil des clients et leur offrir le meilleur service.

A Nancy, nous y parvenons.

A Nancy, nous inventors

Caisse d'Epargne Ecureuil de Nancy

le Futur.

# Une capitale pour le monde de l'eau stages de formation continue qui

TANCY, ville d'eau. Qui le croirait? Pourtant, c'est une réalité depuis 1984 lorsque la Fédération mondiale des villes jumelées s'est associée à la ville de Nancy et au district urbain de l'agglomération nancéienne pour constituer l'agence de l'eau des cités unies. Là encore, le potentiel scientifique de Nancy a joué à fond puisque ses universités et grandes écoles
proposent trois diplômes de troisième cycle dans ce domaine: DEA « cau et géologie », DEA « cau et aménagement régional » et DEA « réalisation d'unité industrielle ». De plus, plus de trois cents cher-cheurs nancéiens travaillent dans le

## Nancy

et NAN.CLE. Nancy, centre international de l'eau baptisé NAN.C.I.E., s'appuic donc sur sa connaissance des techni-ques de pointe afin de valoriser à l'échelon international le potentiel nancéien. « Dans cet esprit, de nombreux liens de coopération sont éta-blis avec de nombreuses villes africaines, un contrat a notamment été signé avec la ville d'Alger pour l'établissement d'un diagnostic sur l'état de son réseau d'assainissement, commente le sénateur Richard Pouille, président-fondateur du NAN.C.L.B. Les relations avec les organismes internationaux sont permanentes dont l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations

Car l'eau, pour liquide banal qu'elle paraît, n'est pas sans poser de plus en plus de problèmes. Désor-mais en Europe comme ailleurs, l'équation se pose en termes d'ali-mentation et de qualité des eaux distribuées par les réseaux publics, de connaissance de l'activité bacté-rienne, d'études globales des réseaux d'assainissement, de traitement des caux usées sinon de valorisation des boues résiduaires des stations d'épu-

également celle des piscines vers lesquelles vont bientôt se ruer en nombre les Français. - Treize années d'expériences en matière de qualité de l'eau de distribution publique et d'eau de piscine m'ont amené à constater que les collectivités locales ne zont pas suffisamment formées ou informées -, résume Michel Morlot du laboratoire d'hygiène et de recherche en samé publique de la faculté de médecine de Nancy qui vient d'animer le premier stage de formation « piscines publiques ».

Les travaux des spécialistes déboucheront prochaînement sur l'établissement d'une sorte de cahier des charges » de la piscine.
« Nous avons réussi à faire du centre international de l'eau de Nancy un lieu privilégié d'échanges et de réflexion qui aboutit en outre à un développement d'une politique sui-vie dans le domaine des transferts de technologie », résume Claude Gaillard, président du district urbain de Nancy et actuel président de NAN.C.I.E.

#### Face aux pluies acides

Ainsi un nouveau procédé d'optimisation de techniques d'épuration biologique de l'eau, « BIOLIFT », conçu par deux chercheurs nan-céiens, est-il en cours d'expérimentation à la station d'épuration du district urbain de Nancy à Maxéville grâce à un cofinancement du NAN.C.I.E., de la régiou lorraine et de l'agence financière de bassin Rhiu-Meuse. Cette avant-première va déboucher sur l'industrialisation de « BIOLIFT ».

Enfin face au problème crucial que posent les pluies acides, NAN.C.I.E., l'association pour la prévention des pollutions atmosphé-riques et le laboratoire de géogra-phie physique de l'université de Nancy-II ont décidé de regrouper Autant de thèmes décortiqués et Nancy-II ont décidé de regrouper conceptualisés parmi les trente et un leurs laboratoires de mesure et de

recherche dans les mêmes locaux. seront mis en œuvre par NAN.C.I.E C'est une manière de renforcer le durant l'année 1987. L'eau, c'est une manière de renforcer le durant l'année 1987. L'eau, c'est une manière de renforcer le durant l'année 1987. L'eau, c'est une manière de renforcer le durant l'année 1987. potentiel d'information à la disposition des spécialistes qui étudient ce phénomène menaçant pour le massif vosgien tout proche mais également les massifs forestiers européens. - NAN.C.I.E est aujourd'hui présent sur quatre continents et dans plus de trente pays », conclut non sans satisfaction son directour. James Cheron.

#### Nos lecteurs ont la parole

J'ai été très intéressée par le supplément du Monde sur . Les villes au futur : Nancy. . Par contre, j'ai bondi lorsque j'ai lu, dans l'article sur l'école de Nancy, que Bitche se trouvait en Alsace! Bitche se trouve en Moselle, près de Sarreguemines, et par conséquent en Lor-raine. Je suis Lorraine et c'est une erreur que je tenais à recti-

## M. DURAL-MARCELIN

J'ai à plusieurs reprises demandé au Monde de bien vouloir faire apparaître sur les cartes qu'il publie toutes les infrastructures de transport, et en particulier les voies ferrées, qui sont souvent oubliées.

La publication du plan de Nancy (22 mai 1987, supplé-ment, page 2) m'amène à rétiéautoroutes, aéroport et même les canaux y sont figurés, mais on cherche en vain voies et gare SNCF.

Pourrez-vous m'expliquer cet ostracisme anti-rail autrement que par un consormisme contemporain qui oublie le train s'il n'est pas TGV? Mais ce n'est pas pour son conformisme que j'achète et lis le Monde.

G. CHARMANTIER (Montpellier).

# Les pieds dans le meuble

Créée en 1955. la Documenta de Kassel est devenue la manifestation d'art contemporain la plus prestigieuse, dont on attend toujours des révélations. Celle de 1987 est-elle à la hauteur de sa réputation ? nante y était confortée.

Qu'une édition de la Biennale de Venise laisse à désirer, ce qui est souvent le cas, après tout ça n'est pas dramatique : il y a Venise ; mais que la Documenta de Kassel soit ratée, c'est plus embêtant, car Kassel, qui est loin, en Hesse, à la frontière de l'Allemagne de l'Est, quoi qu'en disent les prospectus touristiques, n'est pas ville à procurer 'immenses joies culturelles, à l'exception des Rembrandt du châ-teau de Wilhelmhobe.

Or cette huitième édition de la Documenta est plutôt ratée, malgré de louables intentions, malgré la tentative de relancer le bon vieux débat autour de la fonction sociale de l'art qu'elle ramène après des années d'oubli sur la scène internationale. Las! Avec trop peu de pièces sans conviction, trop d'œuvres de moindre importance, trop peu de rigueur dans les choix pour donner l'euvie d'envoyer cet été ses amis à Kassel.

Pourtant, on l'attendait, sinon avec impatience, en tout cas avec curiosité, cette Documenta, en se demandant de quel bois elle allait se chauffer pour rester à la hauteur de sa réputation de « Mecque de l'art contemporain ». A travers les déclarations de Manfred Schneckenburger, son directeur, on savait qu'elle ne tenterait pas de faire un bilan de la création au cours des années écoulées depuis sa précédente édition, qu'elle ne serait ni théorique ni thématique, mais que, tout bien considéré, elle « mettrait en perspective » des rapports nouveaux que les artistes entretiennent avec l'espace social, et qu'elle serait très différente de la Documenta 7. Ce qui est beaucoup plus avoir été conçue contre cette dernière qu'en tenant réellement compte de la situation de

C'est bien le problème de la grande machine-exposition qui, talonnée de partout, ne peut plus jouer comme naguère son rôle de premier informateur en matière de nouveauté, pas plus qu'elle ne peut couvrir tout le champ désormais éciaté de la création, et a commencé à se rabattre sur elle-même, et, pour faire événement, s'est inventé des mises en scène spectaculaires (comme en 1982, wagnérienne en diable), ou des mises en perspective comme cette fois, mais cette fois sans grand spectacle.

CINÉMA

Deux animateurs

Gérard Jugnot

et Jean Rochefort

sont magnifiques.

faites d'abandons.

Patrice Leconte

sur ces vies

de jeux radiophoniques

porte un regard doux-amer

Ils sont deux. C'est déjà ça. C'est même tout. Michel Mortez (Jean

Rochefort), animateur de jeux

radiophoniques pour ménagères à

l'heure du frichti, et son chauffeur,

Rivetot (Gérard Jugnot); deux à

sillonner la France à bord de leur

break-emetteur, de bled en bled,

d'hôtels minables en restaurants à

prix modérés, reliés par le seul télé-

phone à la direction parisienne, loin-

taine, anonyme. Mortez s'appelle

Morteau en fait mais il a pris le pro-

fil argentin, cheveux gominés, mous-

tache fine et teinte, en rateau, pour

séduire les braves gens de ville en

ville avec ses questions, rouges ou

bleues, à 1 000 francs ou à

100 francs, ses super-bancos. Cela

fait vingt-cinq ans qu'il est jeune et

enthousiaste, qu'il s'écrie chaque

jour, sur le coup de midi : « Chers

amis, bonjour! ou quelque chose

d'approchant, devant une foule de

plus en plus maigre, une vingtaine

de retraités à qui Rivetot vient

d'expliquer le moment d'applaudir

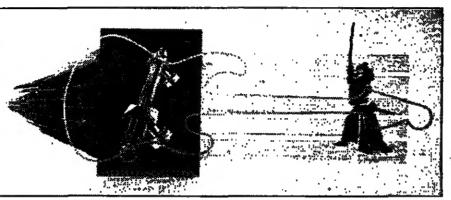
et celui de se taire.

sillonnent la France :

La Documenta 7, sous la respon-sabilité de Rudi Fuchs, l'ancien directeur du musée d'Eindhoven, célébrait la peinture et par-dessus tout la peinture néo-expressionniste allemande, parlait de l'art avec un grand A, lui donnait du panache, le mettait sur un piédestal, l'envoyait tout droit au musée, ou sur le marché. C'était agaçant, injuste et plein de partipris, mais l'image d'une création, certes, passablement embrouillée, mais riche et foisonl'hommage de César à Picasso, revu et corrigé après passage à Avoriaz. Kiefer, dans sa salle, a de beaucoup plus nobles façons. Richter anssi, dans ses éclats de lumière aveuglante, et même Fischl, un peintre qui peint bien des scènes de la vie conrante, à l'américaine, où psychanalyse et brosse à dents font bon

Pour le reste, à savoir le plus gros installations, photos, vidéos et sculptures balançant entre la récu-pération de déchets, dans une opti-

faveur du post-modernisme, mêlan styles, citations du passé et haute technicité, d'où il ressort parfois d'amusantes propositions comme celles de Sottsass, pimentées d'exo-tisme. Des architectes, enfin, et non des moindres (comme les designers, d'ailleurs) qui, d'Isozaki à Hollein, ont été, en tant qu'anteurs de musées, invités à présenter leur idée du musée idéal, sans autre contrainte, pour une fois, que de tenir dans 25 mètres carrés, où ils se sont sûrement bien amusés à multi-



Robert Longo Overdrive >

La Documenta de Manfred Schneckenburger ne conforte, à vrai dire, aucune image de cet ordre, bien au contraire. Elle rejette les extravertis de la brosse et l'affichage d'histoires personnelles, tâtonne, dérape, cherche une porte de sortie instement intermédiaire entre le marché et le musée, beaucoup plus honnêtement : elle décloisonne l'art, inscrit la vidéo, les installations, les peformances à son programme, et le design, et l'architecture, et le son. Et envoie la sculpture se frotter à l'espace urbain. Le résultat est un pen triste, désenchanté. Comme si l'art était en pleine impasse. Ce qui n'est peut-être pas faux. Mais tout

> Des œuvres qui sonnent creux

Tant pis pour la peinture, dont il ne reste que quelques vestiges au Fridericianum, l'austère musée du dix-huitième siècle, où a toujours lieu l'exposition centrale. Elle y est prise, et comment, sous le signe de l'emphase entre, par exemple, Bob Morris dont les orages nucléaires au pastel engendrent leur poids d'ossements calcinés aux lieu et place du cadre massif des tableaux éclatés, et Robert Longo qui use des moyens les plus « tocs » pour répondre à l'agression par l'agression, et met des images d'engins de mort technologiquement très aboutis et plastiquement semblables à des panneaux publicitaires, en vis-à-vis d'un zombie de bronze qui fait penser à

« Tandem », de Patrice Leconte

Chers amis, bonjour!

fond de lui il le sait mais ne le recon-

naîtra jamais. Plutôt crever. Rivetot,

de son côté, n'a que Mortez à admi-

rer : son mariage fout le camp, il est

toujours parti avec ce grand esco-

griffe, quelle femme supporterait cela? Quelles femmes, du reste,

voudraient longtemps de l'un ou de

l'autre? Il y a belle lurette qu'ils

n'ont plus d'attache, plus l'un que

Une douce

haine

Rivetot repasse les chemises de

Mortez, prépare ses apparitions, ses

sorties, lui épargne le pire surtout : une certaine lettre, de Paris, qui

signifie la fin du bail, de l'émission

éternelle, dépassée; une lettre qui

tuerait Mortez. Et l'entretient

comme il peut dans l'Illusion, lui fait

ses piqures, partage (économie

oblige) sa chambre à deux lits. Pas

la moindre ambiguîté dans leurs rap-

ports, du reste. Ils sont chastes entre

eux, comme avec le beau sexe. Mor-

tez, invité à la table d'un groupe de

crétins notables, fait la conquête

d'une bibliothécaire sympathique

qui, un instant, lui ouvre les portes

d'un autre horizon, comprend qu'il

vaut mieux que ce qu'il paraît. Il est

Rivetot tombe, avec une chance

rare, sur une délicieuse serveuse

d'hôtel (l'adorable Julie Jézéquel, à

qui l'on dirait bien deux mots en

privé), qui brûle les étapes avec une

trop fatigué.

Mortez est une vicille star, an audace déconcertante. Il ne peut

que néo-nouveau réaliste (Baquié, en bien) et la mise en boîte, en coffre et constructions mentales maximalistes, on est assurément saisi là encore de messages d'urgence, de destructions imminentes par tous les moyens, mais au fil d'un percours souvent traversé d'œuvres qui sonnent creux ou faux, occupant pour-tant les meilleures places. A commencer par la caravane aux roues de béton de Collyer et les entonnoirs d'Ecker. Aussi on est tenté de prendre le large, après avoir salué quelques anciens : de Beuys, dont le fantôme hante toute la Documenta, à l'autre Richter, celui des crânes alignés sous un soleil sans merci, mais qui sont sans surprise. Comme sont sans surprises quantité de prestations d'artistes inconnus ou peu ıs, qu'il était tout de même bon de sortir de l'ombre.

> Designers en folie

A l'Orangerie, bâtiment plus aimable, en bordure du parc Aue, sur la Fulda, la situation ne s'arrange pas tellement, où cette fois sont renvoyés face à face plasticiens, designers et architectes. Des plasticiens versant dans le design, parfois capables de mauvaises plaisanteries comme de vous balancer le dernier modèle de Mercedes sur plateau tournant (Leccia) ou d'accumule des quantités de rouleaux de tapis de sol (Liz Major). Des designera en folie, plus élitistes que les der-niers des plasticiens, jubilant de leur liberté individuelle retrouvée à la

quitter son spadassin du micro régio-

Ce qui est le plus beau dans ce

duo de grands acteurs (Jugnot, per-

ruqué et sans moustache, est d'un

naturel parfait, brave, dévoué, un

pen tarte, tellement moins simple

qu'il n'y paraît; Rochefort, le cals-

mistré, la paupière basse, le mépris

aux lèvres, hypocrite et mégalo-

mane), c'est la douce haine qui se

dégage à l'égard du genre humain,

présenté il est vrai sous son jour le plus niais et noir. On n'osait pas

espérer une aussi tendre et cruelle

hicidité de l'auteur des Bronzés.

Leconte a dû en voir de toutes les

couleurs avant de pouvoir nous

confier cette vision an grain sombre

et épais, en scope conleur, sur les

coulisses du petit théâtre de

l'homme, mais il a fait un chef-

Mortez finit en piètre animateur

de grandes surfaces, vieux et for-

tuné, même s'il a admis son piteux

destin. Il est quand même capable

de reprendre la route avec son Rive-

tot domestique, comme avant. Et ce

n'est pas si triste ce couple de ratés

magnifiques, plutôt émonyant. Ont-

ils d'ailleurs moins réussi leur vie

que tant d'autres avec leurs épouses

et leurs enfants ? Pas sûr. Rochefort

et Jugnot, en tout cas, et Patrice

Leconte avec eux, grâce à eux et

pour eux, rendent un hommage

superbe et inespéré au cinéma ita-

lien rose-amer, celui de Scola on des

MICHEL BRAUDEAU.

premiers Fellini, Encore.

plier les trous de voyeur dans les murs et les jeux de miroirs sans peut-être se rendre compte qu'ils enfonçaient des portes largemen ouvertes par les artistes conceptuels, il y a déjà pas mai de temps.

Troisième et quatrième étape de la Documenta : les sculptures dans le parc et dans la ville. Une vingtaine, avec des bons (Serra, Ruckriem, Karavan...) et quelques découvertes, comme les tentes de toile hypersophistiquées de Brummack, qui, de part et d'autre de la grande pelouse, mêle avec finesse bois des îles, marbre, ciment, poteaux de cases et câbles on ne peut plus performants, pour des séjours à l'abri de la pluie ou du soleil qui ne manquent pas de charme ; ou le nid de planches que le Japonais Kawamata est allé échafauder dans un bâtiment ruiné derrière le Fridericianum. Non loin de brée de mobilier urbain du centreville qu'a choisie Trakas pour y installer une énorme construction en bois brut avec pouts, passerelles et poteaux qui devraient amener les habitants de Kassel à s'interroger sur la qualité de leur environnement. Ce qui est bien, mais donne aussi à penser que cette Documenta, déci-dément, a quelque chose de provin-

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Notamment dans le Monde du

de la musique

★ Kassel, jusqu'an 20 septembre Catalogue (en Allemagne): 90 marks.

## Fête

Inaugurée en 1982, la Fête de la musique est entrée dans les mœurs. Le ministère de la culture, par un impératif «Faites de la musique!», tente régulièrement de réveiller les bonnes voloutés. Les professionnels, en principe, en font toute l'année. Ce n'est donc pas tellement à eux que l'injonction s'adresse, sinon, par le biais des concerts gratuits, pour «faire (écouter) de la musique» à ceux qui n'en entendent pas assez. Les musiciens visés sont les ama-

Les musiciens visés sont les amateurs, ceux qui, ayant étudié un instrument dans un conservatoire, l'ont délaissé un peu ou totalement, une fois entrés dans la vie profession-nelle (98 % des élèves, nous disent les statistiques), faute de temps ou d'occasions.

On « verra » néanmoins beaucoup de musiques. Dresser la liste des de musiques. Dresser la liste uca manifestations les plus marquantes, même en éliminant les défilés de majorettes, découragerait le lecteur. On peut se renseigner au 42-56-45-14 ou, plus simplement, se mettre à sa fenêtre, éconter d'où vient la musique et y aller voir.

Puisque cette année la Fête a lieu un dimanche, elle commence des le matin sur les quais, dans les gares, de préférence des endroits abrités, c'est plus sûr. Plus de cinquante pays se joignent à la France pour cette Fête, par l'intermédiaire des radios et des télévisions.

• Précision. -- Rendons à Lenotre ce qui lui appartient. L'historien qui signait « G. Lenotre » ne s'est jamais prénommé Gaston comme il a été indiqué dans les colonnes du Monde (le 18 juin), ni Georges comme le pensait Georges Duhamel qui lui succéda à l'Académie francaise, Lui-même, nous signale un lecteur, se plaignait qu'on l'appelât Gustave. G. Lenotre s'appelait en réalité Louis-Léon-Théodore Gosselin, le « G. » n'étant que l'initiale de son véritale nom.

La mort de Michel de Saint Pierre

# La sainte colère d'un traditionaliste

L'écrivain Michel de Saint Pierre est mort le vendredi matia 19 juin, dans son château de Saint-Pierre-du-Val (Eure), des suites d'une récente opération. Il était âgé de soixante et onze ans. Dans ses dernières volontés, rédigées le 11 juin, Pécrivain déclare: « Je meurs dans la fidélité à la tradition catholique, en union avec le siège de Rome et la Sainte Eglise romaine. » Ses obsèques auront lieu le mardi 23 juis, à 15 heures, en l'église de Saint-Pierre-du-Val.

« C'est la chienlit dans l'Église », s'écriait Michel de Saint Pierre lors d'un débat le 27 octobre 1976 à Lourdes, dans ces amées de déchi-rure pour l'Eglise de France, quand il emmenait en pèlerinage les batail-lons de son association, Credo, créée deux années plus tôt, pour défier les évêques réunis comme chaque année dans la cîté mariale.

Bons princes, les évêques le recevaient et écoutaient patiemment l'écrivain, traditionaliste impénitent plus qu'intégriste borné, impitoyable greffier de tous les manquements à la doctrine et à la discipline de l'Eglise qui ont suivi le concile et de tous les excès commis par un clergé progressiste qu'en 1964, dans les Nouveaux Prêtres, il avait comhattn.

Michel de Saint Pierre en a fait en 1976 la matière d'un livrepampilet, les Punées de Saian, dont Gilbert Cesbron, avec qui il rompit tant de lances, écrivait le 30 décembre de la même année dans les colonnes du *Monde*, qu'il était · un douloureux sottisier ». L'abandon du latin, la chute des vocations,

l'« anarchie » et la « débacle » intro-duites, selon lui, par les réformes de la liturgie et du catéchisme ulcéraient ce croyant sincère et fervent.

Il n'avait de cesse de proclamer jusque dans son dernier écrit — sa fidélité à l'Église romaine et au pape. Mais c'est le même homme qui demandait à Mgr Lefebyre, en rupture avec Rome, de présider son pèlerinage à Lourdes, allait à Ecône et se félicitait de l'occupation, en 1977, de l'église Saint-Nicolasrdonnet, dont il disait qu'elle était « un lieu où souffle l'Esprit ».

Aux élections européennes de 1979, il avait pris la tête de la liste de l'Eurodroite, précédant Jean-Louis Tixier-Vignancour et Jean-Marie Le Pen. Faute de moyens et d'entente dans l'extrême droite française, la liste se retira à la veille du

d'une pièce. Catholique authenti-que, esprit indépendant, c'est à Témoignage chrétien qu'il avait icé sa carrière de journaliste. Il avait rédigé des vies de sainte Bernadette (1954) et du curé d'Ars (1961). Dens Je reviendrai sur les alles de l'aigle (1975), il dénonçait itisme. Memtoute forme d'antisé bre de la LICRA, il ne cachera jamais son amitié pour Israël. Il mènera aussi le bon combat contre le « saccage » du patrimoine artisti-que des églises (Eglises en ruine, Eglise en péril, en 1973).

Michel de Saint Pierre laissera sans doute le souveair d'une Sainte Colère (1965), mais surtout colui d'un combat inspiré par une vision très partielle et subjective des changements apportés par le concile à la grande Tradition catholique qu'il

HENRI TINCO.

 $\mathcal{R}(\{q_{n}\}_{n=1}^{n}) = \|g_{n}\|_{L^{\infty}(\mathbb{R}^{n})} + \|g_{n}\|_{L^{\infty}(\mathbb{R}^{n})}$ 

TE AM

Terminal property of

de branch . . .

13 200

The Reserve

The Property of East

MARSON DAS

MEDICAL PARTY IN

Mass of the same

[Né le 12 février 1916 à Bleis (Loir-et-Cher), Michel de Grosourdy, mar-quis de Saint Pierre, comptait parni ses ancètres le maréchal Soult et le natura-liste Buffon, Après des études au collège Saint-Jean-de-Béthune, à l'Institut catholique et à la faculté des lettres de Paris, il s'était engagé quelque temps, en 1934, comme maneruvre aux ateljers métallurgiques des chantiers de la Loire, à Saint-Nazzire. Depuis 1965, il était maire-adjoint de la commune de Saint-Pierre-du-Val (Eura), où se Saint-Pierre-du-Val (Eure), où se trouve son châtean.

trouve son château.

Son premier ouvrage, Contes pour les sceptiques, publié en 1945, n'était pas déuné de qualités littéraires. Avant le roman les Aristocrates (la Table ronde) qui, en 1954, devait le faire commître d'un plus veste public, Michel de Saint Pierre avait notamment écrit un Essai sur le théâtre de Montherlant, et Bernadette et Lourdes (la Table ronde). Au fil de ses œuvres — plus de trente volumes — aliaient se confirmer des préoccupations proches de l'extrême droite et de la tradition catholique: Dieu vous garde des femmes ! Dieu vous garde des femmes l' (Denoës), les Nouveaux Aristocrates (Calmaun-Lévy, 1960), le Dernier Viking: La Varende, la Vie prodigiesse

du caré d'Ars, les Nouvence Prètres (la Table ronde, 1964, essai dans lequel l'auteur donne libre cours à son intégisme militant), Sainte Colère, Ces prêtres qui souffrent, le Drane des Romanov (trois tomes). Suivront les Fumées de Satan: doléances à nos évêques (1976, la Table ronde), Monsteur de Charette (1977), le Ver est dans le fruit, en collaboration àvec André fruit, en collaboration avec A Mignot, la Passion de l'abbé Del libre (1982, Albin Michel), le Source et la Mer (Poésies, 1984), les Cave-ties du Veld (Albin Michel, 1986).

liers du Veld (Albin Michel, 1986).

En man dernier, Michel de Saint Fierre avait publié la correspondance que hai avait adressée son consin Henry de Montherlant sous le titre: Lettres à Michel de Saint Pierre par Henry de Montherlant (Albin Michel, 1987). Peu avant sa mort, il avait remis aux éditions Albin Michel le manuscrit d'un roman. Michel de Saint Pierre avait aussi adapté, pour la scène, son roman les Ecrivains. Les Aristocrates lui avait valu le Grand Prix du roman de l'Accadémie française en 1955. Meis il avait échoué à deux reprises, en 1979 et en 1982, dans ses tentatives pour devenir accadémicien.]

Danse

Trisha Brown, Suzan Buirge

# Chorégraphies au féminin

Trisha Brown, après avoir dirigé un stage à Angers, vient de présen-ter Newark, une commande du CNDC, qui ira ensuite à Montpel-lier, puis an Festival d'autonne. La période difficile pour Trisha

Brown se situe dans les années 60-70 où ses recherches sur le mouvement demeuraient confidentielles. Sa force tient à une résolution inébraniable de pousser toujours plus avant une expérimentation du mourement sans cette nostalgie pour l'académisme qui perturbe nombre de chorégraphes contemporains. Pen à peu Trisha a introduit des garçons dans ses ballets. Elle a inventé pour

eux une gestuelle complexe, bourrée Dans Newark, les mouvements synchronisés auxquels se livrent deux danseurs en gris (Jeffrey Axe-brod et Lance Gries) sont troublés par les interventions de cinq dan-seuses. Leurs évolutions au sol, leurs culbutes et leurs pyramides acroba-tiques som rythmes par des varia-tions de l'espace données par des rideaux de couleurs vives du sculp-teur Donald Judd.

Par contraste. Glacial Decoy paraît fluide, presque éthéré avec les ongues robes translucides de femmes très 1900, qui laissent un vide au centre du plateau pour les

déferiements des photos de Rayschenberg.

Suzan Buirge, tout comme sa compatriote Trisha Brown, reste dans le domaine du pur mouvement, mais elle recherche de plus en plus une expression conceptuelle de la danse. S'appuyant sur des textes de Marguerite Duras, puis de Marguerite Duras, puis de Marianne Alphant, elle met en mouvements et en images sa fascination pour la mythologie gréco-romaine : Suzame au bain, Voyage à Ephèse et Artémis, programmés en 1988 à la Grande halle de La Villette.

Le décor de Laurence Bruley esquisse une margelle de bassin dans un clair obscur de sous-bois. Trois Temmes, vêtues de robes vertes plisfemmes, vêmes de robes vertes plis-sées, esquissent avec deux garçons en gris des situations se référant à la légende. La musique choisie par Brian L. Martinoir (Bartok, Monte-verdi, Koering, Webern, Doyland, Hindeminth) apporte une note sen-suelle, dramatique, tandis que la gesmelle de Burge, retenne (trop rettenne) reste dans le domaine de l'abstrait. l'abstrait.

MARCELLE MICHEL

\* Suzanne au bain, Théâtre 14, 20, avenue Marc-Sangnier. 20 et 21 juin. \* Newark. Festival de Montpellier, 26, 27, 29, 30 juin.



# **Spectacles**

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant

l'ensemble des programmes ou des salles

(de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

ervation et prix préférentiels avec la Carte Club

# théâtre

#### LES SPECTACLES NOUVEAUX LES JEANNE, Théâtre Grévin (42-

46-84-47), 20 h et 21 h 45. PASSAGÈRE, Rosem Théâtre (42-72-31-41), 18 h 30

LE MISANTHROPE, Roseau Théire (42-72-41-31), 15 h. LA PASSION DE JOB, Estaton (42-78-61-73), 20 h 30.

LEPROUVEITE, Potinière (42-6)-FINIE LA COMEDIE, Theatre Assiem (47-45-64-69),21 h. HAMLET OU LES ADIEUX AU THEATRE, Bestile (43-57-42-14),

INVENTAIRE, Centre (42-77-12-33), 20 h 30. (48-06-71-74), 20 h.

#### Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50) samedi 19 h 30: ODGON-COMEDIE-FRANÇAISE. (43-25-70-32), sam. 20 h 30, dim. à 15 h ; la

PETT ODÉON (43-25-70-32), 18 h 30 ; Madama de La Carlière, de Demis Dide-

TEP (43-64-80-80), sam. à 20 h 30 ; Prag-ment d'une pièce en train de s'écrire. mess d'une proce en train de s'écrire.

BEAUBOURG (42-77-12-33), DébutsRescoutres Cinéma, Vidéo : Cycle du
chéma lutailles, se reporter à la robrique Cinémas/Cinémathéque; Vidéolutermatien : à 13 h : La torche : Hawai co Bretagan, de Ph. Lallet; à 16 h : Ido-menso, de Mozzr; à 19 h : Le baiser de Tosca, de D. Schmid; Cinéma du Musés, de D. Schmid; Chiesna de Musés; à 15 h et 18 h : Dans le cadre du l'exposition « L'époque, la mode, la morale, la passion », sam. : Pour D. Judd, A. Kie Fer et J. Kounellis; J. Kounellis; disa.: Pour Barbara Kroger; THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), sam, disa. 14 h 30: Ballet de Hambourg, John

CARRE SILVIA-MONFORT (45-3)-CARRE SILVIA-MUNFORT (45-3)28-34), 20 h : Tango chéri; dim., Ports
oprerte an mine (cuirrés libre); 22 h 30 :
« Suzanne Lenglen », la Diva du tennia.

MAISON DES CULTURES DU
MONDE (45-44-72-30), Afrique-s à
Paris, Festival de musiques, deuses,
riquels; 20, à 20 h 30 : Zambie (danses des Luzies, des Tongas, des Kannies, des Luzies et des Luzies, rimels mas-qués des Makshie); 21, à 17 h ; Mali (Griottes, Tata Bembo Kouyaté et Ogmou Konyaté).

# (Les jours de reliche sont indiquente parenthèses.)

#### Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), sem, 21 1, dim, ARCANE (43-38-19-70), max. 21 h : En so

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-79-06-18). tenu. 20 h 30, ding. 16 h : lee Crimbele. ASSOCIATION FRANCE-USSS (4501-59-00), seen. 15 h 30 : Vladimir Man-leovald tragédie.

ATALANTE (46-05-11-96), sam, 20 h 30 : Ce qui est resté d'un Renderandt ééchiré en petits carrés bien réguliers, et foutos aux chiottes.

ATELIER (46-06-49-24), uses, 21 h, elm. 15 h: le Malade imaginaire. BASTILLE (43-57-42-14), sum. 21 h : Hamiet on los Adienz an théâtre, BOURVIL (43-73-47-84), secs. 20 h 30 : Lady Penelops ; 22 h : Pas deux comme

CARTOUCHERIE, Aquation (43-74-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h: Las Heures blanches. Tempête (43-28-36-36), sam. 21 h 15, dim. 16 h 45 : h Scate ctruite du bout du mondo-akihei ; sam. 19 h 30, dim. 15 h : Pas/Comédie ; sam. 20 h 30, dim 16 h : 4 litres blues. CHATRAU ROUGE (42-52-44-94), sem. 21 h : Les retresvai

CITE INTERNATIONALE (45-69-35-69), Grand Théâtre sum, 20 h 30 ; les Caprices de Marianne. CTTHEA (43-57-95-26), sees. 21 h : Ua

y a figure

COMPOSE DES CHAMPS-FLYSTES (47-20-08-24), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30: Fleur de cactus. COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h, dim. 15 h 30 : Celluloid. COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Oriendo

CRYPTE SAINTE-AGNES (47-00-19-31), sam. 20 h 30 : le Misanthrope.

DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30: Unc grande famille. DECHARGEURS (42-36-00-02), sam. 20 h 15 - Day (Cantracta Tarry Hamlet 20 h 15 : Pas d'entracte paur Hamlet ; din. 19 h, 22 h 15 : Verdon-Plage. DIX-HEURES (42-64-35-90), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Mangari

ZDOUARD-VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim, 15 h 30 : les Clients. ESCALIER D'OR (voir Th. subven-SPACE MARAIS (42-71-10-19), 22 h 30 : Théatre interdit.

ESSAION (42-78-46-42), sam. 19 h : le Chemin d'Anns. Bargeton; 18 h 30 : Récits aigres-dozz. FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-79-81-96), sam. 20 h ; Macbeth.

FONTAINE (48-74-74-40), sem. 21 h : An secours, tout vs bien. GAITE - MONTPARNASSE (43 - 22 - 16-18), sam. 21 h, dim. 15 h; le Perfec-

GALERIE 55 (43-26-63-51), sam. 21 h : I Do! I Do!

GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam. 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h ; C'est ce SON ON PRIMAIN.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

(40-13-02-42), 20 h 30: L'île aux topies; dim. 22 h : Mort de File. Espace Nord, sam. 20 h : Transit chevalier. GUICHET - MONTPARNASSE (43-27-88-61), sam. 19 h : l'Incomm ; 21 h : Mélio-toi Phélès. GYMNASE (42-46-79-79), sam. 20 h 30 :

HUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19h30: la Cantatrice chauve; 20 h 30 : la Leçon; 21 h 30 : Sports et divertisse-

LA BRUYÈRE (48-74-88-21), mm. 21 b, din. 16 h : M. Jolive. LUCERNAIRE (45-44-57-34), I is 19 h 30 : Bandelsire; 21 h : Moi zéro 19 h 30 : Bandelsire; 21 h : Moi zéro magnifique; II : 20 h : Le Petit Prince; 21 h 25 : Archituc.

MADELEINE (42-65-07-09), sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 ; Antigone. MARIE-STUART (45-08-17-80), sem. 20 h 30 : Mess. MARIGNY (42-56-04-41), sem. 20 b, dim.

MCCHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour sis. MCLIFODELEE. (47-42-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Double mirte. MIOGADOR (42-85-28-80), man. 20 1 30, dim. 15 h 30 : Caberet.

MONNAIE DE PARIS, 20 h 30 : h MONTPARNASSE (43-22-77-74), stm. 21 h. diss. 15 h 30 : Conventions après na concentration NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 19 h 15 et 21 h 45 : l'Amuso gr POCHE (45-48-92-97), mm. 18 h, dim. POTINIERE (42-61-44-16), sam. 18 h 30 :

RANELAGH (42-83-64-44), sem. 20 h 30, dim. 17 h : les Potites Filles modèles (prolongamons).
SALLE VALHUBERT (45-84-30-60), sens. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Fer

EAINT - GEORGES (48-78-63-47), mm. 20 h 45, dim. 15 h: has Seize de Lois.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27),
sext. 20 h 30: 3'el tout mon temps, où
étes-rous? SPLENDID ST-MARTIN (42-08-21-93),

sum. 20 h 30 : Feydenn/Mustet. STUDRO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Bean

STUDIO DES URSULINES (43-26-19-09), sam. 20 h 45 : Taxi.

TAI TH. DYESSAI (42-78-10-79), sam.
22 h : PEcume des Jours; sam. 20 h :
Hubi clos.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), sam.
20 h 15: les Babas oudres; 22 h, die.
22 h : C'est ce soir ou jameis; sam.
23 h 30: Nous on fait où on nous dit de

TH. DU MARAIS (46-66-02-74), same. 20 h 30 : Naira callines TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Petite salle, le 20, 21 h : Marion ; Mais-son internationale de thélitre, sum. 21 h : Récisal Petique F. Amaural. Grande auße, 18 h 30 : L'Ogre de Barbario. TH. DU TEMPS (43-55-10-88), sem. 20 h 30 : Antigone ; sem. 18 h 30 ; Denx farmes pour un sourire.

TOURTOUR (48-87-82-48), sam-20 h 30 : Nous, Théo et Vincent Van Gogh; 22 h 30 : Le Horis.

Samedi 20 - Dimanche 21 juin cinéma

La Cinémathèque CHAILLOT (47-84-24-24) DEMANCHE 21 JUIN 15 h. Capitaine Blomet. de A. Feix; 17 h. Pour une mit d'amour, de E.T. Gre-ville; 19 h. la Valac de Paris, de M. Achard; 21 k. Strangers in the oight, de

BEAUBOURG

DEMANCHE 21 JUIN 15 h, Annecy : programme de films expé-rimentanz du réalisateur japonais Tanaami et programme de siz courte us silencieux d'animation abstraite, de Dims silencieux d'animation abstraite, de D. Grant; 17 h, Annecy: programme de dix films britanniques, de D. Hand; 19 h, Annecy: les films primés en 1987; 21 h, Annecy: les films primés en 1987,

CENTRE GEORGES-POMPIDOU Saile Garance (42-78-37-29)
Le cinéma brésilies,

DEMANCHE 21 JUIN 14 h 30, Animando, de Marcos Magal-haes et Matar ou Correr, de Carios Manga; 17 h 30, Mulher de verdade, d'Alberto Cavalcani; 20 h 30, Tenda dos Milagres (la Bourique aux miracles), de Nelson Petreira dos Santos.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6\* (43-33-10-82). AJANTRIE (Ind., v.o.) : Républic-Cinéma, 11º (48-03-51-33) ; h. sp. Cinema, 11" (48-03-31-33); n. np.

ANGEL HEART (\*) (A., v.a.); SaimMichel, 5" (43-26-79-17); Ambassade,
8" (43-59-19-08); BienvanteMonsparnasse, 15" (45-44-25-02).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr.) (v.a.); 14Juillet Parnasse, 6" (43-26-58-00).

ARIA (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3-(42-71-52-36).

(42-71-52-36).

ARIZONA JUNIOR (A., VA.); CinéBeanbourg, 3<sup>a</sup> (42-71-52-36); UGC
Odéon, 6<sup>a</sup> (42-23-10-30); Biarritz, B
(45-62-20-40). — V.L.: UGC Monryanmente, 6<sup>a</sup> (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9<sup>a</sup> (45-74-95-40); UGC Gare de
Lyon, 12<sup>a</sup> (43-36-23-44); Images, 18<sup>a</sup> (45-22-47-94); Secréman, 19<sup>a</sup> (42-06-79-79).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS
(Fr.): George-V, 8<sup>a</sup> (45-62-41-46);
Lemilire, 9<sup>a</sup> (42-46-49-07).

ATTENTION BANDRIS (Fr.): Forma

Lamilre, 9 (42-46-49-07).

ATTENTION BANDITS (Fr.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); UGC Denton, 6\* (42-25-10-30); Marignan, 9\* (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9\* (47-42-56-31); Nation 12\* (43-43-04-67); Parameter, 13\* (43-31-60-74); Mistral, 14\* (43-39-52-43); Montparamene Pathé, 14\* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27); Maillot, 17\* (47-48-06-06); Wepler Pathé, 18\* (45-22-46-01).

AUTOUR DE MINUIT (A., v.a.) : Tem-pliers, 3- (42-72-94-56). BACKLASH (A., v.a.) : Luxembourg, 6-(46-33-97-77).

BASIL DETECTIVE PRIVE (A., v.f.) : Napoléon, 17 (42-67-63-42). Repúblo THERAPY (Brit, v.o.): Clné-Besubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (43-74-94-94); UGC Biar-

ALADDIN. Film italien de B. Corbucci, v.f.: Rex. > (42-36-83-93); UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); Triomphe, & (45-62-45-76); Paramonnt-Opéra, » (47-42-56-31); UGC Gere de Lyon, 12-(43-43-01-59); Galaxie, 13-(43-80-18-03); UGC Gobelins, 13-(43-80-18-03); UGC Gobelins, 13-(43-80-18-03); UGC Gobelins, 13-(43-36-18-03); Umages, 13-(45-80-18-03); Umages, 13-(45-22-47-94).

PREDDY 3, LES GRIFFES DU CAUCHEMAR (°), Film américain de Chack Russel, v.o.: Forum Horizon, 11-(45-62-87-57); Hautefeuille, & (46-33-79-38); Ambassade, & (43-59-90-88); George-V, & (45-62-41-46); Parmassiens, 14-(43-20-32-20); VF: Bretagne, & (42-27-57-97); Maxéville, % (47-70-72-86); Français, % (47-70-73-86); Français, % (47-70-73-86); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Cicby, 18-(48-22-46-01); Gaumont Gambetta, 20-(46-36-10-96).

RANOS HILTON, Film américain de la Contraval von Esquan Orient.

Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RANOI HILTON, Film américain de
1. Chetwynd, v.o.: Forum Orient,
1= (42-33-42-26); UGC Danton, 6\*
(42-25-10-30); Normandie, 8\* (45-63-16-16); VF: UGC Monsparnasse, 6\* (45-74-94-94); Maxéville,
9\* (47-70-72-86); UGC Boulevard,
9\* (45-74-95-40); UGC Gare de
Lyon, 12\* (43-43-01-59); UGC
Gobelins, 13\* (43-36-23-44);
Galaxie, 13\* (45-80-18-03);
Convention St-Charles, 15\* (45-79-33-00); UGC Convention, 15\* (45-74-33-40); lunges, 15\* (45-72-33-30);

33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94); MON BEL AMOUR, MA DECHI-RURE (\*). (Interdit aux moins de 13 ans.) Film français de 1. Fin-heiro. Gaumont Halles, 1° (42-97-49-70); Rex. 2° (42-36-82-93); UGC Odéon. 6° (42-25-10-30); Marignan, 8° (43-59-92-82); George-V. 8° (45-62-41-46); St-Lazaro Pasquier, 8° (45-67-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59);

ritz, 8\* (45-62-20-40); UGC Bonlevard, 9\* (45-74-95-40); Bastille, 11\* (43-42-10-80); I4-Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-LES BISOUNOURS Nº 2 (A., vf.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). BRAZIL (Brit., v.o.): Epfe-de-Bois, 5-(43-37-57-47); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

SUISSON ARDENT (Fr.): 14-Juillet. Montparnasse, & (43-26-58-00). CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.a.): 14-Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83). LA CHAMBRE DE MARIACE (Ture, vo.): Reflet Logos, 9 (43-54-42-34); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

CHRONIQUE DES ÉVÊNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluay Palace, 5 (43-25-19-90). CHRONIQUE D'UNE MORT ANNON

C&E (11-Fr., v.i.): Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70); 14-Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Marignan, 8: (43-59-92-82), V.I.: Bretagne, 6: (42-22-57-97); Prançais, 9: (47-70-33-88). OCCURS CROISES (Fr.) : Studio 43, 9-LA COULEUR DE L'ARGENT (A., v.o.): Cinoches Sains-Germain, 6 (46-

33-10-82),
CRIMES DU CIEUR (A., v.a.): Cinoches Saint-Germain, 6\* (46-33-10-82).
CROCODELE DUNDEE (A., v.a.):
Marignan, 8\* (43-59-92-82). - V.L.:
Français, 9\* (47-70-33-88); Bastille, 11\*
(43-42-16-80); Montparnasso-Pathé, 14\*

(43-42-16-80); Montparmen (43-20-12-06). (43-20-12-06).

LA DAME DE MUSASHINO (Jap., v.a.): Templiers, 3 (42-72-94-56).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.a.): Forum Horizon, 1\* (45-08-57-57): Hautefenille, 6 (46-33-79-38): Marigana, 8 (43-59-92-82); 14-juillet Bestille, 11\* (43-57-90-81); 14-juillet Bengrenolle, 15\* (45-72-79-79).

– V.f.: Impérial, 2\* (47-42-72-52); Fanvetta, 13\* (43-31-56-86); Montpurazzase vetra, 13 (43-31-36-86); Montparnasse Pathé, 14 (43-20-12-06); Mistral, 14 (45-39-52-43).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-CAIN (Can.): Studio de la Harpe, 5-(46-34-25-52); UGC Blarritz, 8- (45-62-

'DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, & (43-26-48-18). LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.): St-Germais Huchette, 5 (46-33-63-20); Ambassade, 8 (43-33-19-08). -v.f.: Paramoant Opéra, 9 (47-42-56-31); Montparnos, 14 (43-27-52-37). L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE (Fr.) : Bel zac, 8º (45-61-10-60); Para (43-20-32-20).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. a.p.) : Saint-Ambroise, 11\* (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68). GOLDEN CHILD (A., v.f.) : Res., 2 (43-

36-83-93).

GOOD MORNING BABILONIA (11-A., v.o.): Forum Are en Ciel, 1\* (42-97-83-74). General Onio 25 (42-97-83-74). 53-74); Gaumont Opérs, 2º (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); 14-Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); 14-Juillet Parmasse, 6º (43-26-58-00); Colisée, 8º (43-59-29-46); George V, 8º (45-62-41-46); 14-Juillet Basnille, 11º (43-57-90-81); 14-Juillet Bangrenelle, 15º (45-75-79-79); Blenvenne Montpernesse, 15 (45-44-25-02).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Impérial, 2=

Nations, 12 (43-43-04-67); Fau-vects, 13\* (43-31-36-86); Mistral, 14\* (45-39-52-43); Parnassiens, 14\* (43-20-32-20); Montparnasse Pathé, 14\* (43-20-12-06); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Pathé Clicky, 18\* (43-22-46-01).

Puhé Cilchy, 18 (43-22-46-01).

POULE ET FRITES. Film français de L. Rego. Forum Orient 1= (42-33-42-26) Ambassada, 1= (43-59-19-08); George-V, 8\* (45-62-41-46); St-Lazare Parquier, 8\* (43-87-35-43); Markville, 9\* (47-70-72-86); UGC Bonievard, 9\* (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13\* (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Gaumont Alésia, 14\* (43-27-84-50); Gaumont Parpasse, 14\* (43-35-30-40); Gaumont Convention, 15\* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01); Secrétan, 19\* (42-06-79-79); Gaumont Gambetta, 20\* (46-36-10-96).

TANDEM. Film français de

mont Gambetta, 20\* (46-36-10-96).

TANDEM. Film français de P. Leconte. Forum Horizon, 1\*\* (145-08-57-57); Impérial, 2\* (47-42-72-52); Rex. 2\* (43-26-83-93); Hautefeuille, 6\* (46-33-79-38); Marignan, 8\* (43-59-92-82); St-Lazare Pasquier, 8\* (43-87-35-43); Nations, 12\* (43-34-04-67); Fautette, 13\* (43-31-60-74); Montparnasse Pathé, 14\* (43-20-12-06); Mistral, 14\* (45-39-52-43); 14-Juillet Beaugrenelle, 15\* (45-75-79-79); Maillot, 17\* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18\* (45-22-46-01).

TIN MEN, LES FILOUS. Film amé-

IN MEN, LES FILOUS. Film américain de B. Levinson. v.o. Gaunnont Halles, 1" (42-97-49-70); Gaunnont Opéra, 2" (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); 14-Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); VF: Rex. 2" (43-36-23-44); Gaunnont Alésia, 14" (43-27-84-50); Montparros, 14" (43-27-84-50); Montparros, 14" (43-27-84-93-40); Images, 18" (45-22-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

# (47-42-72-52); Ambassade, & (45-59-19-08); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); Montparnos, 14\* (43-27-52-37); Gaumost Convention, 15\* (48-28-42-27); Maillot, 17\* (47-48-06-06).

FISTOIRES FANTASTIQUES (A. vo.): Forum Arc en Ciel, 1º (42-97-53-74); St-Germain-Village, 5º (46-33-63-20); Georgo-V, 8º (45-62-41-46); Gaumoni Parmasse, 14º (43-20-32-20); v.f.: Français, 9º (47-70-33-88); Maxéville, 9º (47-70-73-86); Français, 13: (43-31-(47-70-72-86); Fauvette, 13: (43-31-56-86); Gaumont-Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé-Clichy, 18 (45-22-

HOTEL DE FRANCE (Fr.) : Racine-Odéon, 6 (43-26-19-68). JEAN IM FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3• (45-62-45-76).

LA JEUNE FILLE XIAO XIAO (Chin., v.a.): Utopia, 5 (43-26-84-65). LES LETTRES D'UN HOMME MORT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Triomphe, 8 (45-62-45-76). MACBETH (Fr., v. it.) : Vendôme, 2 (47-

MANNEQUIN (A., v.o.) : Triotophe, 81 (45-62-45-76). MANON DES SOURCES (Fr.) : Élyafor-Lincoln. 8 (43-59-36-14). MAUVAIS SANG (Fr.) : Epéc-de-Bois, 5-

(43-37-57-47) MELO (Fr.) : Templiers, 3 (42-72-7.0.): Ciné-Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30), UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); Bian-ritz, 8- (45-62-20-40).

LA MESSE EST FINIE (IL, V.O.) : Temptiers, 4 (42-72-87-30).
MISSION (A. v.o.): Châtelet-Victoria,
1" (45-08-94-14); Elysées-Lincoln, 8a
(43-59-36-14).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE

MX BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit, v.o.): Cinoches, 6: (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (Hong, v.o.): Triomphe 9: (45-62-45-76); Ciné-Beaubourg, 3: (42-71-52-36). NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA

TETE (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11 (48-05-51-33). (48-05-31-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v. angl.):
Clany-Palace, S. (43-25-19-90): Balzac,
& (45-61-10-60): v.f.: Lumière, 9- (42-46-49-07); Montparnos, 14- (43-27-45-27).

52-37).

PEE-WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.): Gaumont-Halles, 1= (42-97-49-70); Saint-Germein-des-Prés, 6 (42-22-87-23); Publicis Champs-Elysées, 9 (47-20-76-23); 14 Juillet-Basille, 11-(47-20-76-23); 14 Juillet-Basille, 11° (43-57-90-81); v.o. et v.f.: Escurial, 13° (47-07-28-04); v.f.: Gaumont-Opéra, ≥ (47-42-5-6); v.t.: (sumont-oper, 5' (47-42-60-33); Ren, 2' (42-36-83-93); Gsumont-Alésia, 14' (43-27-84-50); Miramar, 14' (43-20-89-52); Gsumont-Convention, 15' (48-28-42-27); Pathé-Cischy, 18' (45-22-46-01).

LA PETITE BOUTIQUE DES HOR-REURS (A. v.a.): Forum Horizon, 1e (45-08-57-57); UGC Montparnasso, 6e (45-74-94-94); UGC Odéon, 6e (43-25-(45-24-44); Citc Coeon, o (43-23-44); Citc Coeon, o (43-23-44); Citchy-Pathé, 18 (43-06-50-50); v.f.: Paramount-Opera, 9-(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Citchy-Pathé, 18 (45-22-46-11);

PHERRE RT DJEMILA (Fr.) Forum Orient, 1= (42-33-42-26); Gaumont-Opéra, 2- (47-42-60-33).

PLATOON (A., v.o.) (\*): Forum-Orient, 1" (42-33-42-26); Parmassions, 14" (43-20-32-20); v.o. et v.f.: Georga-V, 8" (45-62-41-46).

QUATRE AVENTURES DE RAI-NETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77). QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA? (Esp., v.o.) : Luxem-bourg, 6' (46-33-97-77).

RADRO DAYS (A., v.o.): Gaumout-Halles, 1= (42-97-49-70): Gaumout-Opéra, 2: (47-42-60-33): Action Rive gauche, 5: (43-29-44-40): 14-Inifice-Océon, 6: (43-25-59-83): Pagode, 7: (47-05-12-15): Gaumont Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67); 14-Juillet Bestille, 11 (43-57-90-81); Gaumont-Alésis. 14 (43-27-84-50); Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79); Mayfair, 16' (45-25-27-06); Maillot, 17' (47-48-06-06); v.f.: Nations, 12' (43-43-04-67); UGC Gobelius, 13' (43-36-23-44); Miramar. 14-143-20-89-52). REBEL (A., v.f.); Hollywood Bd, 9 (47-70-10-41).

LE RETOUR DE JEAN MAURICE ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82).

LA RUE (\*) (A., v.o.): Forum Arc en Ciel, 1v (42-97-53-74); Hautefeuille, 6 (46-33-72-38); Marignan, 8v (43-59-92-82); Parnassiens, 14v (43-20-30-19); 92-82); Parnassiens, 14 (43-20-30-19); v.f.: Rex. 2\* (42-36-83-93); Paramount-Opéra, 9\* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12\* (43-43-01-59); Galaxie, 13\* (45-80-18-03); Montpurnasse-Pathé, 14\* (43-20-12-06); UGC Convention, 15\* (45-74-93-40); Pathé-Wepler, 18\* (45-22-46-01).

SABINE KLEIST, 7 ANS (All., RDA, v.o.); Républic-Cinéma, 11 (48-05-51-33).

STAND BY ME (A., v.o.) ; Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40). LA STORIA (11, v.o.) : Latina, 4 (42-78-

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) Utopia, \$ (43-26-84-65). SWEET COUNTRY (Gree, v.o.) : Mer-

curv. 8º (45-62-96-83)

cury, 8' (45-62-96-82).

THAT'S LIFE (A., vo.): Templiers, 3(42-72-94-56) (H. sp.)..

THE AMERICAN WAY (A., v.0.):
Forum-Horizon, 1=' (45-08-57-57); StAndré-des-Arts, 6- (43-26-48-18); Normandie, 3- (45-63-16-16): v.f.: Rex, 2(42-36-83-93): UGC Montparnasse, 6(45-74-94-94); UGC Boulevard, 9- (4574-95-40). THERESE (Fr.) : UGC-Rotonde, & (45-

37°2 LE MATIN (Pr.) : Saint-Michel, S (43-26-79-17); Ambassade, 8 (43-59-19-08).

TRUE STORIE (A., v.o.) : Templiers, 3-UNE FLAMME DANS MON COLUR NE FLAMME DANS MON CCEUR (Suis...): Ciné-Beaubourg, 3- (42-71-52-36); St-André-de-Arts, 6- (43-36-48-18); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Biarritz, 8- (45-62-20-40); Studio 43, 9- (47-70-63-40); Bastille, 11- (43-42-16-80); Secrésans, 19- (42-06-72-70-1 79-79).

UN HOMME AMOUREUX (Fr. v.angl.): Gaumont Halles, 1= (42-97-49-70); Publicis St-Germain, 6: (42-22-72-80); Pagods, 7: (47-05-12-15); Coli-séa, 8: (43-59-29-46); v.f.: Gaumont Opera, 2 (47-42-60-33); Miramar, [4-(43-20-89-52); Gaumoni Alesia, 14-(43-27-84-50); Convention St-Charles, 154 (45-79-33-00).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.): UGC Danton, 6: (42-25-10-30); UGC Nor-mandle, 8: (45-63-16-16).

#### — (Publicisé) SACEM

#### Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique

L'assembble générale annuelle de la SACEM s'ast réunie le 18 juin 1987 sous la précidence du compositeur Génard Calvi. Elle a approuvé à l'unanimité le rapport d'activité de la société pour 1986, présenté par le directeur général gérant, Ni. Jean-Loup Tournier. Les résultaits de la gestion des droits des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique acet en bonne progression d'ensemble. 8,7 % pour les droits d'exécution publique SACEM, soit 1181 327 888,88 F, auxquels s'ejourant 538 238 873,20 F de droits de reproduction mécanique de la SDRM (+ 3,45 %): soit un revenu global de 1690 887 281,78 F (+ 7,01 %). Le rapport du denotsur général génant met an évidance :

Pévolution satisfisiente des droits provenant des médies audiovieuels (28,10 % du total), notamment grâce à l'arrivés de ciultes et stations privées (Canel +, le 5, le 8, radios locales privées...).

In bonne sanue de le diffusion de musique enregistrés dans les lieux publics (28,05 %), maigré les difficultés des discothèques.

C28,06 %), resigné les difficultés des discortièques.

De part de mains en moins importante du phonogramme (disques et caseettes) — meligré l'essont du pompeot — dans les revenus des créateurs et étiteurs français : 16,55 % seulement, en relece de la TVA, de la contourrence de la musique « gratais » des redica-télérésions et de la copie privie. A cet égard, les circus issus de la rétrumération pour copie privée, instaurée par le loi de juliet 1965, vont bientêt compenser en partie le recut des ventes de disques.

Dis serué fragile des spectacles de musique vivente (10,80 %) qui résistant avent tout grâce à qualques décaines de tournées de grands artistes dans les régions.

Dis la medi des expertations de routieures de survour en plançais de l'expenses.

111.41% du totali).

A l'uneminité, l'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à utiliser 25 % des sommes nerues parques au titre de la copie privée jusqu'au 31 décembre 1887actions d'aide à la créetion et à la production, à la diffusion du spectacle vivant et à la formation d'ertistes. La politique culturelle de la SACEM e'en trouvern centrosée, avec un budget d'environ 12 millions de france en 1987.

MAL Calvi et Tournier ont présents le rôle croissant de la SACEM en matière d'action sociale, culturelle et professionnelle : efforts soutenus en faveur de la création et de l'édition de la musique contamporante majoré l'échec regrettable de ca répertoire auprès du public, promotion de la chesson d'expression francaise, négociation restraise, négociation substress à la place de la musique dans les cabiers des charges des médies, nombreuses actions de communication au service de de communication au service de de communication.

Bis onz reppélé le place très importante de la musique à la félévision (40 % du temps d'amenna) qui doit être prise en compte dans la mégociation des nouveaux commata avec les chains de hélévision privées.

avec les chaînes de télévision privées.

Enfin, près de 1000 votants ont renouvelé le tiere des mandans d'administrature de la SACEM. Le conseil d'administration est ainei composé pour 1987-1982 :

Président : Gérard Calvi, compositeur

Administrateure : Francis Bauter (E)

SACEM. Us conteal of administration est areal compose pour 1951-1955 :

Président : Gérard Calvi, compositeur :

Gérard Devoust, éditeur ; Alec Sintevies (C)
Sacrétaire adjoint : Hichel Ringauche (A)
Trafsorier : Rané Denoncin (C)
Trafsorier adjoint : Alexandra Terrel
Jaun Dréjac (A) ; Antoine Duharmel (C)
Guy Favereus (A) ; François Laduc (E)
John Moutet (C)
Claude Pascal (E)
Patre Ribert (E).







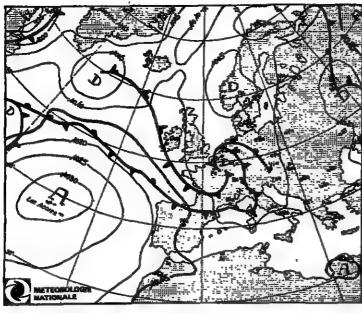
36.15 TAPEZ LEMONDE

12 Le Monde ● Dimanche 21-Lundi 22 juin 1987 •••

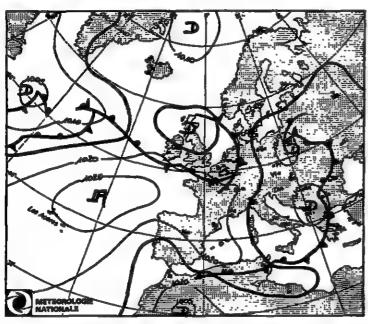
# Informations «services»

#### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 JUIN 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN A 0 HEURE TU



olation probable du temps en France entre le samedi 20 juin à 0 h TU et le limanche 21 juin à 24 h TU.

Le fiux de nord-c la France apporte des masses d'air frais et humide. Mais le champ de pression est en hausse : ainsi, la perturbation qui abordera les côtes de la Manche dans la nuit n'affectera demain que le nord du

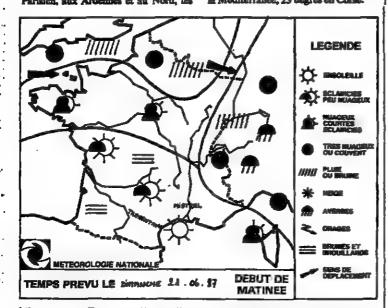
Dimenche : temps maussade au nord de la Seine, Notte amélioration au sud

Des Alpes à la Franche-Comté et à l'Alsace, on aura encore des averses le matin. Mais elles s'évacueront vers l'Est

breux mais il ne pleuvera pas. Près de la Méditerranée le soleil brillers, mais mistrai et tramontane moullis-

Sur les autres régions, les brouillards matinaux se dissiperont rapidement. Le soleil sera souvent présent, malgré quelquet passages naageux.

Les temisératures seront comprises entre 14 et 16 degrés sur la moitié nord, De la Hante-Normandie au Bassin elles n'atteindroot 21 degrés que prèt de Parisien, aux Ardennes et au Nord, les la Méditerranée, 23 degrés en Cosse.



FRA	NCE			TOURS	18	11	C	LOS ANGE	ES	21	14	_
MACCIO	72	15	C	TOULOUSE	17	13	P	LUXEMBO		12	7	
BLARRITZ		14	C	PODVIEAR	31	23	C	MADRID .		29	16	
SORDEAUX		12	B	ÉTRAN	ICE			MASSAKE		33	18	
OURGES		11	C	ALGER	71	JT.	D	MEXICO .		Ζî	13	
DEST	15	16	N	AMSTERDAM	15	11	Č	, MAJIN		18	13	
CAEN	16	11	P	ATHÈNES	10 %	19	Ď	MONTREA		29	17	
CHERDOURG		10	D	BANGKOK	34	17	C	MOSCOOL .		19	15	
THE PERSON NAMED IN		12	C	BARCELONE	23	14	Ď	NATEON .	-444	24	15	
NDON	15	10	P	BET CRAINE	23	12	č	NEW-YORK		32	21	
CHECKLE S ME		12	P	BERLIN	19	13	č	020	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	16	9	
IIIE		12	P	BUINELLES	15	12	P	PALMADE	MAL	25	19	
Dioges		9	C	LE CARE	34	76	Ď	PÉKIN		31	78	
YON	Ιđ	12	P	COPENHAGIE	.se 13	5	B	RIO-DE-SAL		23	12	
WARSTILL WAR	21	15	P	DAKAR	29	25	D	EOME		71	16	
NANCY		11	P		8	72	N	SINGAPUU		n	27	
WANTES	17	16	D	DELET	31	13	D	STOCKED		12	-	
90	- 20	14	N	DEKRA	35 15	18 18	<b>D</b>	SYDNEY .		20	13	
AREMONS		13	c		_		-	TOEYO		20	19	
AU		13	2	HONGEONG	29	27	A			22	18	
epigian,		15	D	STANBUL	21	14	N	TUNS		_		
		16	Ð	JERIKALEM	27	15	N	YARSOYE		16		
TÉIDRE		31	2	LISBON€	23	16	P	VENISE	********	21	13	
STRASBOURG	16	32	P	LONDRES	16	9	N	YEARE		19	17	

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver,

(Document établi over le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## **MOTS CROISÉS**

PROBLÈME Nº 4510

HORIZONTALEMENT

I. Fait beaucoup avec presque rien. — II. Qui n'en n'est tout de même pas réduit à ne pas mâcher ses mots. Les uns s'exposent à être rembarrés, les antres à être harrés. — III. Pour lui, on s'écarte vokontiers du droit chemin.

certains pèlerins ne s'en séparent avec des « pinceaux ». ~ IV. Interjection. Saisi ou simple ment touché. Parfois visible sur une aiguille. -V. Utiliser un fourgon. N'ont personne à qui fausser compa-gnie. – VI. Où certains out payé très cher dans le but d'investir. Ajoute au charme de la Cor-Ponaille.
-VII. Font des

ceux qui n'ont rien à dire. Emporte vers un monde meilleur. Où un astre

a l'habitude de se montrer. -VIII. En colère mais nullement en rogne. Parmi lesquels on peut trot-ver des carpes. - IX. Si c'est un bouquin, certains se feront un plaisir de le dévorer. Fait passer un mau-vais quart d'heure. Reste inactif. -X. Ne reste pas «inactif». Espèce de «pigeon»! N'est donc guère en mesure d'employer la force. -XI. S'adonne à la conduite. Conséquence d'une trahison. - XII. Trainent en longueur. «Fleur» suscepti-ble de plaire. Font fumer même ceux qui ont horreur du tabac. — XIII. Grecque. EST paresseux comme un lézard. - XIV. Tel qu'il n'est récliement plus possible d'être sous le charme. Moyen de transport. Limite les déplacements. -XV. Variété de cactus. Sur la tête de celui qui est rouge comme un coq. Ne redoutait pas la présence

#### **VERTICALEMENT:**

De la Bretagne au Cotentin et au la mise. Note. – 2. A laquelle il man-Centre, les nuages seront assez nom-que, à coup sur, quelque chose. Où certains cabots out un caractère de chien. - 3. On n'hésite pas à frapper pour le disputer. Ne s'exprime que très violemment. On l'a dans la pean. - 4. Etait destinée aux phalanges mais ne convrait pas les doigts. Avec lui, certains ont fait plus d'une paire de bottes. -5. Porte-clef. Ont fait disparaître maintes « collections ». Source d'inspiration. - 6. Avec elles, nom-

jetons! Fournie après avoir été inventée. - 7. Localité normande. Conjunction. - 8. Pompette à force d'avoir pompé. Conséquenses fâcheuses d'un abus de pouvoir. — 9. Leur apparition peut être duc à une disparition. Processions après la session. - 10. Vacille en cas de faiblesse. Môlé à de nombreuses préparations. Sout bons pour le panier. -11. On peut en faire tout un plat. Notre ami pierrot. Est couvert de poils. — 12. En pleine nuit. Où out eu lieu de multiples prises de bec. Pris un bien modeste repes. Cité. — 13. Teiles les paroles d'une chanson à refrain. Toujours disposé à manger le morceau. — 14. Peuvent prouver qu'on a mal tourné. De quoi en avoir plein le dos. Les quatre saisons. — 15. Entrent dans le quartier. Dans l'œil ou sur une couche. Pour faire des calesses.

I. Autorité. - II. Unipare. V. Ce. Idées. - VI. Uri. Essai. -VII. LSD. TNT. - VIII. Arc. Terça. - IX. Ite. Idéel. - X. Ré. Otes. - XI. Grés. No.

1. Auricalaire. — 2. Université. — 3. Tire. Idée. — 4. Ope. Or. — 5. Ré. Identité. — 6. Irones. Edée. — 7. Terrestres. - 8. Aisunce. - 9. Ile.

GUY BROUTY.

# Communication

# La cour d'appel refuse la saisie symbolique du Canard enchaîné

La première chambre de la cour d'appei de Paris a confirmé, ven-dredi 19 juin, l'ordonnance du juge des référés du tribunal de grande instance de Paris du 17 juin qui refusait d'accorder à M. Jean-Marie Le Pen la saisie du Canard enchané ille Monde du 19 juin Tontefria ile Monde dn 19 jain). Tontefois l'arrêt de la cour est particulière-ment sévère à l'égard de l'hebdomadaire satirique.

mem severe à l'egant de l'hebathisdaire satirique.
En constatant que le Canard enchaîné avait publié dans son dernier numéro la photographie de M. Le Pen à côté de son ex-épouse, « tous deux dévêtus des pieds à la ceinture », l'arrêt observe qu'il n'y a pas à rechecher si cette publication a trait à l'intimité de la vie privée, en remarquant : « Il suffit de relever que les photographies qu'elle comporte et le texte qui les accompagne ont manifestement pour but (...) de ridiculiser et de déconsidérer les personnages concernés... » Si M. Huganine Le Foyer de Costil, vice-président du tribunal, avait estimé qu'il s'agissait d'une « plaisanterie dont l'outrance peut être regrettée », la cour, présidée par M. Jean-Bernard de Saint-Affrique, considère que « la photographie fait

notamment l'objet d'un commen-taire traduisant une volonté de dénitaire traduisant une volonté de déni-grément qui constitue, même dans un journal satirique, un abus carac-térisé. (...) Le genre satirique et humoristique du journal concerné-ne saurait l'excaser d'un tel com-portement générateur d'un trouble manifeste et illicite que le juge des référés peut faire cesser ».

Juridiquement, les conditions de la saisie se trouvaient ainsi réunies. Mais la cour déclare : « Le trouble Mais la cour déclare : « Le trouble ainsi constaté et le dommage en découlant se trouvent définitivement consommés des lors que l'hebdomadaire en cause a été mis en vente depuis près de trois jours correspondant à la période de la plus grande diffusion. [...] Dans ces conditions, le dommage subi ne peut plus être réparé de manière effective que par l'allocation de dommages-haérêts. » Tout en refusant la saisie demandée par M. Le Peu, même à titre symbolique, la cour a condamné le Canard enchaîné à lui verser 20000 francs à valoir sur les verser 20 000 francs à valoir sur les dommages et intérêts qui pourraient être alloués nhérieurement.

MAURICE PEYROT.

# Un projet de collaboration avec Canal Plus inquiète la rédaction d'A 2

Le projet d'Antenne 2 de réorganiser la tranche 19 h 30-20 h 30, en faisant appel aux conseils d'une filiale de Canal Plus, Ellipse, crée des remons au sein de la rédaction. Les journalistes ont fait part, le ven-dredi 19 juin, de « leur plus vive inquiétude », à l'issue d'une assem-blée générale. Le plan prévoit, selon la rédaction, un présentateur unique pour le journal et le jou — opaçu par Ellière ou le vefetébant Le vefe Ellipse — qui le précéderait. Le pré-sentateur pourraît être Philippe Gildas, qui anime actuellement une mission matinale sur Europe 1 et un « talk-show » le midi sur Canal Pius. La rédaction « refuse ces plans qui remettent en cause la conception du journal défendre depuis dix ans ». Elle rejette une « réforme qui pervertirait les vertus de rigueur et de qualité propres au service

Le directeur de l'information Le directeur de l'information d'Antenne 2, M. Elie Vannier, se défaul en précisant qu'il est « hors de question que le journal d'Antenne 2 soit produit, réalisé, préparé ou présenté par une société out des collaborateurs extérieurs » à la chaîne. Si Philippe Gildas affirme-til « devait un jour présenter le journal, ce surait comme salater le journal, ce serait comp rié d'Antenne 2 ».

rié d'Antenne 2 ».

Quant au directeur général d'Ellipse, M. Albert Matthies, Il précise que se société n'interviendrait pas dans le journal d'A 2, si son projet était finalement retenu.

« Nous donnerious à l'ensemble de la tranche une image, un look, une unité. Mais nous ne serious concepteurs de programmer que pour la tranche 19 k 30-20 heures, « Ces programmes miffront le à ressurer.

novembre. - Canal Plus sera is seconde chaîne de télévision à offitir ses actions su public. M. André Rousselet a annoncé en effet que la Bourse fin novembre 1987, Augmenté en mars 1986 de 300 à. mente en mars 1955 de 300 a.

400 millions de frencs, le capital de Canal Plus se partage notamment entre Havas (25 %), la Compagnia générale des esux (21,2 %), L'Oréal (10,4 %), la Société générale (10 %) et Perner (5 %). La chaine payente devrait réaliser quelque 300 millione de bindisses de la chaine payente. et Laurent Cabrol sur A 2. - Deux journalistes d'Europe 1, Gilles Schrielder et Lacrent Cabrol, quittent la station pour faire de la télévision. Gilles Schneider, qui anime actuellement l'émission « Découvertes », dirigere le « pool » des reporters de la Cinq et devrait y être chargé d'une émission, Quant à Laurent Cabrol, il remolecare à la rubrique métrio d'A 2 Brigitte Simonetta qui pesse à la rubrique « eciences et techniques ».

# Le Carnet du Monde

# **Naissances**

Alice et Geoffrey MARTA-RELLI-NAVELLIER sont très hou-reux d'annouser la missance de leur petite-fille

Camille BIDEAU.

16, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

## Fiançailles

 M. Jacques DARDEL et Man, née Marie-France Thirion, M. Christiau PLUNIAN et Man. née Janine Bonin,

Laure et Franck.

Décès

- Les familles Angst, Griveau, Frement, Gaudry, out la douleur de faire part du décès de

M. Georges AUGST, ancien professeur à l'école des Roches,

survenu le 18 iuin 1987, dans sa meatrevingt-septième année, à l'hôpital de Vernouil-sur-Avre. lundi 22 juin 1987, à 11 heures, en l'église de Francheville (Eure).

Le Hant-du-Seuil, Francheville, 27160 Broteuil-sur-Iton.

- Tlemces, Oran, Onida

M= Germaine Benichon Le docteur Simon Benichou. M. Nelly Guenamaia, M. et M. Jean-Paul Weibel, M. et M. Jacques Ramon,

M= Zeri Seban

M. et M= Jean-Claude Benichon, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph BENICHOU,

Les obsèques auront lien le lundi On se rémira à la porte da cimetière arisies de Pastin, à 16 h 15.

131, boulevard Pareira, 75017 Paris.

- Lyon, Paris, Oran.

Mr Emile Dahas, noe Jeannine Gos-

M. Gérard Dahan, M= Marie-Claude Dahan, M. Dominique Fetiveau

et mans. Les familles Dahan, Gourion, Friousi, Lancry, Nakam et Tedgui, out la tristesse de faire part da décès de

M. Emile DAHAN. doctour ou droit, avocat au barreau de Lucia. COOK OF FREEZY,

1987, à l'âge de soxunte-cinq ans.
Les obsèques aurout fieu le lundi
22 juis 1987, à 11 heures, su cimetière
israélite de Champagnoon-Mont-d'Or.

4, avenue Lanessan, 69410 Champagno au-Mont-d'Or.

- M" Joss Marie Jamet. son épouse, Hervé et Frank,

ars enfants, M. Claude Jamet, son père, MM. Alsin, Bonjemin-Dun

et Gilles Jamet, ses frères, M== Marie-Claude Thérenty

M. Philippe Therenty.

M= Françoise Jamet, France, Philippe, Thierry, Marc-Antoine, Laurence, Constance, Marie-Eve, Aude, Romain, Emmanuelle

et Stéphanic, ses avveux et nièces, M. et M. Olivier Jamet, M= Geneviève Kristy,

· Les familles Kristy et Robert, est le chagris d'annoncer la mort de M. Jean-Marie JAMET,

sarvenne le 18 juin 1987.
Une ofrémonie religieuse sera offé-brée en l'église Saint-François-Kavier, boulevard des Invalides, Paris (7°), le mardi 23 juin à 10 h 30.
L'éphysistics sers fan en clostifies

Ni fleurs ni couron Cet avis tient lieu de faire-part. Que coux qui l'out comm et aimé pen-

Messes anniversaires

Sender KOZELKA.

- Bya treine and.

ftait exicvé brutalement à l'affection det siens, à l'âge de quinze ans.

M= Paulette Zibi-Kozelka et sa famille font conneître que la prière de l'Azguir sera dite landi 22 juin 1987,

vers 18 h 30, 1 la synagogne, 28, rue Buffault, Paris (9'). Que tous ceux qui l'ont comm et simé

## Communications diverses

Groupe d'études en science sociales de l'information. - Lundi 22 juin, Industries de l'information et filière informationnelle, Nezik Dinchu-dak (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe, IDATE). L'économie des industries de l'information électronique : structures et dynamique des coûts, barrières à l'entrée, organisation technique de la filière informationnelle. Marché actuel et burrières au développement, de 13 h 45 à 16 heures, salle 215, Maison des sciences de l'homme, 5, boulsvard Raspail, 75006 Paris.

Soutenances de thèses

Université Paris-III. - Le lundi 22 juin, à 8 h, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne. M. Gharib Ali : « La poésic arabe en Syrie après l'indépendance (1946-1958) ». - Université Paris-III. - Le lundi
22 juin, à 14 heures, salle Bourjac,
17, rue de la Sorbonne. M. Daniel
Decotterd : « L'île communiquante :
thèmes et structures de la communication locale en Grande-Bretagne s.

- Ecole des hautes études en aciences sociales. — Le landi 22 juin, à 14 heures, EHESS, salle 524, 54, boule-vard Raspail, 75006 Paris. M. Thomas Calvo: «Guadalajara, capitale provin-ciale de l'Occident maxicain au

- Université Paris-IV-Sorbonne. - Le hundi 22 juin, à 14 heures, sulle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne. M= Nelly Andrieux: « Le réseau lexical de joie dans le cycle de Guillaume d'Uleranne.

- Université Paris-II. - Le lundi
22 jain, à 8 h 30, salle des fêtes.
M. Fathi-Zouhair Nouri : - Analyse
6conomique des contrats de prospection
et de production pétrolières -. - Université Paris-V. - Le londi

- Université Paris-V. - Le landi
22 juin, à 14 heures, salle 224, galerie
Chaude Bernard, escalier P. 1 étage,
1, rue Victor-Consin, Mª Eleny-Maria
Delgada, noe Diesessa : «L'assistance
psychistrique su Brésil. Histoire des
théories et des pratiques ».

- Université Paris-V. - Le lundi — Université Paris-V. — Le num 22 juin, à 9 heures, amphithéatre Durk-heim, galerie Clande-Bernard, esca-lier J. 3º étage, I, rue Victor-Cousin. M. Daniel Balvet : « La pièce à conviotion. Approche anthropologique de l'imagerie médicale ».

- Université Toulouse-II. - Le handi 22 juin, 2 9 heures, selle 1075, UER d'autois, 5, alles Asserio Mactindo, 5, Toulouse: M. Abdellah Mdarhri Alsoni : «Approche théorique et analy-ique de décom narratif. Application anx textes marocains d'expression fran-

L'inversité Paris-Val-de-Marne. — Le landi 22 juin, à 14 heures, salle des thèses, M. Ndiswar Sarr : « Le thème de la solitude dans le roman anglophous de l'Afrique de l'Onest ».

-- Université Paris-III. -- Le mardi 23 juin, à 9 h. 30, salle Bourjac. M= Kyung-Sook Minn, épouse Beang : Contad, Flaubert et Manpassant : influence et pratique littéraire ».



 $z=(z_0z_0)^{-1/2}\rho$ 

يۇناڭىتان دى. ئەنچىد

La cetisatio

Mar Protes

to the control of the same of N 177 German Angelia A TOTAL PRODUCTION AND SHAPE Mr. Pale . a se providen Thomas Sir us reside A M THE REAL PROPERTY OF NO SPECIAL PUR IN THE RES

Service of the servic The state of all the state of t The Property The second second 75 Market 2

TO THE LANGE THE DO BY SERVICE STREET

Carlo process

100 A TRAVERS

Service and winds

Philic dans les Ci Committee of the commit And the second s

The second second

The state of the s 1 122 Tac 750 

ASS 4 Programme a The state of the s

- W 65 TW · 大概 集 "To he been a some many A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

1 1 1 E

· 上海 海 100 war a grante Total September 1

The state of the s

# **Economie**

M. Marchelli « massivement » réélu au 27° Congrès de la CFE-CGC

# M. Jacques Chirac confirme un allégement de la fiscalité pour les cadres

Si la CGC est morte - la Confé-dération française de l'encadrement s'appelle désormais la CFE-CGC -son président, M. Paul Marchelli rempile pour un nouveau mandat de rempile pour un nouveau mandat de trois ans. Vendredi, au 27° Congrès, il a même été l'objet d'un véritable plébiscite : 84,4% des votants (soit —0,62 point depuis 1984), 111 bulletins sur 669 étant blancs ou nuls. En 1981, M. Jean Menu, lui aussi seul candidat, avait été réélu par 90% des votants à la présidence. M. Jean de Santis (VRP) a été également réélu, pour un dernier man-

M. Jacques Chirac a confirmé, le samedi 20 juin, un allègement de la fiscalité pour les cadres, devant le congrès de la CGC à Versailles, an cours duquel M. Paul Marchelli a été réélu président.

Si la CGC est morte – la Confédération française de l'encadrement s'appelle désormais la CFE-CGC – dat de la syndicalisation) et de l'autosatisfaction (« nous avons répondu à votre attente »).

Jeudi, pourtant, au premier jour du congrès, plusieurs délégués s'en sont pris à un certain « autoritarisme » du président. Un texte, émanant d'un mystérieux et anonyme « comité Malterre pour la rénovation de la CGC » — animé, disait-on dans les couloirs, par d'anciens permanents licenciés, proches de l'extrême droite — circulait parmi les congressistes en s'en premat violes congressistes en s'en prenant vio-lemment à « Paul Marchelli I ».

Alors que les délégués réservaient leurs coups au patronat, M. Marchelli, sans épargner ce dernier et tout en égratignant souvent FO, n'a pas hésité à critiquer le gouvernement. Amer de ne pas être entendu quand il demande au gouvernement d'infléchir sa politique en accordant une aide fiscale à l'investissement, le

président de la CFE-CGC a lancé : Nous voici comme en 1981, mais cette fois en sens contraire, coincés par un dogme politique appliqué aveuglément aux réalités économi-ques », alors que « la France accumule de mois en mois des déficits supplémentaires . Si la centrale veut être le « partenaire privilégié du pouvoir économique et du pouvoir politique », « le gouvernement, empêtré dans des considérations politiciennes et électoralistes, ne se conduit guère mieux que ses prédé-

Alternance et plan pour l'emploi des jeunes

# La cotisation pour la formation professionnelle est augmentée pour les entreprises

L'exonération totale des charges sociales pour le contrat de qualifica-tion (1) est prolongée jusqu'au 30 juin 1988, out indiqué les repré-30 juis 1988, ont indiqué les représentants du gouvernement, le 17 juin, au cours de la réunion de la commission permanente de la formation professionnelle. Les arbitrages ministériels, en suspens depuis plusieurs semaines, ont finalement été pris en faveur de la thèse défendue par M. Philippe Séguin et largement soutenne par les partenaires sociaux, signataires de l'accord de 1983 sur la formation en alternance (le Monde du 17 juin).

La disposition sera introduite

alternance (le Monde du 17 juin).

La disposition sera introduite dans les diverses mesures d'ordre social (DMOS), actuellement en discussion au Parlement, par la voie d'un amendement. Toutelois, et au contraire des exonérations pour l'apprentissage et pour les SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) qui vont être pérenniséea, l'exonération du contrat de qualification est mainteme asmooraire-

the second of

or 28 17 18

17.00

A A LANGE

ment. Le plan d'urgence pour l'emploi des jeunes, lancé en mai 1986, va donc prendre une nouvelle forme dans ce qui sera une troisième

Un second amendement devrait également permettre d'améliorer le financement de la formation prévue dans le cadre de l'alternance. Les fonds mutualisés et défiscalisés des fonds mutualisés et défiscalisés des entreprises vont pouvoir augmenter, la cotisation établie sur la masse salariale passant de 0,3% (0,2% au titre de la formation des jeunes, 0,1% prélevé sur la taxe d'apprentisage) à 0,4% (0,3% pour la formation, 0,1% pour l'apprentissage) à compter du 1" janvier 1987. Cette décision a pour conséquence de relever le plancher légal de cotisation à la formation professionnelle de 1,1% à 1,2% pour les entreprises de plus de dix salaries, ce qui représente l milliard de francs.

Parallèlement, l'Etat s'engagerait

Parallèlement, l'Etat s'engagerait à accorder un prêt de 700 millions

de francs environ pour permettre sux organismes mutualisateurs d'attendre la rentrée des prochains versements effectués en octobre. De cette manière, pense-t-on, le désé-quilibre financier de 1,2 milliard scrait plus que compensé.

Si les organisations syndicales sont satisfaites de l'issue, et notam-ment du relèvement à 1,2% de l'effort pour la formation profession-nelle, le CNPF, pour se part, exprime sa réserve de façon très mesurée. Même pour une noble cause, fait remarquer l'organisation patronale, les charges des entre-prises vont être alourdies, bien que celles-ci consacrent en réalité 2,15% de la masse salariale, en moyenne, à la formation de leur personnel.

Contrat qui, en deux ans, permet aux jeuses de moins de vingt-cinq ans de recevoir une formation professionnelle.

cesseurs vis-à-vis de notre organisa-

Lors d'un congrès extraordinaire, la réforme des status de la CFE-CGC a été adoptée par les congressites à l'exception de la limite d'âge à soixante-cinq ans pour des man-dats représentatifs qui a été refusée. Lors de l'élection des sept secré-taires nationaux, M. Dufoix (Crédit Foncier), qui se voulait le défenseur de la « pluralité » a été largement

Intervenant samedi, M. Jacques Chirac a confirmé sa . détermination » à poursuivre sa politique de baisse de l'impôt sur le revenu. particulièrement pour les contri-buables à revenus moyens, c'est-à-dire les cadres » « Il est trop tôt aujourd'hui, a-t-il ajouté, pour préciser la manière dont cet allègement sera opéré »,

La veille, M. Marchelli avait chiffré les allègements fiscaux attendus à 10 milliards. Le premier ministre a jugé qu'avec un taux maximum de 58 %, la progressivité de l'impôt sur le revenu reste • trop forte •. En revanche, M. Chirac n'a pas donné satisfaction à la CFE-CGC sur l'aide fiscale à l'investissement qu'elle demandait et que M. Mar-chelli chiffrait à 15 milliards, en estimant que l'Etat pouvait alors prendre le risque d'un accroissement du déficit budgétaire.

MICHEL NOBLECOURT,

· Quatro syndicate d'EDF demandent une révision de l'accord salarial. - Les fédérations CFDT, FO, CGC et CFTC ont écrit le 17 juin à la direction d'EGF pour demander une révision de l'accord salariel 1987 qu'elles ont signé et qui était fondé sur les bases d'une hausse des prix de 1,7 % en niveau et 2 % en masse. « Catte tendance se trouve aujourd'hui inversée, affirment ces syndicats dans un communiqué commun. Une dérive des prix conduisant à une hausse supérieure à 3 % pour l'année 1987 est vraisembiable. » Il est donc nécessaire « que scient revues les mesures salariates pour l'année 1987 ».

#### CANADA: comme aux Etats-Unis

# La réforme fiscale favorise les particuliers mais aggrave les impôts des entreprises

MONTRÉAL

de notre correspondante

Le ministre canadien des finances, M. Michael Wilson, ne pouvait trop tarder : neuf mois après que les Etats-Unis curent annonce leur réforme fiscale, il fallait qu'il présente la sienne avant que l'écart entre les deux systèmes ne provoque un exode.

Le projet qu'il a dévoilé le jeudi 18 juin à Ottawa s'inspire du même souci de simplification et de la même volonté de soulager les particulers leurs impôts vont diminuer dans 80 ... des cas à partir de 1988, ceux des entreprises vont augmenter de 10 % en moyenne au cours des cinq prochaînes années. Mais là s'arrêtent les compa-raisons car la réforme de M. Wilson est beancoup moins audacieuse que l'américaine. Elle est en outre incom-plète. La taxe de vente fédérale (12 % sur les produits manufacturés) ne sera remplacée par une taxe nationale sur la valeur ajoutée, dont l'assiette demeure incertaine, qu'à l'issue de négociations menées avec les dix gouvernements provinciaux. Ces derniers ne renonceront sans doute pas facilement à une partie des taxes qu'ils prélèvent actuellement eux-mêmes.

M. Wilson a réduit le nombre de tranches d'imposition de dix à trois (17, 26% et 29%). Les Américains n'ont ont gardé que deux (15% et 28%). Il a surtout converti plusieurs déductions et exemptions en crédits d'impôt, dans un dessein de justice sociale», afin que les personnes à gros et à faibles revenus soient traitées sur un pied d'égalité. Quelque 850000 Canadiens, dont plus d'un quart sont des personnes âgées, ne payeront de ce fait plus d'impôts sur le revenu.

Ces sommes seront récupérées par le fise auprès des sociétés en vertu du même principe qu'aux États-Unis : les taux d'imposition baisseront (de 38% à 28% pour les grosses entreprises), tandis que l'assiette fiscale sera élargie grâce à l'élimination de l'exonération curruletius en suit de crevolération cumulative en gain de capital et à la suppression de plusieurs types de déductions. Mais M. Wilson renonce à instaurer l'impôt minimum pour les sociétés que le gouvernement avait

en place une réforme «neutre», le Canada, lui, a gardé de nombreux dis-positifs fiscaux incitatifs. Parmi eux, es crédits d'impôt à l'investissement subsisteront pour les régions défavorisées, les encouragements fiscaux pour la recherche et le développement ne

Enfin, M. Wilson a cherché à aplanir les différences sectorielles : les sociétés œuvrant dans le domaine de la finance, des assurances ou de l'immo-bilier, qui payaient moins d'impôts que a moyenne, seront mises à contribution tandis que les compagnies pétrolières ou les entreprises commerciales, jusqu'ici relativement plus sollicitées, seront moins imposées.

Au total, le Trésor devrait gagner 2,7 milliards de dollars (1) dès 1989-1990. Selon les prévisions, le déficit budgétaire (31 milliards de dollars) devrait baisser à 23,5 milliards de dollars d'ici cinq ans grâce aussi à une réduction des dépenses, et la dette publique ne devrait pas dépasser 401 milliards de dollars en 1992.

Les milieux d'affaires ont réagi prudemment à l'annonce de ces mesure Les milieux syndicaux ainsi que les partis libéraux et néo-démocrates d'opposition au Parlement d'Ottawa ont quant à eux dénoncé les «ini-quités» de cette réforme aux dépens des personnes à faibles revenus.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney en 1984, les particuliers ont vu leurs impôts sur le revenu augmen-ter de 47 %. Cette hausse n'a été que de 4 % en moyenne pour les sociétés, affirment-ils en constatant que la réforme proposée est loin de rétablir

Avant de mesurer les effets concrets de ces changements, il fandra aussi attendre de savoir comment chacune des dix provinces du Canada va adapter son propre système liscal. Les Canadions, qui payent leurs impôts sur le revenu aux deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial), sur des déclarations différentes dans le cas du Québec, laissaient jusqu'ici en moyenne près de la moitié de leurs

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ

# M. Michel Pébereau va succéder à M. Gabriel Pallez à la présidence du Crédit commercial de France

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Philips investit

dans les cristaux liquides

M. Michel Pébereau, directeur général de Crédit commercial de France (CCF) depuis décembre 1982, et vice-président, depuis octobre 1986, va succéder à M. Gabriel Pallez à la présidence de la banque d'ici un mois. Cette nomination a été annoucée par M. Pallez lui-même, qui la proposera au conseil d'administration désigné par l'assemblée générale de l'Assistance publique, qui devair survivre aux grands changements de juillet 1986. désigné par l'assemblée générale de 22 juillet prochain.

Solon M. Pallez, - Michel Péberezu a fait la preuve, au cours de ces der-nières années, sur le terrain de l'entre-

nières années, sur le terrain de l'entre-prise, de ses très grandes capocités «. On ne saurait mieux dire. M. Pébe-reau, appelé à ses fonctions, fin 1982, par le président de l'époque, M. Daniel Degnen, se viz confier la tâche d'exer-cer une gestion rigoureuse, afin d'accroître la marge bénéficiaire du CCF et de constituer des provisions supplémentaires pour couvrir des ris-ques sur des enzacements contractés ques sur des engagements contractés antérieurement à l'étranger, sous la présidence de M. Jean-Maxime Lévê-

Penarrova

quitte le Brésil Penarroya (producteur de métaux

non ferreux), contrôlé par le groupe imétal, a annoncé, lors de son assemblée générale du mercredi 17 juin, qu'il avait cédé sa partici-

pation dans le gisement australien de Thalanga et conclu un accord

pour la cession de sa filiale brési-lienne. Penarroya réduira également à moins de 20 % sa participation dans sa filiale péruvienne. Ces

désengagements dans le secteur minier et les efforts déployés dans le métallurgie (réduction des coûts, projet d'association européenne dans le zinc) devraient permettre à

Penarroya de retrouver l'équitibre en 1988. Mais, selon son POG, Jean-

inillet 1986.

Logique après la privatisation du CCF, la nomination de M. Pébereau ne fait que mettre le droit en accord avec la réalité.

[Né en 1942 à Paris, moien élève de l'Escole polytechnique et de l'ENA, inspecteur des funnoes, M. Michel Pébereau a été conseiller technique au cabinet de M. Giscard d'Estaing, ministre des finances, de 1972 à 1974, secrétaire général du CIASI, sous-directeur au ministère de l'économie et du budget, directeur du cabinet de M. Monory, ministre de l'économie et des finances, de 1978 à 1980. Il est le frère de Georges Pébereau, ancien PDG de la CGE.]

Pierre Rodier, des pertes d'exploita-tion sont encore prévisibles

Poclain contrôlé

par l'américain Tenneco

Poclain, fabricant français de matériels de travaux publics (pelles)

est désormais contrôlé à 67,4 % par le groupe américain Tennaco. Celui-ci a augmenté sa participation — jusque-là de 44 % — à l'occa-

sion de la restructuration du capital

sion de la restructuration du capital (réduction puis augmentation) déci-dée au début de l'armée. Le groupe américain marque ainsi sa volonté de faire de Poclain un pôle euro-péen performant, alors que celui-ci

a encore été dans le rouge en

1986, après plusieurs exercices

# REPÈRES

#### Prix

## des matières premières

## + 3,7 % en mai

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté de 3,7 % en (avril 1987 comparé à avril 1986), ces prix ont baissé de 4,7 %.

Les prix des matières premières alimentaires ont augmenté de 7.6 % en un mois, mais ont baissé de 16 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 2,1 % en un mois et de 1 % an un an,

## Réserves de change

#### + 9.7 milliards de francs en avril pour la France

Les réserves de change de la France ont augmenté de 9,7 milliards de francs en avril, passant de 410,5 milliards de francs fin mars à 420,2 milliards de francs. En un an (avril 1987 comparé à avril 1986), les réserves de change ont diminué da 39,2 milliards de francs.

# Le géant néerlandais de l'électronique Philips a décidé d'investir 100 millions de froms (297 millions de francs) dans le développement et le production-pilote d'afficheuse à cristaux liquides. Utilisés presque exclusivament dans l'instrumentation et l'horlogerie, les cristaux liquides constituent, en effet, la base technologique des tubes cathodiques des années 90. Ils permettront, en particulier, de réduire la taille des postes de télévision à la dimension d'un petit magnétoscope en accrochant au mur, comme un tableau, l'écran de lecture. Le marché mondial des cristaux tiquides s'est élevé, en 1986, à 1,4 milliard de florins (4,2 milliards de francs). Il atteindra probablement 10 milliards de florins (29,7 milliards de francs en 1992). **Finances**

#### La Lloyds se retire du marché des fonds d'Etat

La Lloyds Bank PLC, l'une des quatre grandes banques de dépôt britanniques, a décidé de se retirer du marché londonien des fonds d'Etat et des euro-obligations. Selon l'un des responsables de la banque, la Lloyds occupait une position insuffisante sur ces marchés, où les opérateurs sont en sumombre et les bénéfices retirés des capitaux investis ne justifiaient plus cette pré-sence. En mars dernier, sa grande rivale, la Midland Bank PLC, avait pris une décision identique après avoir subi de lourdes pertes sur ces marchés, ouverts désormais à toute catégorie d'intervenants depuis le «Big Bang» d'octobre 1986, officialisant la déréglementation complète de la City.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS .

This description of a section of a section of the s

# HONEYWELL BULL INC.

U.S. \$ 400,000,000 Multiple Option Financing Facility

Arranged by

Banque Nationale de Paris

Co Arranged by

Morgan Guaranty Trust Company of New York The Industrial Bank of Japan, Limited, Paris Branch

Lead Managers Bunque Nationale de Paris Morgan Gueranty Trust Company of New York The Industrial Bank of Japan, Limited, Paris Branch

Royal Bank of Canada Barcleys Bank Group Crédit Industriel et Cogumercial de Paris Commercianik Aktiengeselischeit

The Dai-Ichi Kangro Bank, Limited The Tokai Brak, Limited

The Full Bank, Limited

Canadian Imperial Bank of Commerce Banco Commerciale Italiana, Chicago Branch Société Générale

Westdeutsche Landerbenk, New York Branch

Co-Lead Managers

Credito Italiano, New York Branch Republicional: Dallas, NA

The Bunk of Nova Scotia Group

· Banca Nazionnie del Lavoro, Caicago Branch Crédit Commercial de France

Credit Lyonnels

The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited ion de Banques Arabes et Françaises - L'BAF

Security Agent: Morgan Guaranty

Facility Agent: Banque Nationale de Paris Tender Panel Agent:

Amsterdom-Rotterdom Bank NV

Nerwest Bank Minocapolis, NA

Bence di Roma, Chicago Brunch

Banque Paribes, Chicago Brauch

**BNP Capital Markets Limited** 

Monitoring Agent: Morgan Bank (Delaware)

# Revue des valeurs

#### **BOURSE DE PARIS**

5

X-É-CRABLE! Il n'y a pas d'autre mot pour qual-fier la semaine qui vient de s'achever rue Vivienne. Car ce n'est rien de dire que la baisse a encore exercé des sévices à la corbeille. Elle a effacé tout à la fois les premiers signes d'une timide reprise enfin amorcée et les derniers gains que la Bourse avait réussi à conserver péniblement de sa dernière progression durant le premier trimestre. L'indicateur instantané est revenu en dessous de son nivean du 31 décembre dernier et l'indice CAC à la cote 400, qu'il avait atteinte pour la première fois il y a six

Tout avait pourtant bien commencé. Pour la première fois depuis trois semaines, une franche hausse (+ 1,44 %) avait été au rendez-vous du lundi. Elle n'eut pas le temps de 'épanouir. Dès le lendemain, le marché revenait à l'éc s'epanour. Jes le lendemam, le marché revenait à l'équili-bre (-0,09%), pour mieux se replier mercredi (-1,08%) et plonger jeudi (-2,3%). À la veille du week-end, l'hémorragie était un peu mieux jugulée (-1,4%), mais n'était pas, il s'en faut de loin, complètement stoppée. Le bilan hebdomadaire n'est pas catastrophique (-3,2%). Mais, ajoutée aux précédentes, la neste est

(- 3,2 %). Mais, ajoutée aux précédentes, la perte est considérable. En un mois, très exactement depuis le 11 mai dernier, la Bourse a baissé de 15 %.

Surtout, l'atmosphère qui règne autour de la corbeille est lourde. Et pour reprendre l'expression d'un détracteur de la Bourse : « Cela sent maurais au royaume du grand capital.». Pourtant, au milieu des ténèbres qui ont euvahi le ciel de la place parisienne, une lueur d'espoir est appa-rue. Mais, pour bieu comprendre ce qui se passe exactement, force est de recourir à une analyse un peu plus fine.
Le marché n'a pas baissé sur un caprice. Il avait pour ce faire de très bounes raisons, mais pas évidentes pour le profane, et que ni la reprise du dollar ni la baisse des taux d'intérêt n'ont réussi à contrarier quand elles étaient pour-

Tout est venu du front de l'économie. Les boursiers n'ont pas du tout apprécié l'aggravation du déficit commercial pour le mois de mai, en provenance essentiellement du secteur industriel. Du coup les vieux démons monétaires au secreur industries. Du coup aes veux ternous monetaures se sont remis à grimacer sous les «grises», qui pourtant en avaient vn d'autres. Dès jeudi, le MATIF retourant aux enfers, c'est-à-dire au voisinage de ses cours d'inaugura-tion en février 1986. De tous côtés des rumeurs missaient. Elles disaient que le franc pourrait sortir du SME ou tout bonnement être dévalué. Pensez douc! C'est tout dire de l'atmosphère qui régnait sous les lambris.

Mais ces très manyais résultats commerciaux, qualifiés Mais ces très marrais résultats commerciaux, qualifiés de «désastreux» par VGE, ne sont pas entièrement responsables des bouleversements observés ces derniers jours. Ils n'ont, en fait, été qu'une des composantes des forces qui favorisent le déclin du marché parisieu depuis plusieurs mois. On ne fait jamais d'omelette sans casser d'œuis, comme la marché Il autri 144 marché parisieu de la casser d'œuis, comme la marché Il autri 144 marché parisieurs de la casser d'œuis, comme la marché Il autri 144 marché parisieurs de la casser d'œuis, comme la marché III autri 144 marché parisieurs de la casser d'œuis, comme la marché parisieur de la casser d'œuis que la casser de la cass assure le proverbe. Il aurait été insensé de croire qu'après quatre amées de leusse insolente, avec un quadruplement des cours et un septuplement des transactions, la Bourse

# L'effet de levier

était encore capable, dans un environnement devenu plus hostile, de relever de nouveaux défis. Beaucoup trop out surestimé ses possibilités. Et il est arrivé à ce qui devait arriver. Alors même que les échanges out commencé à diminuer, le montant des achats à découvert a continué d'augmenter. Fin mai, ce dernier a dépassé la barre des a milliards de francs, représentant sept séances de Bourse, ce qui n'est plus très sain. A la première alerte d'origine politique (comp d'éclat Chirac-Léotard), des positions avaient commencé à se dénouer à toute allure, provoquant détà de sérieux dépâts à la cote. déjà de sérieux dégâts à la cote.

Le coup de semonce économique a continué de

Car la baisse entraîse mécaniquement la baisse, avec les rentes inévitables faites pour reconstituer les couvertures ventes inévitables faites pour reconstituer les couvertures (composées à 40 % en titre, à 20 % en liquide) devennes notoirement insuffisantes, également, pour se procurer les liquidités indispensables au règlement des soldes débiteurs de fin de mois. C'est ce que l'on appelle l'effet de levier. La liquidation générale de juin aura lieu lundi prochain. Elle sera perdante d'au moins 6 %. Dans les jours qui suivrout, les intrépides du jeu à découvert devront impérativement rétablir les équilibres rompus (ou réduire leurs positions) de leurs deux cas il leur faudra vendre — et s'acquiter de leurs dettes. Dès lors, l'ampleur de la haisse, surtont de leurs dettes. Dès lors, l'ampleur de la baisse, surtout celle de vendredi, devient plus compréhensible. Le mouve-ment n'est probablement pas complètement terminé. Mais il aura au moins ceci de profitable qu'il assainit le marché et abaisse en même temps le prix des actions françaises passablement surévaluées. Déjà nombre de valeurs sont esues dans des zones d'achat.

Les investisseurs seront-ils sensibles à cette valse plutôt sympathique des étiquettes? Selon M<sup>\*\*</sup> Soares-Kemp, vice-présidente da Foreign Exchange Advisory Service (un département dépendant du Crédit lyounais aux Etats-Unis), les financiers américains jugent toujours « très achetubles » les valeurs françaises (beaucoup plus que les allemandes). Egalement d'après elle, 55 % des investisseurs du Nouveau Monde estrent même excellentes les pers-nectives du marché français. pectives du marché français.

Un son de cloche à pen près identique est recuelli dans la City de Londres. Des maisons aussi célèbres que James Capel et Savory Mill'n se remettent à conseiller d' « acteter français ». Sans minimiser les risques, elles pensent que la Bourse parisienne devrait pouvoir tirer un bon profit du programme de privatisation et d'un assoupli politique monétaire allemande s'il venait à s'en produ un. Il est difficile de soupçouver les Britanniques de qu que complaisance que ce soit à notre égard.

#### Semaine du 15 au 19 juin

Ajoutons que les seuls heureux faits par la basse sont les «vendeurs à découvert ». C'est une race en voie de développement. Ils vont se racheter pour livrer les titres. Si reprise il y a, leur contribution au mouvement ne sera pas mince. C'est ce que l'on appelle le facteur technique. Avec les perspectives d'un léger redémarrage de la croissance pour le second semestre, également pour 1988, évoquées par l'OCDE, les chances de la Bourse de se refaire une santé financière durant l'été ne sont douc pas complètement négligeables. «La liquidation de juillet sera celle du redressement», nous a affirmé, en pleine possession de ses moyens, la pythie du pilier sud venue assister à ces journées historiques.

Elle ne s'est fourvoyée qu'assez rarement dans le passé. Reste l'incomn que représente le capitalisme populaire, que Michel Sicurel, directeur général de Cortal, appelle «la foule aux œufs d'or». Quelle sera sa réaction ? Pour l'instant inhabitué au phénomène de la baisse, ce nouvel

actionnariat de masse n'a pas vraiment bougé. Il y a gros à parier qu'il ne tentera pas de faire une sortie massive, à condition toutefois que les cieux ne continuent pas à se

Pour Michel Sicurel, il est impérieux d'« édaq nouveaux boursiphiles, élevés dans l'exception, à la vie nor-male des marchés », qui est aussi de baisser, et d'éviter les risques de malentendus qui pourraient naître d'ane « bri-tamisation » (préférence de l'investissement financier à tannisation » (préférence de l'investissement financier a l'investissement productif) des économies occidentales. Et Michel Sicurel de plaider pour une autocensure de la profession, plus efficace, plus souple, plus rapide, plus économique à ses yeux qu'une réglementation; et pour un dévoloppement d'une information vraiment sincère. Mais n'aurait-il pas été information vraiment sincère. Mais n'aurait-il pas été information de commencer par là quand de tout noul se continue à remember tous les es rabatteurs de tout poil se sont mis à rameuter tous les Français de sept à soixante-dix sept aus, pour les entraîner dans la plus foile spirale boursière de tous les temps ?

De l'avis général, il n'est pas encore trop tard pour rattraper l'erreur de départ. Mais le temps presse. Les mon-vements de masse peuvest être imprévisibles et dévasta-teurs. Pour durer, l'investissement populaire doit être fondé sur la confiance.

Des événements de la semaine l'on retiendra le rachet de la branche « eaux minérales » de Beatrice Food aux Etats-Unis par Perrier, qui va ainsi doubler ses ventes de l'autre côté de l'esa : l'échange de deux blocs de 129 043 actions BSN chacun pour un montant total de 1,3 milliard de francs environ, dans le cadre, paraît-il, de la constituti d'un noyau dur d'actionnaires ; enfin, la divulgation d'une étude confidentielle sur Moulinex révélant une situation assez désastreuse. La direction de la firme a démenti en fin de semaine, mais un peu tard. Les dégits sont faits (-28 %).

19-6-87 Diff.

#### ANDRÉ DESSOT.

19-6-87

335

1910 512 1884

| 1 884 | + 22 | 158 | 388,56 | - 36,58 | 550 | - 28 | 581,56 | 550 | - 5 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | 561 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | - 37 | -

19-6-87

1 149

Bâtiment, travaux publics

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 12 juin

88 705 88 880

Course 19 juin

88 800 88 850

- 10,5

Diff.

+ 6 + 10 - 20 + 23

Filatures, textiles, magasins

Agache (Fin.)

Darty
DMC
Galeries Lafsyette
La Redoute
Nouvelles Galeries

Printemps ......

Anxil. Centrepr. . . .

Lafarge ..... Maisons Phônix ....

— (Life on linget) ...

— (Life on linget) ...

Pièce française (20 fr.)

Pièce française (20 fr.)

Pièce letine (20 fr.)

A life surisie (20 fr.)

teel converse
to delers
To delers
Sopeos
Sopeos
To fores
To delers
To delers
To delers
To delers
To delers
To rectee
To fores

LES PLUS FORTES VARIATIONS

+ 13.6 Montinez ... + 30.2 Vallant: ... + 8.2 Aux. Entrep. + 7.2 Penarroya ... + 5.2 GTM Entrep.

+ 4.1 Interbal + 3.7 SGE + 3.5 Syntheliabo + 3.4 RP France + 3.2 Darty

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (\*)

CGE ..... 2253 732

Pragent 193.788 Michelin 90.755

70 2214 949 rake East 199 974 94 (29) East 132 299

(\*) Du 11 au 18 inin inclus

times cap. (F)

160 400 799 269 560

733 295 342 295 236 689

286 618 235 248 114 409 241 492 119 206 881 995

%

(1) Coupon 17,50 F.

#### BOURSES ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK** Record batte

Tous les records d'altitude ont été, cette semaine, battus à Wall Street et ce à trois reprises différentes, mercredi, puis jeudi et, ô surprise, même vendredi, journée très redoutée avec la triple échéance des contrats à terme (actions, ecneance des contrats à terme (actions, options, indicus), encore appalée - journée des trois soccières -. Mais finalement, grâce aux nouvelles dispositions permettant d'étaler les liquidations trons permettant d'étaler les liquidations sur quarante-huit heures, le marché n's pas subi de fortes seconsses et a pu continuer su progression. Vendredi, l'indice des industrielles s'est établi au niveau historique de 2 420,85 (contre 2 377,73 le 12 juin).

... 27.4...

1 × 100 · ... is --

State of the State 2016

 $\mathcal{L}_{i,j} = \mathcal{L}_{i,j} \otimes \mathcal{L}_{i,j} \otimes \mathcal{L}_{i,j}$ 

1.64/18 4.35 . 44193

. 2 S. 6 3 2 2

- Fag (編)

🚅 ر سوود د

107 0 Server days.  $\nabla h_{ij}^{\alpha}(x) = x$ 

Particles

Marian Land

1. 4. . . .

the driver of

F \*\*\* 25

(10 mg - 1 mg - 1 mg) (20 mg)

form of the company a distance in the beautiful to the second

マラン ..... (1)条

Facilities 1880 - 1880 - 288

See.

------

1 m at 🚊

**计二次处理** 

COM

·4.43 &

1.412

and the second

945 1 E.

- riting

\* .. ik

- 14-

· :

\* WITH

.

5.32

-

- 27

File of the State of American State of American

Les milieux boursiers, trop occupés à régler les problèmes techniques, n'out pas prêté une grande attention aux dernières statistiques économiques jugées positives par les experts, à savoir le PNB pour le deuxième trimestre (+4.8 %) et le taux de marche des names américaines pour mei (79,6 % costre 79,4 % en avril).

L'activité hebdomadaire a porté sur 917,87 millions de titres contre

	Coms 12 juie	Cours 19 juin
Alcos Allegis (ex-UAL)	53 1/4 93 3/8	54 1/4 90 1/4
Booing Chase Man, Bank	26 1/2 46 3/8 42 1/8	29 48 3/8 45 1/4
Du Pont de Nemours Eastman Kodak	1145/8 825/8	118 3/4 \$5 1/2
Exxon Ford General Electric	89 3/8 93 3/8 54	96 1/2 96 3/8 53 5/8
General Motors Goodyner IBM	65.7/8 66.5/8 156.5/8	63 3/8 69 7/8
Mobil Oil	567/8 491/8	58 5/8 50 1/2
Pfizer Schlamberger Texaco	781/4 443/8 387/8	79 1/4 45 3/8 36
Union Carbids USX Westinghouse	29 1/2 31 5/8 64 3/4	29 7/8 31 7/2 65 1/2
Xerox Corp	79 1/8	79 3/4

#### LONDRES Reflux en fin de semaine

Après avoir voié de record en recor à la suite de la victoire électorale des Conservateurs, le marché a di reculer sur une vagne de vent bénéficiaires.
Tout le terrain perde a été reperdu et vendredi soir, l'indice des industrielles suregistrait une baisse de 1 %.

L'afflux de fonds étrangers attends important que prévu. D'antre part, la publication d'indicateurs économiques révétant une acolification de la hausse des salaires en avril et le niveau élevé des crédits bancaires en mai a fait renaître des commes inflationnistes.

Indice «FT» dn. 19 jain: industrielles, 1 758,3 (contre 1 767,9); mines d'or, 390,1 (contre 409,3); fonds d'Etni, 91,16 (contre 92,70).

_			
		. Cours 12 juin	Cours 19 juin
	Beecham Bowater	571 524	556 531
	BP. Charter	358 390	365 448 479
	Courtsalds De Beers (*) Free Gold (*)	467 11 3/4 16	11 5/8 15 1/4
	Glazo Gt. Univ. Stores	17 35/64 20	16 51/64 20 1/4
·	ICI Shell Unilever	14 21/64 13 35/64 32 61/64	13 25/32
ı	Vickers War Loan	204 40 5/16	204
			_

## FRANCFORT Forte regrise

Trois séances seulement cette semaine avec les chômages observés pour la Fête nationale (17 juin) et la Fête Dieu. Mais trois belles séances marquées par une très vive reprise des cours, en partie due au raffermissement du dollar et an facteur technique. Pour le première fois depuis m mois, l'indice de la Commerzbank s'est établi, le 19 juin, su-dessus de la barre des 1800 points (1858,4 contre 1756 le 12 juin.

	Conrs 12 juin	Cours 19 jui
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoeclist Karstadt Mannesmen Siemens Volkswagen	309,78 295,38 317,48 259,59 571,50 275,30 433 155 696 376	315,5 303,5 334,5 269,3 641,6 297 445 158,2 732,5 387
11.00		

Aint 12 jain 19 ja  Aint 469 9  Bridgestons 1139 12  Caxon 933 99  Full Bank 4010 3 8  Honda Motori 1710 179  Matsushita Electric 1950 216  Mitsushita Heavy 611 39  Sony Corp. 3790 399	(contre 2 255,67).	2	• •
Bridgestone 1139 12 Canon 933 99 Full Bank 4010 3 2 Honda Motori 1710 17 Manushita Electric 1959 2 14 Mitsubith Heavy 611 53 Sony Cop. 3 700 3 39	770.1744		Cou 19 ju
	Bridgestone Camon Pali Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy	1 130 933 4010 1 710 1 950 611	381 381 17: 216 397

## Mines, caoutchouc,

outre-mer

	19-6-87	Diff.
Géophysique Imétai	571 115	+ 9
Michelin	3 139	- 69
RTZ	99	- 1.50 - 0.04

## Valeurs diverses

Bis CGUP (3) Club Mediterr. (2)	446 520 2 403 711 1 350 1 385 588 3 499	- 20 - 20 - 42 + 26 - 9 - 35 + 9 - 21
Arjomari Bie Bis CGIP (3) Club Möditert. (2)	2 403 711 1 350 1 385 588	- 42 + 26 - 9 - 35 + 9
Bis CGIP (3) Club Mediterr. (2)	711 1 350 1 385 588	+ 26 - 9 - 35 + 9
Bis CGIP (3) Club Meditert. (2)	1 350 1 385 588	- 9 - 35 + 9
CGLP (3)	1 385 588	- 35 + 9
Club Moditerr. (2)	588	+ 9
Escilos	3 49 <del>9</del>	- 21
Europe !	659	- 40
	2 831	- 69
L'Air liquide (1)	660	+ 2
	4 005	45
Navigation Mixte	935	- 58
Nord-Est	159,30	-14.80
Presses Cité	3 382	+ 42
Saint-Gobain	416.50	- 9.90
Sapofi	696	- 34
Skis Rossignol	1 200	- 11

(1) Coupon 13 F. (2) Coupon 9 F. (3) Coupon 15 F.

## Produits chimiques

	19-6-87	Diff.
Inst. Mérieux Labo, Bell. Roussel UC BASF Bayer Hoechet Imp. Chemic. Norsk Hydro	986	- 100 - 117 + 24 + 22 + 63 + 78 - 1,50 + 2,60
Valoren à none	ê	

Diff.

9 30 0,05 0,19 8,62 1,79 6,72 0,45 0,33 9,12 0,15 0,36 0,48 6,30

#### Valeurs à revenu fixe on indant

Diff.	ou indexé	
- 20 - 20 - 20 - 20 - 20 - 35 - 9 - 35 - 21 - 40 - 2 - 45 - 58 - 14,80 + 42 - 9,90 - 34 - 11		19-6-8
- 42	4 1/2 % 1973	1 948
+ 26	7 % 1973 10,30 % 1975	8 906
- 35	PME 10,6 % 1976	106,7 101,9
+ 9 - 21	8,80 % 1977	126,8
- 40	10 % 1978 9,80 % 1978	100,7 100,5
- 69	9 % 1979	99.3
+ 2 45	10,80 % 1979	163,3
- 58	13,80 % 1980 16,75 % 1981	101,5
- 14,80 + 42	16,20 % 1982	115,6
- 9.90	16 % 1982 15,75 % 1982	117,5
- 34	CNE 3 %	4 265
- 11	CNB bg. 5 000 F CNB Paribes 5 000 F.	101,4

# L'information: une valeur clé du marché

Un marché ne peut fonction- inquiétudes. L'opacité actualle ner sans informations fiables et précises. Il en va des marchés de 'argent comme de ceux des fruits et légumes, du marché de Rungis comme de ceux du palais Brongniart. La confrontation de l'offre et de la demande passe par des prix affichés, des données sur les marchandises changées, des intervenants ayant pignon sur rue. Les marchés financiers trançais souffrent encore d'une insuffisante transparence, un péché de jeunesse qui inquiètent certains profes-

Après la Commission des opérations de Bourse, le Commissariat général au Plan aborde à son tour la question. Dans le rapport, présenté à la presse le 16 juin ouverneur de la Banque de France, et consacré aux « perspectives de financement de l'économie française » à moyen terme, les membres du groupe de travail (des professionnels des hauts fonctionnaires, des universitaires...) écrivent : ell devient impératif que le mouvement de renforcement du rôle des marchés de capitaux (dans les structures de financement de l'économie française) soit accompagné d'un important

effort d'information. » Moins tenus à la modération dministrative, les responsables de Ficom (finances et communication), une filiale de la CDC et de TGF, ont fait part cette semaine à la presse de leurs CNB Suez 5 000 F ... CNI 5 000 F ...

à leurs yeux une manace pour l'avenir de la place de Paris. Leur constat est sévère, mais juste. Sur le marché obligataire, «l'information relative à la vie des titres est quasiment inexisconcernant, pour les titres du marché monétaire, les montants d'encours par intermédiaires du marché. Sur le marché des actions, '« l'information sur les titres émis est trop dispersée ». La liste n'est pas exhaustive. Faute d'un effort d'information de la part de tous, M. Eric Coe-lenbier, le directeur général de la Banque française Standard Chartered craint de voir un retour sur le marché de l'administration et

des nouveaux marchés constitue

de son pouvoir réglementaire. Pour favoriser cette nécessaire transparence, Ficom a pris une heureuse initiative, la publication, pour la première fois en France, d'un « annuaire des salles de marchés ». Les opérateurs qui cherchent leurs interlocuteurs pourront y trouver des noms, des numéros de téléphone et de compte en banque. Tous sont pas. Certains, même parmi les plus grands, ont encore refusé de communiquer de telles

## ERIK IZRAELEWICZ

\* L'annuaire des salles de mar-ché, 200 pages, est en vente à Ficom, 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, an prix de 495 FTTC.

#### Banques, assurances Alimentation

19-6-87	Diff.		19-6-87	Diff.
521	+ 21	Bail Équipment	399	- 1,10
				- 23
	- <del>5</del> 5			+ 22
				- 59
		CFF		- 15 .
3 500	- 60	CFI		+ 4
		Eurafrance	2 425	- 39
2 903	+ 231	Hénin (La)	761	+ 5
2 636	<b>– 110</b>	Imm. Pl. Moncosu		- 4
2 500	+ 40	Locafrance	595	- 26
39 100	+3 990	Locindus	871	- 7
1 116	- 34	Midi		- 116
222		Midland Bank (1)		- 8.30
		OFP		- 100
				- 42
				- 75
				- 31
	521 2 666 4 869 3 185 1 945 3 500 678 2 903 2 903 2 500 39 100 1 116 222 953 1 910 1 165 1 230 755	521 + 21 2 660 - 60 4 860 - 55 3 185 - 30 1 945 - 24 3 500 - 60 678 - 31 2 603 + 231 2 603 + 231 2 500 + 40 99 100 +3 890 1 116 - 34 222 + 11 959 - 27 1 910 - 58,50 + 1230 - 104	S21	S21

(1) Coupon 45 F;(2) Coupon 21 F; (3) Coupon 35 F; (4) Coupon 80 F; (5) Coupon 28 F; (6) Coupon 10,50 F.

# Matériel électrique

		_
	19-6-87	Diff
Alcatel		+ 169
Crouzet	290,16	- 4
IBM Intertechnique	974	+ 22

	19-6-87	Diff.	Esso		
Aleatel Alsthom-Atlantique . Crouzet Générale des Esuz . IBM Intertechnique . ITT Lesrand	290,1 <del>0</del> 1 145 974	+ 169 + 6,29 - 4,96 - 22 - 79 + 16 + 29	Petrofins Pétroles Primaga: Raffinag Royal Di Sogerap Total	B.P z e	
Lyonnaise des Eaux .	1 415	- 50			
Matra Merlin-Gérin Moulinex		- 145 - 105 - 29,20	-	=	2
PM Labinal Radiotechnique	729 1 408	inch. ~ 62	Sept	92,26	92,
Schlumberger	820	- 35	Déc	92,26	92,
Signanx	584	+ 175	Mars.	92,27	92,
Télémée, Electrique.	1 362	- 70	14	92.24	-

	-3					7-0-01	Dut
que .	19-6-87 2 517 402 290,16 1 145 974 1 301 363 5 316	Diff. + 169 + 9,29 - 4,99 - 89 + 22 + 22 + 19 + 19 + 29	Elf-Aqui Esso Esso Petrofins Pétroles Primaga Raffinag Royal Di Sogerap Total	B.P.	1	366,28 480 552 780 94 805 108 7773 430 476	- 5,36 - 15 + 22 - 28 - 11 + 15 - 7 - 7 - 1,16 - 6
anx .	1 415 2 290 2 150 75,90 729	Inch.	index)	=	7.00 100		THE SECOND
	1 498 272,50 820	- 35	Sept			_	+ 0,01
que .	2 470 584 2 850	+ 175 + 4 - 78	Mars.	92,27	92,27	92,27	+ 0,02
	1 362	- 46	Jan	92.24	92.23	92.24	! - I

(1) Compon 10 F.

Pétroles

LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	milliers o	le francs)
	15 jain	16 juin	17 jain	18 jain	19 juin
RM	1 987 934	2 370 201	1741951	1 908 734	3340712
R. et obl.	10 690 899	10 569 725	11 316 559	11 887 857	9 595 938
Actions	217 080	188 671	234 362	285 152	223 356
Total	12895913	13 128 597	13 292 872	14081 743	13 160 006
INDICE	SQUOTED	IENS (INSI	CE base 100,	31 décembe	e 1986)
Françaises	103,6	103,6	102.7	100,2	_
Étrangères	118,2	119,1	119,4	119	
C	OMPAGN	IE DES A	GENTS DE écembre 19	CHANGE	
Tendance .	104,9	104,3	103,9	100,2	99.4
	(ba	se 100, 31 d	ecembre 198	1)	139

## MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 19 juin 1987

Indice gén. | 415,6 | 417,2 | 414,5 | 406,2 | 400,6

COURS	ÉCHÉANCES					
L COOKS	Juin 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88		
Premier	101,70	102,30	192,40	102,05		
+ lest	101,90	102,45	182,49	102,25		
+ bes	101,40	101,90	101,80	101,85		
Dernier	101,80	102,45	102,35	102,20		
Compensation	101,80	102,40	102,30	102,20		

Nombre de contrats : 47 637.

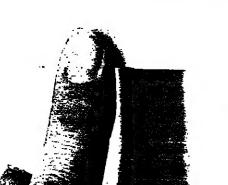
The second

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) 165 14 136 -11,4 -10,9 -10,8

#### TOKYO Baisse

se Icare, le marché de Tokyo s'est brûlé les ailes à vouloir trop montes vers le soieil. Après avoir arteint de nou-veaux sommets, il en est redescandu à toute allure, surrout vendredi, sur un subit afflux de venies bénéficiaires. Indices dn 19 juin : Nikket, 25 288,12 (contre 25 894,27) ; Général, 2 174,81

778.274	Cours 12 juin	Coun 19 jui
Akaf Bridgestone Cason Fuli Bank Honda Motors Matsushita Electric Minsushith Heavy Sony Corp. Toyota Motors	469 1 139 933 4 010 1 710 1 950 611 3 780 1 978	596 1 228 951 3 816 1 758 2 109 598 3 970 1 979



A PART TO BE READ

# Crédits, changes, grands marchés

# L'EUROMARCHÉ

# Condamné à devenir mondial

L'euromarché est-il condamné, pour survivre, à céder la place à un marché mondial des capitaix capa-ble de donner le jour à des émissions de 3 à 5 milliards de dollars simultanément négociables vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans chaque grand centre financier de la planète? L'avenir du marché euroobligataire traditionnel paraît, en effet, derrière ini et, pour l'évoquer, il semble qu'il faille dorévavant ne plus employer le présent mais, comme les Beattles, chanter «Yes-terday». Deux contestations amènent à remettre en question l'exis-tence de celui qui, depuis janvier 1961, date de la première émission euro-obligataire, s'est imposé comme étant «the Eurobond Market » : d'une part, le faible volume d'activité primaire, c'est-à-dire d'euro-émissions nouvelles, malgré les tentatives de réanimer le secteur des euro-emprunts en dollars à tanz fixe : d'autre part, l'activité secondaire de plus en plus forte sur les granda emprants d'Etab do tontes nationalités, qu'ils soient américains, allemands, néerlandais, anglais, français et autres, soit toutes les émissions dont la qualité est souveraine et la liquidité très éle-

La liquidité d'un emprunt est proportionnelle au volume de la transaction concernée. Ce facteur n'a cessé de prendre de l'importance depuis le début de la présente décannie jusqu'à devenir primordial de nos jours. C'est, entre autres, l'absence de liquidités suffisantes qui a accéléré le déclin du marché des euro-emprunts à taux d'intérêt variable. C'est également un probième de liquidités qui a mis fin an grand mouvement de «mobiliéries» tion » des eurocrédits bancaires syn-

#### Le SNCF et le CIC

Face à cette perspective mondiale, l'actuelle euro-activité obligataire paraît bien terre. Les euroémissions nouvelles se succèdent à un rythme particulièrement lent. Mais, parmi la poignée d'entre elles ayant vu le jour cette semaine, deux méritent d'être retennes non seulement parce qu'elles émanent de débiteurs français, la SNCF et le CIC, mais parce qu'elles ont, toutes : l'emprant euro-obligataire. deux, été bien socneillies.

La SNCF a, durant la première garantie de l'Etat français, lancé une euro-émission sur queure ens de 90 millions de dollars canadiens. Offerte à un prix de 101,375 avec un coupon annuel de 9,625 %, soit, le jour du lancement, sur la base d'un rendement de 42 points supérieur à celui des obligations de dien, la proposition française a été conditions en ligne avec un marché le début de l'année.

Ces derniers rerouvent, actuellement, la faveur des prêteurs pour deux raisons : d'une part, le geure de papier à court et moyen terme, qu'on dit mobilisable à tout instant, emis à partir de lignes de crédit à cinq, sept ou dix ans, n'est pas aussi aisément négociable que ses promo-teurs l'avaient pensé; d'autre part, tout type de papier prétendument négociable est susceptible, au sein d'un portefenille, de décotes importantes parce qu'il est soumis à la pression constante d'un marché aux guets des moindres frémissements à l'égard autant de la devise que de l'instrument, tandis que la valeur des crédits syndiqués peut conserver sa parité dans les bilans des banques ansai longtemps que la qualité du débiteur n'est pas tombée en deçà de

On peut concevoir le prototype d'une émission mondiale typique comme suit : 5 milliards de dollars américains sur dix ans pour la Banque mondiale sur la base d'un rendement douné et à partir de commissions adéquates pour les banques de tous pays désireuses de participer dans la transaction au niveau du groupe de direction. L'ampleur des engagements bancaires individuels, face à l'ampleur de l'opération, devant être de l'ordre de 250 millions de dollars, il est certain que la structure actuelle des commissions devra être révisée à la hausse. Last but not least, les banques assurant un marché secondaire devront être présentes en permanence. La clôture de Tokyo préfigure l'anbe de Lon-dres dont le crépuscule devient immédiatement l'aurore du continent nord-américain avant qu'on ne célébre le réveil du marché de Pempire da Solcil-Levant.

revigoré par la remontée du dollar américain a facilité tout d'abord la syndication de l'opération au niveau des banques, puis, par la suite, le placement auprès des investisseurs, ceux du Beneiux n'ayant pas été les derniers. La transaction SNCF est bâtie à partir d'un swap en francs suisses à taux fixe arrangé par Paribas qui dirige également

La Compagnie financière de Crédit industriel et commercial en lanmoitié de la semaine et sous la cant mercredi un euro-emprant à six ans de 255 millions de deutschemarks a atteint simultanément trois objectifs. C'est, tout d'abord, la première opération libeliée en devise allemande du CIC. Elle permettra an groupe bancaire français d'accroître sa renommée sur le marché international des capitaux. réonverture du secteur à taux variabien accueillie. La conjunction d'une ble en Allemagne dont l'eurosignature de première classe et de activité primaire avait cessé depuis

Les carro-obligations, qui seront émises à un prix de 100,05, porte-ront un intérêt semestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,125% au taux offert à Londres sur les dépôtes en encodestantes. dépôts en eurodentschemarks à six mois. Enfin, l'américaine Morgan Stanley, qui est à la tête du syndicat bancaire, fait, avec cette opération, son entrée dans le club encore assez fermé des banques étrangères pou-vant diriger des euro-émissions en

L'offre du CIC a beaucoup intéressé les institutions asiatiques et curopéennes. Elle provient d'une signature dont le papier est relative ment rare sur le marché international des capitaux. En outre, elle a l'avantage de procurer aux prêteurs un rendement supérieur au taux du Libor. Le produit de l'emprant sera schangs contre des dollars à taux variable dont le coût sera proche du Libor dans le cadre d'un «swap» également arrangé par Morgan Stanley. La bonne réception se reflé-tait vendredi dans le cours de 99,97-99,99 du marché gris.

En revanche, la CEB n'a guère été heureuse avec l'euro-émission en francs français qu'elle est venu pro-poser en début de semaine. D'un moutant de 500 millions et d'une durée de neuf ans et neuf mois, elle a vu le jour au moment même où le marché du franc tricolore s'affaissait lourdement à la suite de la publication de statistiques économi-ques défavorable pour l'Hexagone, Offerte à un prix de 96,625 avec un coupen annuel de 8,75% pour procu-rer un rendement à échéance brut de 9,28%, elle se traitait jeudi avec une décote de 400 points de base. Les termes et conditions de l'opération ont été établis afin de la rendre entièrement fongible avec l'euro-emprent de 600 millions de france français réalisé par la CEE au mois de mars de cette année. Ce faisant, la CEE espérait bénéficier de la liquidité que représente une euro-émission totalisant 1,1 milliard de francs. Malhenreusement, le sort en a vonlu autrement, et tant l'empranteur qu'Indosuez, qui dirige la tran-saction, n'ont pu que pleurer à l'égard d'un destin infortuné.

Pour terminer sur une note plus optimiste, il faut souligner que la privatisation de la Société générale se déroule extrêmement bien à étranger. La part offerte aux Etats-Unis sous is forme d'un placement privé était déjà entièrement sous crite dès handi soir. La quotité internationale proposée dans le reste du monde était, de son côté, plus de six fois couverte en fin de semaine. Le Trésor français, pour des raisons que seul le diable doit connaître, s'acharne à interdire l'affichage de cours du marché gris. Son emprise se limite heureusement à l'Hexagone. Vendredi, le marché gris affide 450-460 F français par rapport à un prix de vente de 407 F.

CHRISTOPHER HT! SHES.

#### LES DEVISES ET L'OR

# Un dollar étonnamment soutenu

Est-ce l'effet d'une légère diminution du déficit commercial des Etats-Unis pour le mois d'avril, annoncée à la veille da week-end dernier, ou celui d'une hausse men-suelle des prix de gros américains, ramenée de 0.7 % en avril à 0,3 % en mai? Le dollar, en tout cas, s'est montré étonnamment soutenu cette semaine, évoluant dans d'étroites limites

Initialement décus par les mai-gres résultats du sommet de Venise, où les Sept se sont bornés, en ce qui concerne le monétaire, à confirmer les engagements de stabilisation pris au palais du Louvre le 22 février dernise les confirmers par les reines dernier, les opérateurs sont en train, semble-t-il, de modifier leurs opisemble-t-il, de modifier leurs opi-nions en ce qui concerne l'avenir nions en ce qui concerne l'avenir immédiat du « billet vert ». Outre-Atlantique, les commentaires vont bon train : « Le sentiment est en train de changer, et nous allons vers un marché haussier » ; « Nous enre-gistrons une véritable demande sur le dollar pour la première fois depuis longtemps » ; « La tendance c'oriente vraiment à la hausse. » En repard de ces déclarations vont

En regard de ces déclarations tout à fait bullish (haussières), des a int bititish (naussières), des experts méfiants appellent à la pru-dence: « Si le dollar n'est pas fichu de sortir, par le haut, du « serpent » dans lequel il évolue, il risque de chuter : au premier signe de fai-blesse, il y aura un raz de marée. »

Beaucoup d'experts estiment ras-surances les indications en prove-nance d'outre-Atlantique : progres-sion de 4,8 % du PNB américain au premier trimestre, au lieu des 4,4 % antérieurement annoncés; augmencités de production. En outre, les déclarations également « rassu-rantes ». des officiels se sont multi-

Enfin, on attend avec intérêt, dans trois semaines, les chiffres de la balance commerciale des Etats-

déjà connu, n's-t-il pas diminué de 700 millions de dollars pendant ce même mois ? De plus, certains experts (citons ceux d'IBM) avancent que le cours d'équilibre du dol-lar, exprimé en coût de production, serait, sur la France par exemple, de 6,50 F, soit de 10 % au-dessus des

cours actuels. A vrai dire, les partisans d'un recul supplémentaire du dollar, de l'ordre de 10 %, sont les plus nombreux. Ils avancent que, à 13,3 mil-liards de dollars pour le mois d'avril, le déficit commercial américain reste, tout simplement, «épouvanta-ble » à ce rythme annuel de 170 milliards de dollars, et qu'il faudra bien en tenir compte. Simplement, ils admettent que les cours de la devise américaine peuvent se stabiliser, au plus, jusqu'à l'automne, avant de chuter. D'autres assurent que, désor-mais, le dollar, survendu, est désor-

mais - à la hausse ». On voit que l'éventail est largement ouvert...

# sur le SME

En Europe, la livre sterling s'est d'abord montrée très ferme, sur d'excellentes nouvelles en proveplein redressiment. En outre, une telle santé ne devrait guère inciter la Banque d'Angleterre à abaisser encore ses taux, toujours élevés, ce qui constitue un attrait supplémentaire pour les placements en zone sterling. Mais, à la veille du week-end, la devise anglaise a brusque-ment faibli, sur des craintes de

résurgence de l'inflation, paraît-il. En tout cas, la controverse est

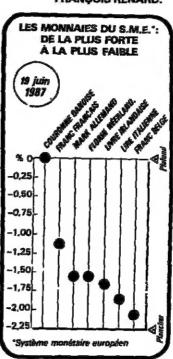
Unis pour le mois de mai, qui de voir la livre entrer dans le sys-devraient être meilleurs : l'excédent commercial du Japon sur ce pays, la victoire électorale de Mª Thatcher levant tous les obstacles à une telle opération. Mais, en même temps, cette possibilité a fait naître la rumeur d'un réaménagement du SME, intervenant à l'automne prochain par exemple, et permetrant alors de revoir certaines parités, notamment celle de la lire, un peu faible maintenant, et du franc vis-àvis du mark.

Cette rumeur persistante éveille quelques échos surprenants : «La confiance dars la monnaie? Elle manque totalen.». À l'heure actuelle, nous pouvons le dire édire nous », a estimé M. Maurice Couve de Murville, ancien premier minis-tre du général de Gaulle, mercredi 17 juin, lors du trentième anniver-saire de l'Association des journa-listes économiques et l'inanciers. A qui se fier!

Le pessimisme sur le franc - et pas seulement sur lui - a été ali-menté par l'annonce d'un déficit croissant de la balance commerciale française, dont le creusement (- 5,6 milliards de francs en mai), surtout sur le solde industriel, est impressionnant. On doit dire tout de même que cette nouvelle n'a guère affecté le franc.

Après une montée éclair à plus de 3,35 francs, le cours du mark est retombé, sagement, à moins de 3,34 francs, c'est-à-dire à son niveau du lendemain du réajustement du du lendemain du réajustement un SME le 12 janvier dernier, et cela sans aucune intervention de la Banque de France, qui a même récupéré des devises en début de semaine. Assez curicusement, cette semaine

FRANÇOIS RENARD.



## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 19 JUIN

PLACE	Liera	\$E.U.	Francis Strangalis	Franci	D, merk	France beign	Florin	Lire italian
	=	-	-	-		1	-	-
			-	-		-	-	-
	1,6175	-	16,3800	65,132	54,7646	2430	43,5673	0,075
York	1,6548		16,5837	66,340	55,3710	2,6731	49,1159	0,076
	9,874	6,1650	-	401,98	333,97	16,1166	294.50	4,629
M	9,9736	6,0300	-	483,87	333,89	16,1187	296,17	4616
-44	2,60	1,5190	34,8878	-	83,8963	4,8100	73,7737	1,150
brick ,	2,6744	1,00	24,8993		82,830	3,9989	T3,4774	LIG
	2,950	1,8280	29,9C2	129,34	-	4,5257	致,78的	1,384
imclet	2,9871	1,8060	29,9502	124,72	-	4,2276	\$1,7133	1,398
	61,276	37,14	6,2048	24,9375	201,22		18,3972	2,569
termina ***	61,8761	37,41	6,2646	25,0067	287,14	-	12,3743	2,860
	3,3366	2,6590	33,7248	137.52	112,63	5,4365	-	1,559
	3,3675	2,8360	33,7645	136,10	112,74	5,404		1,556
	21,35,10	1320	216,21	168,59	722,19	34,8468	641,08	-
	2163,43	1306	216,32	874,33	724,25	34,3639	J42,44	-
	23437	144,50	23,7355	95,3917	79,2678	3,0757	79,3746	4,1094
Telepo	237,51	143.60	23,3143	95,9893	79,5127	3,8385	70,5305	0,1090

vendredi 12 juin.

## chait sans honte à Londres un cours LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Une psychose caractérisée

Le jeudi 18, en fin de matinée, l'adjudication de la Caisse de refinancement hypothécaire, prévue pour 1 ou 2 miliards de francs, était brusquement annulée. Vu l'état du marché, tout à fait déplo-rable, la Caisse risquerait de payer 10,20%, contre 9,70% le 22 mai dernier. Elle renonçait donc: une véritable première.

Cet événement donne une idée de l'atmosphère sur le marché financier, où a régné une véritable Les motifs? Depuis un mois, le

climat a radicalement changé. Le marché ne retient des nouvelles et négatif. Cela a commencé par les pronostics pessimistes de l'INSEE: inflation de 3,5 % prévue pour cette année, déficit commercial et cette année, déficit commercial et chômage croissant. Cels a continué avec l'«incident Léotard» et le sentiment que quelque chose s'était causé dans la majorité. Cela s'est poursuivi avec le gros déficit commercial de mai, qui fait craindre des tensions sur le franc et sur les taux d'intérêt. Déprimant !

En outre, des facteurs «mécaniques» sont à l'œuvre. Depuis le début de l'aunée, entre les privatisations et les augmentations de capital sous diverses formes les appels à l'épargne publique frisent les 70 milliards, soit davantage que pendant l'année 1986 tout entière.

Quant au marché obligataire, ses rechutes répétées depuis janvier ont traumatisé les opérateurs, notamment sur le MATIF, complètement sinistré.

Tout le monde vend : les gérants de SICAV « sensibles », encore chargées en emprunts à taux fixe, dont les cours dégringolent à mesure que les taux montent, les opérateurs en position, qui se hâtent de se délester, ou de se con-vir, ce qui pèse sur les taux; les étrangers eux-mêmes, les Japonais, qui avaient acheté il y a deux mois et qui, avec leur brutalité coutumière, revendent en constatant, eux marché est « pourri ».

publics avaient été peu impres-sionnés par ces phénomènes, qu'ils jugeaient temporaires. « Le marché

se trompe », affirmait-on, en haut lien, avec une belle assurance. La automatiquement par la hausse des taux et le marasme des obligations, pourrait déranger ce calme olym-rien et provoquer quelques réac-

Que faudrait-il faire? En pro-mier lien, mettre le marché à la diète, le meilleur remède à une crise réelle des liquidités au niveau des investisseurs institutionnels. trop sollicités. Le Trésor a suffisamment de rentrées du fait des privatisations pour restreindre ses adjudications pendant quelque temps. Il l'a fait ces dernières années à plusieurs reprises. La Caisse de refinancement

hypothécaire a douné l'exemple, un pen tard sans doute, ce qui n'a pas amélioré son image chez des banquiers encore ulcérés d'avoir vu disparaître leur commission de placement au profit d'un mécanisme d'adjudication.

Mais, en début de semaine, le MATIF se redressait à plus de 104 et l'atmosphère se détendait. Hélas! le gros déficit commercial de mai fit retomber le MATIF aux enfers (102,25), et le carnage reprit. Si la Caisse avait maintenu son adjudication, on l'aurait accu-sée d'avoir fait monter les cours. Maintenant, on l'accuse de s'être dérobée et de n'avoir pas joué le

Cela est possible. Mais les clients de la Caisse, à savoir les organismes de crédit, l'UCP, le Comptoir des entrepreneurs, la SOVAC, la Banque La Hénin, peuvent faire valoir qu'ils prêtent parfois à 10% ou moins. Emprunter dans ces conditions à 10,20% serait suicidaire. De toute façon, le

La diète est une médication nossible. Reste l'action sur les taux. En France, quoi qu'on en dise en haut lien, ceux-ci sont désormais supérieurs à ceux pratiqués en Europe : près de 6 % à long terme, en tsux réel, hors inflation, contre 5,5 % en Allemagne et près de 5 % contre 3,55 % en Allemagne pour le court terme.

Devant la psychose qui se déve-loppe, et qui devient dangereuse (à Paris, on ne vent plus ni taux fixes ni taux variables et la baisse de la Bourse pourrait n'être pas termi-née), il n'est pas exclu que les pou-voirs publics fassent prochainement un geste. Ils maintiennent certes leur position. Les données « fonda-mentales » sont meilleures pour la fernoce qu'il se pennée : l'inferie France qu'il ne paraît : l'inflation sera davantage contenue dans les mois qui viennent, les coûts sala-riaux augmentent moins vite en

France qu'en Allemagne.

Le plein de « mauvaises nouvelles » a peut-être été fait au premier semestre. Il suffit donc d'attendue l'inévitable renversement de tendance... certes, mais les peuples attendent des signes.

Déjà, la Banque de France, lors de son adjudication du début de la semaine, a servi 53 % des demandes, au lieu de 10 % précédemment. Vendredi, elle a laissé filler à moins de 7 % le taux de l'argent au jour le jour, à l'occasion de la fin de la période des réserves pour les banques, alors qu'il y a un mois elle avant stoppé qu'il y a un mois elle avait stoppé la baisse en épongeant les liqui-dités. Elle pourrait élargir le « che-nal » d'évolution des taux, compris entre 7 3/4 % et 8 1/4 %.

Ce serait effectivement un siene à moins qu'on ne s'entête à vouloir trop défendre la monnaie par les taux, pratique perverse à moyen terme, surtout quand les emprun-teurs doivent payer plus de 10% face à une inflation de 2,4% sui-vant M. Balladur, ou de 3,5% suivant l'INSEE. Le prix de l'argent, de toute façon, bat tous les records

# LES MATIÈRES PREMIÈRES

# Le cuivre refait surface

Après un début d'année 1987 par-ticulièrement morose (baisse des cours de 6 % de janvier à avril), le cuivre refait surface. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne de Grade A à trois mois se traite à 952 livres sterling, après être passée au plus has à 853 livres. - Cette reprise s'inscrit dans le

cadre d'une pénurie de physique », notent les responsables «achats» d'une grande société de transformation française, qui soulignent le déport des cotations au LME (cours du comptant supérieurs au cours à terme), position caractéristique d'un manque de disponible sur le marché. Comme le montreut les sta-

PRODUITS	COURS DU 19-6
Culvre la. g. (Louiss)	949 (+ 4)
Trois mois	Livres/tospe
Alembrica (Leales)	967 (+ 18)
Trois mois	Livres/tosne
Nickel (Leafre)	2 845 (+ 98)
Trois mois	Livres/tome
Secre (Paix)	1 115 (+ 7)
Ants	Franci/tonne
Caff (Leston)	1 248 (- 53)
Juillet	Livres/topps
Cacao (Nos-York)	1 296 (+ 63)
Juillet	Dollars/tonne
Bu (Chicago)	263,75 (+ 8,25)
Juilles	Cents/boissess
Male (Chicago)	191,25 (+ 1,75)
Juillet	Cests/boissess
Soja (Chicago)	177,78 (- 5,20)
Juillet	Dollars/t. courte

tistiques de l'International Wrought accès à la mer. Désormais, le cuivre Copper Council (IWCC), cette situation résulte de la succession des déficits de l'offre mondiale sur la demande. Après un déficit cumulé 1985/1986 de 245 000 tonnes, l'IWCC prévoit pour le premier semestre 1987 un nouveau déséquilibre de 170 000 tonnes.

Des signes de pénurie ont d'abord commencé à se faire sentir en Amérique du Nord, où le producteur canadien Noranda a connu de sérieux problèmes. En effet, après avoir invoqué la clause de force majeure sur ses livraisons de janvier et février 1987, à la suite d'une grève qui a paralysé sa fonderie de Horne (Québec), la société a vu sa mine de Murdochville (également au Québec) ravagée par un incen-die. Dès lors, les opérateurs améri-cains se sont tournés vers le LME pour effectuer leurs transactions. Rien d'étonnant donc à ce que le volume traité sur le marché de Londres (ces chiffres sont désormais disponibles grâce à la nouvelle chambre de compensation du LME), ait largement dépassé celui du Comex de New-York.

Dans le reste du monde, certains gros pays producteurs ont également comu des problèmes. Le Chili, pre-mier producteur mondial avec 1,4 million de tonnes en 1986, a de reconstruire son pricipal four d'affinage. La Zambie, cinquième producteur mondial, se trouve, elle, confrontée à des questions de transport (manque de wagons et d'éner-Soja (Chicago)
Iniliet

177,78 (-5,29)
Dollars/t. courte

Le chiffre entre personhères indique la acistion d'une semaine sur l'autre.

177,78 (-5,29)
Dollars/t. courte
du métal. De plus, les autorités de Lusaka out décidé de ne plus passer par l'Afrique du Sud pour avoir un

zembien est embarqué dans les ports de Dar-Es-Salsam (Tanzanie) et de Beira (Mozambique), dont les capacités sont déjà largement dépassées. L'évolution du dollar a aussi joué

un rôle important dans le processus de déstockage de ces dernières amées. Comme le remarque un ana-lyste, « en 1985, stocker du cuivre revenuit à stocker du dollar, mais avec la baisse du billet vert on a assisté à de fortes ventes ». Antre élément de soutien pour l'or

rouge : la concurrence de l'alumi-nium et surtout des fibres optiques n'a finalement que peu entamé ses parts de marché. Les derniers chif-fres de l'IWCC font même état d'une légère augmentation de la demande occidentale de métal raffiné cette amée. Elle atteindrait sinsi 7,6 millions de tounes, contre 7,5 millions en 1986. Toutefois, la demande japonaise (industrie automobile et électronique) pourrait légèrement diminuer, en raison de la hausse du yen et de la montée du protectionnisme face au déferiement des produits d'exportation nippons.

Si l'assainissement du marché du cuivre mérite d'être souligné - à ce propos, le Conseil intergouvernemental des pays exportatours de cui-vre (CIPEC) vient récemment de donner un coup de chapeau à l'industrie américaine, — il reste que le reprise des cours peut toujours entraîner la remise en exploitation d'unités de production fermées pour cause de non-rentabilité. D'ores et déjà, des bruits de réouvertures cir-culent aux Etats-Unis.

(Intérim.)

# DATES

#### 2 il y a cinquante ans, le gouvernement Léon Blum démissionne.

#### ÉTRANGER

3 Amnistie

4 Le chancelier Kohl propose la création d'une bri-

#### POLITIQUE

5 Le projet du gouvernement sur le financement de la Sécurité sociale.

les manifestations étudiantes de l'hiver demier. 8 La Coupe du monde de La situation en Polynésie

rugby : la victoire des All RÉGIONS

#### SOCIÉTÉ

6-7 Le rapport de la commis-

9 Retour à Nancy.

10 La 8º Documenta à Kas-

- La mort de Michel Saint Pierre.

- Tandem, de Patrice Leconte. 12 Communication.

13 L'aliégement de la fiscalité pour les cadres. - La formation profes nelle coûtere plus che aux entreprises.

14 Revue des valeurs.

## SERVICES

Météorologie . . . . . . . . 12 Mots croisés .........12 

#### MINITEL

 Admissibilités grandes écoles, (ECOL) Les comigés du bac philo. (ETU) Les dossiers chauds du Monde. (DOS) Actualité. Sports. Internation

Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE M

ler a

.--- = 5無社

. . .------ Am

. pese18

A STATE OF THE STA

19 Part 19 1 日本 19 日本

A Transman

The second of the second

e a reservoir la la production

STATE OF STREET

Hard of Contractors &

PERCHANTE ST. CO. CONTRACTOR

THE REPORT OF MANAGE

大学 中で マッカーは上海で

gas mercera is a welle dess

18.340 Summa 1 to a February

STATE OF BEING THE THE

articles, refusery a per-

generality ages see her.

THE CONTROL OF THE PARTY

man an art geran in philips

SENSON CONT. LANCE CONTRACTOR

was terminant family with

mater des grandine granden

admi .00 27 3/7 77 9 47494

manant dans to supply with

and a to the language

Mesong a to in the news

mager es mission territor

ries finances of the supplement

mare down in your man

MICHES TOTALS OF THE PROPERTY.

andruit an course in transfer

Mat de gen anne de propiet

Michigan on the second

Sigs promosters a Mod

Launte a la na**latio**r

ista da potra la ser 🐞

2 m 1200 : : : : : : : : : \*\*\*

Bies trois install erweite

B CO COCCUMENTAL SERVICE

in 1936 furner organization

a fit aucun pout se m'action

Prepared son there been be

ata d'autre : peuples que

tes forcement les mains

Tabs Toulous asset and

to reprocessing the new total

Andreas deve a special

TH dock weart at Dent

the activities there are the

ambiplication a la fin des

# 1970 2 fair pius

decemes dans lear page.

de prondis en compete

Bet du e feit kurt den m.

See See Europeans

i de cajai-ci nuo devatasias

de constitution of the second

THE COURSE AND ACTIONS

es of a section and a section of the section of the

te dar moderna unruse diama uno neconalise

a nauscondo ins

signiques. . o. . G. button

commo fordement

THE STORY OF PER SECTIONS OF PERSONS

Partie de Krigistani et

Spage And to savenies

Street Street Street 1804

de la france ben suita

Property of Contracts

Copie 3th Court (Children

Sen of the Call to the same of the contract of the Call to Cal

R de Sympathia Camp

PARTITION TO SEVERALE

entos oux dioise de

Marquer des points

done in various

Section 1990 Court See 8

i elfa:bl. ssement se

A Aimi le PEK peen-s

Wateriero Drutente.

Markett and a consistent.

375F . 3

F : 182 - 11 -

193 man mg. . . . .

1 miles 10 miles

255 / 20 10 10 10

Après l'ajournement de la remise des lettres de créance de l'ambassadeur de Pretoria

# L'affaire Albertini, la cohabitation et le PC

Pierre-André Albertini, coopé-rant incarcéré depuis huit mois du Ciskei en raison de ses liens avec l'ANC, est-il à l'origine d'un nouvel accroc à la cohabitation ? Pour protester contre cette détention, l'Elysée a ennoncé, vendredi rand avait décidé d'« aiourner » la remise des lettres de créence du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud en France, M. Henrick Geldenhuys (nos demières éditions datées du 20 luin).

Cetta décision, « à valeur symbolique » selon la présentation qu'on en faisait à l'Elysée, est un camouflet pour les dirigeants de Pretoria, qu'avait satisfaits l'attitude du gouvernement français après la victoire de la droite en mars 1986. Rappelé par la gauche en 1985, l'ambassadeur de oint son poste sur décision de M. Chirac. Faut-il en conclure, M. Le Pen, que, dans cette affaire, M. Mitterrand « s'est non comme le présidem de la Rémublique française, mais comme le chef du Parti socia-

Matignon et le Quai d'Orsay font preuve de beaucoup plus de sérénité. La décision du chef de l'Etat. dans un domaine qui lui appartient par nature, coîncide avec une certaine lassitude des diplomates devant la mauvaise ambassadeur d'Afrique du Sud avait obtenu son agrément le

M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale de 1983 à 1987, a été entendu vendredi

19 juin par M. Jean-Pierre Michan.

juge d'instruction chargé du dossier

lement sur l'épisode du « vrai-faux »

passeport remis à Yves Chalier par

la DST pour couvrir la fuite de

Bien que dirigeant la police natio-nale à l'époque, M. Pierre Verbrug-

ghe, selon certaines sources, n'aurait pas été averti des conditions dans lesquelles le faux passeport avait été délivré à Yves Challer, ancien chef

de cabinet de M. Christian Nucci,

alors en fuite et sous le coup d'un

Si cela devait se confirmer, il fau-

drait expliquer la procédure qui a permis à M. Bernard Gérard, direc-teur de la DST, de délivrer, contrai-

mandat d'arrêt international.

L'audition aurait porté essentiel-

du Carrefour du développement.

L'affaire du Carrefour du développement

L'ancien directeur général de la police entendu

sur le « vrai-faux » passeport d'Yves Chalier

18 mars, deux jours avant la condamnation de M. Albertini à quatre ans de prison.

e Pour autant que je sache, le haite pas que le témoigne », avait déclaré celui-ci devant des juges qui attendaient une déposition i charge contre ses codétenus sudafricains, Depuis, la Quai d'Orsay avait multiplié les démarches en vue d'une solution honorable, sens plus de succès que M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, qui avait fait un voyage en Afrique du Sud juste avent le procès. M. Mitterrand s'était déclaré « personnellement choqué » per la condamnation de M. Albertini. Le gouvernement

avait été plus discret, mais il s'était efforcé d'éviter qu'on en arrivat à cette situation embarrasgate : à deux reprises, en décernbre 1986 et en février 1987, le précédent ambassadeur d'Afrique du Sud avait été convoqué au Le jour même où l'Elysée

annonçait la décision de M. Miterrand, la chargé d'affaires sudafricain, était convoqué par M. Jean-Bernard Raimond. Il s'est présenté au Quai d'Orsay en compagnie de l'ambassadeur désigné. Le ministre des affaires étrangères a fait part une nouvelle fois de la préoccupation du gouvernement à la suite de la détérioration des conditions de détention de M. Albertini. Ce n'est pas M. Rai-

M. Gérard a-t-il agi de sa propre ini-tiative ou a-t-il obéi — comme le Monde l'a affirmé — à un ordre

supérieur à celui du directeur de la

police ? Interrogé à ce sujet par le

magistrat instructeur, M. Gérard,

soutenu par M. Pasqua et par le par-

quet, a avancé le secret défense pour

ne rien répondre. La chambre

d'accusation leur a donné raison par

un arrêt rendu le 27 mai (le Monde

La procédure parlementaire enga-

e contre M. Nucci suit son cours. gée contre M. Nucci suit son cont. Les députés de la majorité qui y sont

investis out refusé eux aussi que le

dossier déborde du strict cadre qu'ils

veulent lui fixer. Lors de sa pre-

mière réunion, la commission ad hoc

chargée d'examiner le dossier a ainsi

repoussé la demande des parlemen-

taires socialistes qui souhaitaient entendre MM. Pasqua, Aurillac et

G.M.

du 11 jain).

de la remise des lettres de créance — l'ambassade d'Afrique du Sud avait déjà été informée par l'Elysée, — mais cette question a tout naturellement été évoquée.

#### Pas d'émoi an Quai

Aucun émoi n'est perceptible dans l'entourage de M. Raimond. Un de ses collaborateurs estime inciter Pretoria à la réflexion. Les diplomates trouvent peu convaincante l'argumentation de l'Afrique du Sud selon laquelle le sort de M. Albertini dépend saulement du Clakei e indépendant ».

On peut se demander si l'engagement aux côtés de l'ANC en lutte contre le pouvoir établi était pérant. Le Parti communiste francais, au sein duquel les parents du prisonnier militent, ne se pose évidemment pas ce genre de question dans sa campagne contra ∉ l'otage de l'apartheid ». Sans l'initiative de M. Mitterrand lui a valu de recevoir, pour une fois, un bon point des anciens partenaires de l'union de la gauche.

M. Marchais l'a dit : « Le Parti communiste et son comité de défense des libertés et des droits de l'homme ne peuvent que se réiouir de ce premier acquis de

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

## Voile

#### Philippe Poupon: nouveau record de traversée de l'Atlantique

Philippe Poupon a amélioré, samedi 20 juin, le record de la trasancti 20 julii, le record de la tra-versée de l'Atlantique à la volle, en faisant franchir à son trimaran Fleury-Michon-VIII la ligne d'arri-vée au large du cap Lizard (pointe sud-ouest de l'Angleterre), à 7 h 03 (9 h 03 heure française).

Pari de New-York le 13 juin après plus d'un mois et demi d'attente de conditions météorologiques favorables, le navigateur français, vainqueur de la dernière édi-tion de la Route du rhum, a mis sept jours, 13 heures et 1 minute pour rallier l'Europe. Philippe Poupon succède à Philippe Pacque et Lorc Caradec au palmarès de cette tra-versée en améliorant de 8 h et 23 mn le record établi en 1986 par leur catamaran Royale.

La vitesse de Fleury-Michon a brutalement chuté de 18/19 nœuds à un peu plus de 10 nœuds à la fin du parcours en raison du manque de

#### L'Organisation des opprimés sur terre annonce avoir tué un otage juif

Beyrouth (AFP). - L'Organisa tion des opprimés sur terre a annoncé, le vendredi 19 juin, l'assas-sinat du chef de la communauté juive du Liban, Elie Srour dont elle avait, la première fois, annoncé la mort le 30 décembre 1986.

Dans un communiqué manuscrit Dans un communiqué manuscrit parvenu tard dans la mit aux quotidiens An Nahar (indépendant) et As Safir (proche des milieux musulmans et de gauche), accompagné d'un cliché instantané d'Elie Srour, l'organisation clandestine a amoncé « l'exécution du grand espion israéllen Elie Srour, qui dirigeait, sous le couvert de la présidence du Conseil supérieur de la communauté juive au Liban, un réseau de reuseignement relevant du Mossad (services secrets israélieus) ».

L'Organisation affirme que la

L'Organisation affirme que la sentence de mort a été exécutée « en signe de représailles contre les bom-bardements israéliens des villages opprimés du Liban du sud ».

Elie Srour, quarante-trois ans, avait été kidnappé en mars 1985, à Beyrouth-Ouest, à majorité musui-mane. Seion le Conseil supérieur de la communaué juive au Liban, sept juis libanois ont été enlevés entre mars et mai 1985, et ces enlève-ments ont tous été revendiqués par l'Organisation des opprimés sur

#### LIBAN

# Brusque démission du magistrat chargé de l'enquête sur l'assassinat de Rachid Karamé

BEYROUTH de notre correspondant

Un rebondissement inattendu dans l'affaire de l'assassinat du pre-mier ministre Rachid Karamé s'est produit le samedi 20 juin avec la démission du magistrat instructeur nommé par l'enquête. Pourtant la veille, il paraissait à

l'aise dans sa mission en annonçant que la première phase était terminée et se félicitait de la coopération de tontes les parties, soulignant l'apport de président Gemayel, qui a mis 15 millions de livres à sa disposition pour aider à découvrir les assassins. De son côté, le commandement de l'armée avait consigné le personnel de la base d'Adma, en territoire chrétien, d'où était parti l'hélicoptère piégé.

Cette brusque démission pourrait bien relancer la tension entre musulmans et chrétiens à un moment où elle paraissait s'apaiser.

Ce nouvel événement survient alors que trois jours après leur enlèvement le journaliste américain Charles Glass et son hôte et protecteur libenais, M. Ali Adel Ossei-rane, fils du ministre de la défense, un chiite très modéré, n'avaient pas encore été remis en liberté samedi en fin de matinée.

M. Osseirane père, bien que se félicitant de la coopération dont font preuve à son égard les autorités syriemes et le guide spirituel du Hezbollah, Cheik Mohamed Hussein Fadiallah, a souligné n'avoir jusqu'à présent reçu aucune assu-rance pour la libération des deux otages

Les médias du camp chrétien, insistant sur le déli à la Syrie que constitue le rapt des deux homn affirment qu'une mise en garde a été adressée au Hezboliah par Damas. Celui-ci a, dans un bref communiqué, nié avoir quelque lien que ce soit avec cette prise d'orages comme avec toutes les autres.

Les spéculations vont bon train à Beyrouth sur la possibilité que la Syrie relève le défi comme lors de l'affaire de la caserne Fathallah, à Basta, où vingt-deux membres du Hezbollah avaient été tués dans un affrontement avec l'armée syrienne ce qui avait mis un terme à l'activité de cette organisation, du moins à Beyrouth-Ouest, et profite de l'occasion pour prendre le contrôle de la banlieue sud.

# Alcatel et Siemens se partagent le marché du téléphone belge

BRUXELLES

Comment le « contrat du siècle » est-il devenu une peau de chagrin ou, plus prosaïquement, comment une coquette somme de 240 milliards de francs belge (environ 36 milliards de francs français) s'est-elle réduite de plus des deux tiers : voilà les questions qui se posaient le vendredi 19 juin, à Bruxelles, alors que le gouverne-ment de centre-droit de M. Martens annonçait qu'il s'était enfin mis d'accord sur la nature des conven-tions que la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT) pourrait négocier en vue de renouveler son matériel téléphonique.

Les lignes de force de l'accord convernemental sont les suivantes : e marché des centraux téléphoniques, le gros du contrat, sera partagé entre la Bell Telephone (du groupe CGE Alcatel), qui obtiendra deux cent mille lignes annuelles, et ATEA (du groupe Siemens), qui en obtiendra cent mille.

Les négociations se feront à partir d'un prix indicatif d'environ 15000 francs belges la ligne. An bout de trois ans, une part du marché, environ 10 %, aera libérée, ce qui pourrait permettre à Philips, qui était aussi candidat, de faire valoir ses droits. Philips, en guise de com-pensation, pourrait obtenir aussi,

petites entreprises verraient renouveler leur contrat de fournitures de câbles, mais à condition de réduire lenrs prix.

La déception qui a accueilli cette décision était quasi générale, car le sâteau à partager est bien moins important que celui qui avait été espéré. Les entreprises s'attendaient à ce que les autorités belges profitent de ce contrat pour lancer une politique industrielle ambitieuse en matière de télécommunications.

#### Les priscipaux **bénéficaires**

près de 240 milliards de FB – n'a cessé d'attirer les convoitises, et les principaux concurrents, Siemens, Philips, Alcatel, ne lésinaient pas sur les promesses pour s'attirer les bonnes grâces des uns et des autres. L'un s'engageait à financer un centre de recherche en Wallonie, l'autre à angmenter l'emploi en Flandre, le troisième à aider les Bruxellois... Le gouvernement a choisi une tout autre solution, plus courageuse, sans donte : les firmes se verront imposer des tarifs relativement bas, plus proches de ceux pratiqués sur le marché mondial que de ceux des conventions précédemes. Celles-ci étaient particulièrement généreuses: près de 30 000 francs belges (4 800 F) la ligne, alors que les prix (4 800 F) la ligne, alors que les prix internationaux tournent autour de 10 000 francs belges (1 600 F). Un pactole qui n'avait apparenment pas été utilisé au mieux puisque, de l'avis unanime, les services offerts par la RTT étaient notoirement insuffisants.

Les consommateurs belges, grâce à la baisse des tarifs, et la RTT, qui va sans doute réaliser un fort béné-fice dans les années à venir, seront donc les principaux bénéficiaires de la récente décision gouvernementale. Pour le reste, tout le monde, ou presque, y perd, avec souvent de lourdes conséquences prévisibles.

La Bell Telephone, qui bénéficiait auparavant de 80 % du marché, voit sa part réduite à 66% et à des prix

grâce à ses prix compétitifs, une par-tie non négligeable des contrats de transmission, alors qu'une série de transmission, alors qu'une série de ne pervent pes non plus tabler sur des commandes importantes. Des suppressions d'emplois devraient en résulter avec, pour les ACEC déjà moribondes, des perspectives vérita-blement catastrophiques.

Philips, qui espérait une part, même minime, du marché des centraux, pour pouvoir constituer une tête de pont européenne pour ATT, premier producteur mondial, doit déchanter. La déception est d'autant plus grande que la firme, qui est l'un des plus grands employeurs de Bel-gique, avait beaucoup promis, gique, avait beaucoup promis, notaument aux Wallons, et était bien décidée à caster les prix. Ses offres étaient ainsi toujours infé-rieures à celles de ses concurrents. - Même si on parle de compensations importantes en transmission, ce nouvel échec, écrit Guy Duplat dans le Soir de Bruxelles, venant après celui intervenu en France, pourrait sonner le glas de la colla-boration entre Philips et ATT ».

Siemens s'en sort apparemment mieux puisque, par rapport aux pré-cédentes conventions, elle gagne en parts de marché ce qu'elle va perdre CIL DEIX.

Autres perdants : les deux régions du pays : la Flandre, où sont installés aussi bien Bell Telephone que Siemens ATEA, devrait connaître des pertes d'emplois; la Wallonie, qui conserve, certes, un certain nombre de contrats, devra remiser ses espoirs de développer une politique de recherche conséquente.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

#### M. ANDRE GIRAUD invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. André Giraud, ministre de la défense, sera l'invité de l'émission hebdoundaire « Le grand jury ETL-le Monde », le dimanche 21 juin; de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Girand répondra aux ques-tions d'André Passeron et de Jac-ques Issard, du Monda, et de Pani-Jacques Truffant et Dominique Pennequie, de KTL, le début étant dirigé par Olivier Mazerelle.

## Avant sa fête de Vincennes

référer à son chef, le faux passeport.

#### SOS-Racisme propose un « nouveau contrat social »

Modifier le code de la nationalité dans un sens plus libéral, étendre progressivement le droit de vote aux étrangers et créer une autorité indépendante chargée de contrôler le fonctionnement de la police : SOS-Racisme a présenté, le vendredi 19 juin, ses » propositions pour une démocratie du mélange », au cours d'un colloque organisé à la Sorbonne, avec le Nouvel Observateur. Ce colloque devait être suivi, samedi, à partir de 20 heures, à l'esplanade de Vincennes, d'une grande sête musicale, L'Europe des

Le secrétaire général de SOS-Racisme, M. Eric Ghebali, nous a déclaré: Le nouveau combat de SOS-Racisme est moins un combat de mise en garde active de la société contre tous les dangers de l'intolérance qu'un combat actif et pragma-tique pour l'obtention de l'égalité des droits et des chances pour tous ; en somme, pour un nouveau contrat

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 + LEMONDE

#### M. Toubon et le code de la nationalité

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré vendredi 19 juin, au cours de son point de presse : « La déclaration volontaire pour l'accès à la nationalité française des étrangers nés en France de parents étrangers est un des élé-ments d'une politique d'intégration des étrangers qui vivent et travaillent dans des conditions légales et qui pour la plupart sont destinés à demeurer dans notre pays. .

M. Toubon a ajouté : - Cette déclaration peut être fondée sur un texte simple et clair et dans les formes les plus succinctes possibles devant un juge. Les empêchements légaux doivent être réduits au minimum, davantage même que dans le projet Chalandon et que dans la loi de 1979. -

Selon le secrétaire général du RPR, les seules conditions d'empêchement pénal devraient être les condamnations pour crime et les arrêtés d'expulsion en cours d'exécution. Et la loi devrait indiquer que le choix du service national ne peut être contredit par le choix de la nationalité.

## M. Edgar Faure annule la conférence pour l'aménagement rural

nationale de l'aménagement rural, qui devait réunir, les 24 et 25 juin à Besançon, un aréopage de personnalités très distinguées dont le premier ministre luimême, est annulée. La décision a été prise le mercredi 17 juin par M. Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté, président du comité d'organisation de la conférence et ancien ministre de l'agricul-

Celui-ci, dans un communiqué, explique qu'il entend se montrer solidaire des paysans francontois. Cette décision plonge dans la consternation tous ceux qui, de la ture, de M. Méhaignerie à la FNSEA, n'avaient ménagé ni leur peine ni leur temps depuis six mois pour réunir une documentation d'actualité, préparer une série de mesures à faire annoncer par MM. Guillaume et Chirac, mettre

Le numéro du « Monde » daté 20 juin 1987 a été tiré à 504 426 exemplaires

# La première conférence dans les Alpes, le Massif central ou ationale de l'aménagement en Bretagne.

Si M. Edgar Faure s'est résigné à tout annuler, c'est précisément à cause de la pression que faisaient monter depuis une semaine les agriculteurs de Franche-Comté. Dans cette région où la production laitière constitue l'essentiel des revenus des agriculteurs, les quotas sont ressentis comme un véritable garrot. « Libèrez nos quotas, sinon nous saboterons votre conférence », ont lancé en substance à M. François Guillaume, ministre de l'agriculture,

DATAR au ministère de l'agriculen valeur des expériences puisées

#### les responsables régionaux de la FNSEA, amenant du même coup M. Lacombe, président de ladite FNSEA et co-organisateur de la

FRANÇOIS GROSRICHARD.

conférence, dans une impasse.

· M. Mitterrand visite le chantierde l'Opéra de la Bastille. – Le président de la République a visité, vendredi matin, le chantier de l'Opéra de la Bastille en compagnie de l'architecte du projet Carlos Ott, du compositeur Pierre Boulez, de Marc Bleuse, directeur de la musique au ministère de la culture, et de toute l'équipe de l'Établissement public (nos dernières éditions datées 20 juin



Le Monde

chaque mercredi numéro daté jeudi

Mel Comerce Texas addition of control of de la company of some Schiller Ge is require A CALLES OF THE PARTY OF THE PA THE WEST E A ! E TH AMERICAN ! MANY